

هكذا من الامم

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 13227 — 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

— SAMEDI 8 AOUT 1987

## SERVICES

Abonnement	21
Abonnement étranger	21
Abonnement étranger	21
Abonnement étranger	21
Abonnement étranger	21
Abonnement étranger	21
Abonnement étranger	21
Abonnement étranger	21
Abonnement étranger	21
Abonnement étranger	21

## MINITEL

Abonnement	21
Abonnement étranger	21
Abonnement étranger	21
Abonnement étranger	21
Abonnement étranger	21
Abonnement étranger	21
Abonnement étranger	21
Abonnement étranger	21
Abonnement étranger	21
Abonnement étranger	21

## Jordanie s blessés

Une trentaine de blessés, dont un mort, ont été recensés à la suite d'une explosion survenue dimanche 7 août, à Amman, dans le quartier de Bab el Bhar. L'explosion a été provoquée par un camion chargé de munitions appartenant à l'armée jordanienne. Les responsables de l'explosion ont été identifiés et sont actuellement en fuite.

## astes et d'acteurs ve de la faim

Les acteurs de la faim sont nombreux dans le monde. Ils sont souvent des personnes âgées, des personnes handicapées, des personnes appartenant à des minorités. Ils sont souvent victimes de la pauvreté, de la guerre, de la famine. Ils ont besoin de notre aide.

## Les auteurs pour les enfants

Les auteurs pour les enfants sont nombreux. Ils sont souvent des personnes qui ont une passion pour l'écriture. Ils écrivent des livres pour les enfants, des livres qui les aident à apprendre, des livres qui les aident à grandir. Ils ont besoin de notre reconnaissance.

Le Monde  
36-15

## ormation en Gestion d'Entreprise

Si HEC ne vous convient pas, l'ECADE vous conviendra.

ECADE  
Ecole d'Administration  
des Entreprises

ECADE  
Ecole d'Administration  
des Entreprises

## Les équilibres du président Assad

Un entretien téléphonique, le dimanche 2 août, avec le roi Fahd d'Arabie saoudite pour « regretter » les événements, un message au président iranien pour lui demander d'atténuer la tension avec Ryad : les affrontements de La Mecque sont venus compliquer le fragile équilibre que maintient avec succès le président Assad de Syrie entre Ryad et Téhéran.

Une influence que celle-ci n'arrive pas même à faire prévaloir sur Liban, où le Hezbollah (Parti de Dieu, intégriste et chiite, pro-iranien) multiplie les provocations à son égard. C'est sûrement là que se joue l'avenir des relations irano-syriennes. Il aurait quelque naïveté à croire que, pour satisfaire aux seules demandes de l'Occident, particulièrement celles concernant le sort des otages, le président Assad serait prêt à rompre avec Téhéran.

Le tacite consensus occidental à l'entrée des troupes syriennes à Beyrouth-Ouest en février dernier était d'autant plus évident que Washington comme Paris en attendaient des résultats sur l'affaire des otages. Ceux-ci ne sont pas venus, et ce sont pourtant les Etats-Unis qui ont pris l'initiative de renouer le dialogue avec Damas. La CEE a fait de même en levant l'essentiel des menaces sanctions adoptées contre la Syrie.

## Le retrait de M. David Owen Les centristes britanniques veulent créer un nouveau parti

Un changement notable vient de se produire sur l'échiquier politique britannique. M. David Owen a annoncé, le jeudi 6 août, qu'il se retirait de la direction du Parti social-démocrate (SDP), après que la base ait voté en faveur d'une fusion avec l'autre formation de l'alliance, le Parti libéral de M. David Steel.

Ce dernier, pour sa part, souhaite lancer le nouveau parti du centre en 1988, à l'issue des négociations qui vont s'engager sur les conditions de cette fusion.

LONDRES  
de notre correspondant

L'Alliance, ce mouvement qui prétendait ouvrir enfin une troisième voie, celle du juste milieu, entre les « excès » des travaillistes et ceux des conservateurs, n'est vraiment plus le refus des gens raisonnables. Elle est en proie désormais à une crise ouverte, qui promet de durer de longs mois et qui pourrait anéantir, pour des années au moins, tout espoir centriste. Tel est l'essentiel des commentaires de la presse britannique du vendredi 7 août, au lendemain de l'annonce de la décision prise par la majorité des membres du

Parti social-démocrate (SDP) de tenter une fusion avec le Parti libéral, idée que M. David Owen, leader du SDP, a toujours rejetée et qui vient de l'obliger à démissionner.

Il a toujours été question d'une réelle intégration entre les deux partis depuis la création du SDP, en 1981, par la « bande des quatre » (M<sup>mes</sup> Shirley Williams, M<sup>me</sup> Roy Jenkins, David Owen et Bill Rodgers, dissidents du Labour) et la constitution, quelques mois plus tard, d'une libre association entre la nouvelle formation et le vieux Parti libéral.

FRANCIS CORNU.  
(Lire la suite page 6.)

## Tensions dans les économies occidentales La hausse des taux d'intérêt risque de freiner la croissance

Les principales banques anglaises — Midland, Barclays, Natwest Lloyds — ont augmenté d'un point leur taux de base bancaire après la décision prise, le jeudi 6 août, par la Banque d'Angleterre de relever son taux d'intervention sur le marché monétaire.

Ce renchérissement du coût du crédit risque de freiner la croissance dans un des rares pays industrialisés où l'activité manifestait un réel dynamisme (3,2 % prévus cette année).

La décision des autorités monétaires britanniques se justifie par les risques que font courir au pays une inflation naissante et l'affaiblissement de la livre, qui pourrait résulter d'un déséquilibre persistant des paiements extérieurs. Vendredi, à Paris, le franc a été soumis à quelques tensions à l'ouverture du marché.

Il est certain d'autre part que les avatars de la Midland Bank, l'une des principales banques britanniques, qui manque de fonds propres après avoir provisionné des créances douteuses sur les pays endettés du tiers-monde, incitent les pouvoirs publics à

plus de rigueur dans tous les domaines.

Mais, au-delà du cas britannique, la question se pose de savoir si la décision de la Banque centrale de Londres n'est pas le signe annonciateur d'une remontée générale des taux d'intérêt dans le monde. Aux Etats-Unis, en RFA, en France, déclarations et parfois décisions vont bien dans ce sens.

Lire page 24  
l'article  
d'ALAIN VERNHOLE

## L'enquête sur l'assassinat d'un gendarme

## Un groupe vagabond de terroristes corses

BASTIA  
de notre envoyé spécial

La condamnation tombe, sèche, inattendue. M. Charles Pasqua est un « Corse du continent ». Pour cet insulaire en colère, c'est assez dire : un traître, un donneur de leçons, un empêcheur de tourner en rond dans les traditions de l'île. « Ces Corses-là nous prennent pour des attardés parce que nous ne sommes pas partis... Aujourd'hui, ils veulent faire de nous des flics. »

Cette réaction épidermique formulée par un observateur d'Ajaccio sur le ton d'un chagrin incommunicable illustre bien l'état d'esprit de l'île après les appels du ministre de l'Intérieur à la dénonciation des criminels de l'ex-FLNC, et à la prise en charge par les élus de leurs « responsabilités ». De déclaration en déclaration a resurgi la désagréable impression ressentie déjà par la plupart des hommes politiques locaux lors du voyage de M. Pasqua en Corse en juin dernier. L'île avait alors été prise à contrepied par l'un des siens, soumise à une inspection obligée par un connaisseur.



En juin déjà, les Corses avaient été pris, comme jeudi, de dire « de quel côté ils sont ». Au soir du voyage, après l'assassinat du docteur Lafay, le ministre avait frappé fort en promettant des récompenses pour tout renseignement permettant la capture de six nationalistes clandestins. Une affiche avait été tirée, collée sur les murs, publiée dans la presse insulaire.

Et voilà que cela recommence ! Que M. Pasqua décide, après

l'assassinat, mardi, d'un gendarme, de maintenir sa pression sur les élus et la population. Un autre million de francs est promis. C'est trop dur pour une classe politique qui s'apprête, comme après chaque poussée de fièvre, à demander un peu plus le secours, surtout économique, de l'Etat.

Tout pour pour une communauté qui se sent prise comme sous la ceinture par des arguments très efficaces.

PHILIPPE BOGGIO.  
(Lire la suite page 8.)

## Guérilla, délinquance, trafic de drogue

## Violences colombiennes

BOGOTA  
de notre envoyé spécial

Une très nette rérudescence de ce qu'on appelle pudiquement en Colombie la « violence » inquiète les dirigeants de Bogota et préoccupe une opinion, pourtant blasée et un peu fataliste.

C'est d'abord la violence politique, celle de la guérilla, plus exactement des différents groupes de guérilla, le plus important et le mieux organisé étant les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), proches du Parti communiste et de l'Union patriotique, sa représentation légale au Parlement. Depuis quelques semaines, les affrontements entre militaires et guérilleros sont de plus en plus nombreux et sanglants.

C'est ensuite une violence plus sournoise, multiforme, complexe,

à la mesure de la géographie d'un pays où de nombreuses régions — dans la vallée du Magdalena où dans les Llanos de l'est, au pied de la Cordillère orientale — échappent encore en grande partie au contrôle des autorités. Des zones que l'on qualifie aussi de « colonisation », où se sont développées de grandes propriétés d'élevage extensif. C'est le domaine de prédilection des guérilleros, mais aussi des trafiquants de drogue et des multiples « armées privées » au service des notables, des grands propriétaires, des politiciens et des trafiquants de tout poil.

C'est encore la violence urbaine, la délinquance classique, en hausse notable et qui se pare volontiers du drapeau d'une quelconque organisation « révolutionnaire » pour pratiquer le boleteo, le chantage et l'extorsion de

fonds. C'est la puissance de la mafia de la drogue, qui étend ses tentacules sur l'ensemble du pays, mais dispose de citadelles, comme Medellín, où les tueurs à gages de l'« organisation », les « sicarios », font la loi. Jamais de témoins. Jamais, on presque, de poursuites.

Ce sont enfin les multiples organisations privées paramilitaires ou escadrons de la mort, qui prétendent se substituer à la carence de la justice officielle. Pour faire face à une vague impressionnante de crimes impunis. Toujours commis par des « inconnus », que la rumeur publique a pourtant déjà associés à des corps de police. Ces organisations, qui se font et se défont, et auxquelles appartiennent souvent des gars de la bonne société, portent des noms évocateurs.

MARCEL NIEDERGAANG.  
(Lire la suite page 4.)

## Reprise en Espagne

Optimisme après quatre ans d'austérité économique.

PAGE 21

## Remous autour de Prouvost

Les Chargeurs réunis ont pris pied dans l'entreprise textile.

PAGE 24

## « L'Arme fatale »

Un entretien avec Mel Gibson, interprète du film de Richard Donner.

PAGE 15

## Nouvelle-Calédonie

Tokyo souhaite que Paris tienne mieux compte des « réalités » du Pacifique.

PAGE 8

## La polémique sur la FIM

Quand Julien Green souvient Radio-Alligre.

PAGE 16

## Concordances des temps

Albert Thomas socialiste de gouvernement

PAGE 2

## Le Monde

■ Une Antille élevée à l'anglais. ■ Escapes. ■ La table. ■ Jeux.

Pages 11 à 14

Le sommaire complet se trouve page 24

Bertrand  
POIROT-DELPECH  
de l'Académie française

Monsieur  
Barbie  
n'a rien à dire  
GALLIMARD nrf

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 148 pes. ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 0,400 L.L. ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,50 cr. ; Suisse, 1,60 fr. ; USA, 1,50 \$ ; USA (West Coast), 1,75 \$.



# Concordances des temps

Chroniques sur l'actualité du passé

## Albert Thomas, socialiste de gouvernement

Les ministres socialistes, qui, après 1981, durent composer avec les dures lois de la réalité, auraient pu méditer l'expérience d'un de leurs grands ancêtres.

par Jean-Noël Jeanneney

**D**E 1981 à 1986, selon une pente naturelle, chacun cherchait son lot de références du côté du Cartel des gauches, du Front populaire, parfois de la Libération. Je ne me l'interdis pas dans le cours de ces « Chroniques ». Mais aujourd'hui je voudrais attirer ailleurs l'attention : sur un homme qui fut, chronologiquement, l'un des tout premiers socialistes de gouvernement en France (1). Il s'agit d'Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat puis ministre de l'armement, du 18 mai 1915 au 12 septembre 1917, et qui à ce titre joua, à l'aube de sa maturité, de trente-six à trente-neuf ans, un rôle important dans la mobilisation industrielle du pays. Il eut alors à se poser et à poser devant l'opinion bien des questions modernes, celles qu'agitèrent les cinq ans de gouvernement socialiste — notamment à partir de la mutation de 1982-1983 et du tournant de la rigueur quand furent mieux prises en compte les contraintes durables de la nécessité : rien de moins que l'adaptation de la doctrine aux impératifs du pouvoir dans une démocratie industrielle. Albert Thomas, durant le temps de son pouvoir, et sous le fouet de la guerre, fit le pari de réconcilier la gauche avec l'idée de la croissance économique, de démontrer que celle-ci n'était pas antinomique avec le progrès social, mieux : qu'elle pouvait le servir.

Pour ce rôle, l'homme était préparé. Ce fils d'un boulanger de Champigny, distingué par l'enseignement public dans la lignée d'un schéma classique, celui des boursiers de la Troisième, fut normalien de la rue d'Ulm et reçu premier à l'agrégation d'histoire. Membre du Parti socialiste unifié SFIO dès sa fondation en 1905, député de Seine-et-Oise depuis 1910, il se plaça d'emblée à la droite de son parti, du côté de ceux qui, explicitement réformistes, envisageaient sans effroi l'expérience du pouvoir en démocratie parlementaire. Son éloquence chaleureuse et la promptitude de son intelligence le mirent assez vite en vedette et l'imposèrent, après la mort de Jaurès, comme un représentant naturel de son parti dans le gouvernement d'Union sacrée.

Aux côtés de lui, ce professeur en rassemble d'autres, appelant dans son équipe les normaliens Hubert Bourgin, Maurice Halbwachs, Mario Roques et François Simiand, et le juriste William Oualid : une équipe qui, en s'installant, n'échappa point aux propos ironiques réservés quelquefois aux « chers professeurs » quittant leur chaire pour l'action mais qui, au bout de son aventure, quelles que fussent les divergences sur les choix, l'hommage général des fonctionnaires comme des partenaires patronaux ou syndicaux pour l'œuvre accomplie. « Albert Thomas, écrit un jour Robert Pinot, secrétaire général du Comité des forges, créa le ministère de l'armement et en fit l'instrument de la victoire... ». A quoi répond en écho le tribut de Léon Jouhaux, secrétaire général de la CGT, qui fut le collaborateur de Thomas et le crédita, longtemps après, de l'intelligence coordonnée de l'effort national.

**P**ASSONS sur les congratulations. Ce qu'il faut considérer, c'est la façon dont Thomas déploya son effort en servant deux fins à la fois : le progrès social et l'efficacité industrielle que l'heure imposait plus rudement qu'en toute autre conjonction.

Au cœur de sa doctrine, on trouve cette conviction simple, exprimée par lui, dès 1907 : « Un contrat de travail passé entre vingt maçons et leurs trois patrons dans une bourgade retirée de France est plus révolutionnaire que dix motions de Stuttgart (2) ». (À Stuttgart s'était tenu, cette année-là, le congrès de la II<sup>e</sup> Internationale socialiste). Dès ce moment, Albert Thomas utilise le concept d'« économie organisée ». Une constante de sa pensée et de son action,



LE DERNIER NE d'ALBERT THOMAS L'OBUS DE 400

Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat, puis ministre de l'armement de mai 1915 à septembre 1917.

en vérité très « social-démocrate », consiste dans la défense du régime contractuel — meilleure garantie possible, à ses yeux, de la fois de l'efficacité économique et du progrès social (3). C'est ainsi qu'à l'endroit des industries privées pourvoyeuses des fournitures de guerre, il refusa toujours l'idée de réquisition autoritaire et privilégia autant qu'il put le faire (non sans être vivement critiqué par une partie des parlementaires socialistes et la gauche de son parti) les accords librement négociés dans tous les domaines : les stratégies de fabrication aussi bien que les prix et les salaires ou les conditions de travail.

Le conflit social n'apparaît jamais à Thomas comme la façon la meilleure d'aller de l'avant mais bien plutôt comme un pis-aller, après l'échec du compromis. Ce fut exactement le sens qu'il donna aux commissions d'arbitrage obligatoire qu'il créa dans les usines à contrôle gouvernemental, en janvier 1917, à la suite d'une brusque poussée de grèves que provoqua, bien qu'elles fussent interdites par la législation de guerre, la lassitude des souffrances. Les commissions d'arbitrage fonctionnèrent assez efficacement — le patronat inclinant à la transaction par crainte de la réquisition — jusqu'aux grèves nouvelles du printemps 1918, qui surgirent hors de leur maîtrise, leur portant un coup mortel (4), après le départ des socialistes du gouvernement.

Visitant, à l'extrême fin de son ministère, le 1<sup>er</sup> septembre 1917, les usines Renault, entièrement consacrées à l'effort de guerre, Albert Thomas y tient les propos suivants sur l'indispensable rapprochement des industriels et de leurs ouvriers : la guerre doit en être l'origine, non pas la provisoire occasion. « Il faut, s'écrit-il, que les ouvriers s'habituent à voir dans la classe patronale, pour une grande part, la dépositaire des intérêts industriels de l'avenir ; il faut qu'ils s'accoutument à voir dans un effort, comme celui qui a créé cette usine, non pas seulement la réalisation d'un intérêt particulier et égoïste, mais le profit commun qu'en tirent la nation et la classe ouvrière ! Et, par contre, je le rappelle aux représentants de la classe patronale fran-

çaise, à l'heure où ils demandent le grand et magnifique effort de labeur que vous réalisez chaque jour dans ces usines, il ne faut pas, lorsque des revendications surgissent, qu'ils y voient simplement l'expression de l'intérêt particulier et égoïste des ouvriers, mais aussi l'intérêt d'ensemble de la société ; il faut qu'ils y voient la possibilité du travail et la condition de l'avenir industriel du pays ! Je leur demande, camarades, de faire confiance à l'âme de votre classe, à ses idées, à ses espérances, et de faire que, chaque jour, un peu plus de liberté, un peu plus de bien-être se réalise pour la classe ouvrière. » Ainsi seulement sera assurée la « magnifique production industrielle » que réaliseront demain, ensemble, la classe ouvrière et le patronat français, « de telle sorte qu'après la paix la victoire économique vienne compléter l'autre victoire (5) ».

### La réhabilitation du profit

Dans ce concert nouveau, chaque partie doit trouver son avantage. Les ouvriers y gagneront — enfin ! — une représentation légalisée. Au début de 1917, Thomas créa, dans les usines de guerre, des délégués élus d'atelier qui devaient avoir leur mot à dire dans l'organisation de la production, la fixation des salaires, l'amélioration des conditions de travail : une initiative bien accueillie par beaucoup d'ouvriers.

**C**EUX-CI furent frustrés en revanche d'une autre réforme à laquelle Thomas attachait de l'importance : une participation systématique aux bénéfices. Il est vrai que les mentalités des milieux dirigeants étaient encore à cent lieues d'une telle suggestion : le ministre socialiste ne se jugea pas assez fort pour les bousculer, expliquant à son équipe qu'il valait mieux remiser l'idée en attendant des jours meilleurs.

Dans la même ligne, Thomas réhabilita sans vains détours le profit. Il l'admet publiquement comme un ressort essentiel de l'élan économique. Ce ne fut pas par résignation mais sous l'effet d'une réflexion qui mûrit pendant

son expérience gouvernementale. « On peut tout réquisitionner, déclare-t-il sans ambages devant la Chambre, mais l'esprit de risque, l'esprit d'initiative ne se réquisitionnent pas ! ».

Le débat est rendu plus vif encore à l'époque par le retentissement affectif, dans l'opinion, de la question des « bénéfices de guerre ». La gauche du Parlement souhaiterait voir soit les usines systématiquement réquisitionnées, soit les bénéfices autoritairement limités ou lourdement taxés. Pourtant, Thomas s'y refuse tout net (6). Un jour de juin 1916, François de Wendel, le maître de forges, député de Meurthe-et-Moselle, défend sans tarder ce thème à la tribune, expliquant que, si l'Etat limitait les bénéfices, il « renoncera à utiliser un sentiment qui n'est peut-être pas un grand sentiment, mais qui n'est cependant pas moins l'un des plus puissants leviers humains, le sentiment de l'intérêt (...). Ce serait une lourde faute de retirer aux industriels l'espérance de bénéfices supplémentaires. Il faut qu'à un effort plus considérable corresponde un bénéfice supérieur, sans quoi vous aurez tari la source du progrès ». Or quelle est la réaction immédiate de Thomas ? Dans une note griffonnée à chaud pour son collaborateur, François Simiand, il écrit très librement : « Wendel dit des choses vraies sous une forme très capitaliste. Il importerait de bien marquer comment ces vérités-là s'accordent avec notre doctrine socialiste et sur quels points nous devons être contraints de la réviser... (7) ».

Non qu'il rejette tout contrôle technique de l'Etat sur les entreprises, mais celui-ci doit surtout permettre de faire le départ entre celles qui ont « joué passivement des conditions favorables toutes faites ou assurées par ailleurs » et celles qui ont su jouer d'initiative et prendre des risques. Il s'agit de favoriser celles-ci aux dépens de celles-là.

Prochain article :  
L'humiliation du procureur général  
(Numéro du 10 août daté 11.)

L'Etat n'abandonne pas son rôle central, mais se comporte moins comme un acteur aspirant à dominer le jeu que comme un régulateur investi de « la pensée directrice qui fait converger tous les efforts vers un but unique » (8). Il doit savoir « coordonner toutes les initiatives », explique Thomas au Creusot en avril 1916, « sans en étouffer aucune » (9). On n'est pas loin de l'idée de la planification incitative, plutôt que normative, qui s'épanouit dans les années 50 et 60. Il est vrai que Thomas ne renonce pas à une prise en main directe par l'Etat de certaines activités économiques (il avait été l'un des plus ardents zélateurs pour le verrouillage du jour, d'une nationalisation des Chemins de fer avant la guerre) ; mais ce n'est pas pour servir le principe théorique d'un transfert de propriété privée au profit de la communauté nationale, ce n'est sûrement pas pour engager un processus progressif destiné à toucher à terme toute l'économie ; c'est plutôt viser à ce que l'Etat se donne un outil supplémentaire dans sa mission d'arbitrage et de régulation du jeu.

Tel est l'esprit dans lequel il décide, en septembre 1916, de construire à Roanne un immense arsenal d'Etat (10) destiné à se perpétuer après la guerre et à servir de « vitrine » à la fois technique (par l'appel aux machines américaines les plus récentes), économique (des prix modérés devant avoir un effet d'entraînement à la baisse pour l'ensemble du marché) et sociale (les travailleurs devant être intéressés aux résultats et participer directement à une gestion débarrassée du poids d'une bureaucratie tatillonne).

Il faut reconnaître que l'entreprise de Roanne fut un fiasco et dut être progressivement abandonnée, pesant lourdement, aux yeux des contemporains sur le bilan d'Albert Thomas : les mentalités des fonctionnaires n'y étaient pas, à l'époque, mieux préparées que celles des milieux d'affaires, et les freins furent trop puissants. Mais cet échec apparaît, avec le recul, trop lié aux circonstances du moment pour que le principe en ait été durablement cassé. On peut dire plus : les conceptions qu'avait ici Albert Thomas se révèlent plus modernes que plusieurs des motivations doctrinales qui inspirèrent les législateurs de 1945 et de 1981.

Albert Thomas n'eut pas le goût de tirer lui-même la philosophie synthétique de son expérience — ou il n'en trouva pas le loisir ; dans l'immédiat après-guerre, au moment où refusant pour un temps la plupart des innovations qu'il avait lancées, il s'engagea dans une action internationale qui élargit son horizon, en devenant à Genève directeur général du Bureau international du travail, créé après la guerre dans le cadre de la Société des Nations. Et il mourut prématurément en mai 1932. Il n'avait que cinquante-trois ans et songeait à revenir à la politique française. Plusieurs contemporains, quelques années après, pensèrent que, s'il avait vécu, il aurait pu se trouver en position de diriger le gouvernement de Front populaire de 1936 au lieu et place de Léon Blum. Nul doute que l'expérience s'en fût trouvée différemment colorée.

(1) Alexandre Millerand, ministre du travail dans le gouvernement Waldeck-Rousseau de 1899 à 1902, s'était mis pratiquement en congé de parti. Les autres ministres socialistes du gouvernement d'Union sacrée — Marcel Sembat, Jules Guesde — comptent moins parce que leur présence fut plus symbolique.

(2) La *Revue syndicaliste*, octobre 1907, citée par Madeleine Robéroux et Patrick Fridenson : « Albert Thomas, pivot du réformisme social », le *Mouvement social*, avril-juin 1974, pp. 85-97.

(3) Alain Hennebicque, « Albert Thomas et le régime des salaires de guerre, 1915-1917 », in *Cahiers du Mouvement social*, n° 2, 1977, pp. 115 et 129.

(4) Martin Flac, « Guerre et réformisme en France, 1914-1918 », in « Le soldat du travail », *Recherches*, n° 32-33, septembre 1978, p. 310.

(5) Cité par Fridenson et Robéroux, pp. 90-91.

(6) Cf. Gerd Hardach, « La mobilisation industrielle en 1914-1918, production, planification et idéologie », le *Mouvement social*, cahier n° 2 cité, p. 93.

(7) Cité par Hennebicque, p. 129.

(8) Ibid., p. 119.

(9) Cité par Gerd Hardach, art. cité, p. 104.

(10) Cf. sur ce point Richard F. Kiesel, *Le Capitalisme et l'Etat en France. Modernisation et dirigisme au XX<sup>e</sup> siècle*, Gallimard, Paris, 1984, p. 62.

## Les concentrations naissantes

### Le répit fragile

Le répit fragile... Les concentrations naissantes... Les entreprises se regroupent, se fusionnent, se créent. C'est une tendance qui se poursuit depuis des années. Elle est due à de nombreuses causes : la recherche de nouvelles perspectives de croissance, la nécessité de faire face à la concurrence internationale, la volonté de rationaliser les structures, etc.

Les concentrations naissantes... Elles se manifestent sous différentes formes : fusions, acquisitions, créations de nouvelles entités. Elles touchent tous les secteurs de l'économie, mais sont particulièrement visibles dans les industries de pointe et les services.

Les concentrations naissantes... Elles ont des conséquences importantes sur l'économie et la société. Elles peuvent entraîner une réduction de la concurrence, une augmentation des prix, une perte d'emplois, etc.

Les concentrations naissantes... Elles sont encouragées par le gouvernement et les institutions financières. Elles sont considérées comme un moyen de renforcer la compétitivité de l'économie française.

Les concentrations naissantes... Elles sont soumises à un contrôle strict de la part des autorités de régulation. Elles doivent respecter des règles strictes en matière de concurrence et de protection des consommateurs.

Les concentrations naissantes... Elles sont une réalité incontournable de l'économie moderne. Elles doivent être gérées avec prudence et transparence pour éviter les abus et préserver les intérêts de tous.

Les concentrations naissantes... Elles sont un défi pour les pouvoirs publics. Ils doivent trouver des moyens efficaces pour réguler leur développement et garantir une concurrence saine.

Les concentrations naissantes... Elles sont une source d'innovation et de progrès. Elles permettent de mutualiser les compétences et les ressources, de développer de nouvelles technologies et de créer de nouveaux produits.

Les concentrations naissantes... Elles sont une opportunité pour les entreprises de se développer et de renforcer leur position sur le marché. Elles leur permettent d'accroître leur efficacité et d'améliorer la qualité de leurs services.

Les concentrations naissantes... Elles sont une nécessité pour les entreprises de rester compétitives à l'échelle internationale. Elles leur permettent de faire face à la concurrence mondiale et de maintenir leur part de marché.

Les concentrations naissantes... Elles sont une tendance qui se poursuivra dans les années à venir. Elles seront encouragées par les politiques de libéralisation et de mondialisation.

كتاب الامير



هكذا من الامل

temps

gouvernement

# Etranger

## L'aggravation de la tension dans le Golfe et les conséquences sur les marchés pétroliers Les concentrations navales suscitent de vives inquiétudes

La prolongation des manœuvres navales iraniennes suivant de peu l'annonce par Washington de l'envoi de vedettes rapides dans le Golfe a singulièrement accru la tension dans cette région. Selon le quotidien koweïtien *Al Qabir*, les États-Unis examinent la possibilité de lancer des attaques de « circonspection » contre des positions militaires et économiques en Iran, à partir de la base de Diego Garcia, dans l'océan Indien.

Citant des sources du Pentagone, le journal ajoute que ces missions pourraient être menées par les bombardiers stratégiques B-52 et viser par exemple le terminal pétrolier de l'île de Kharg et l'île de Qeshm, dans le détroit d'Ormuz, l'un des sites de missiles Stikworm, de fabrication chinoise. La marine américaine pourrait éventuellement participer à ces opérations, notamment le cuirassé *Missouri*, qui fait route vers le Golfe et qui pourrait user de mis-

siles Cruise et Tomahawk. La situation est jugée très sérieuse en Italie, où le ministre des affaires étrangères, M. Giulio Andreotti, a mis en garde jeudi les États-Unis contre toute action unilatérale.

Un incident « grave » peut se produire désormais à tout moment dans le Golfe, où les flottes de guerre rassemblées ou sur le point de l'être sont les plus importantes depuis la guerre de Corée, soulignent jeudi plusieurs experts militaires à Londres. Selon le porte-parole de l'Institut international d'études stratégiques, le major Robert Elliot, « quelque chose peut à tout moment faire une bêtise ».

Certains éléments les plus radicaux des gardiens de la révolution pourraient, affirme-t-il, être tentés d'attaquer l'une des grosses unités navales américaines, ce qui provoquerait une réaction immédiate. Dans ce cas, estime le major Elliot, les États-Unis ont la possi-

bilité d'attaquer les bases de missiles Stikworm iraniens au nord du détroit d'Ormuz, mais, comme ces missiles sont mobiles, rien n'assure qu'ils seraient détruits. D'autres experts pensent que les Américains sont prêts à s'attaquer à la base navale de Bandar-Abbas, toute proche. Une autre cible évidente serait l'île de Larak, juste à l'embouchure du Golfe, devenue le principal port pétrolier iranien depuis que les Irakiens ont commencé à bombarder Kharg.

Golfe de trente-six unités navales. Cette concentration fait penser à certains experts que les trois pays sont en train de mettre en place sans le dire les éléments d'une force navale multinationale à la disposition de l'ONU pour imposer le cessez-le-feu entre l'Irak et l'Irak demandé par le Conseil de sécurité le 20 juillet.

Entre-temps, le passage sous pavillon américain de trois nouveaux pétroliers koweïtiens, ancrés au large de Khor-Fakkan, dans le golfe d'Oman, n'a pas eu lieu jeudi après-midi comme prévu initialement. Aucune précision n'a pu être obtenue sur les raisons du retard de cette opération, pour laquelle « tout était prêt » jeudi matin. Les trois pétroliers, l'*Oumm-Casabah*, l'*Oumm-el-Maradem* et le *Gaz-el-Burhan*, étaient arrivés dans la nuit de mercredi à jeudi à Khor-Fakkan, leurs nouveaux noms américains peints sur la coque (respec-

tivement *Ocean-City*, *Sea-Isle-City* et *Gas-King*) et avaient jeté l'ancre à 12 milles à l'est du port.

### La tension Ryad-Téhéran

La tension entre Téhéran et Ryad reste vive. Le ministère saoudien des affaires étrangères a indiqué jeudi qu'il était toujours sans nouvelles de quatre fonctionnaires de son ambassade en Iran « enlevés » samedi lors de sa mise à sac par des manifestants. Les autorités saoudiennes avaient rendu responsable Téhéran de leur sécurité dans un communiqué diffusé samedi, mais n'avaient plus évoqué leur sort depuis. De source informée saoudienne à Djeddah, on a cependant affirmé, jeudi en fin d'après-midi, que trois de ces fonctionnaires avaient été libérés à Téhéran, le quatrième étant toujours retenu.

De son côté, l'Iran a accusé mercredi soir la police saoudienne d'encerclement depuis plusieurs jours son ambassade à Ryad et son consulat à Djeddah. Un porte-parole de l'ambassade a indiqué jeudi que ce blocus avait été levé dans la matinée, ajoutant que les policiers étaient toujours présents, mais que le personnel pouvait sortir et entrer librement.

Pour sa part, le chargé d'affaires iranien à Koweït a été convoqué de nouveau jeudi au ministère des affaires étrangères, où un diplomate de haut rang lui a remis un mémorandum demandant « le rétablissement de la situation normale à l'ambassade du Koweït à Téhéran ». Le Koweït affirme que des militants iraniens ont transformé son ambassade à Téhéran en quartier général du Hezbollah. Deux diplomates koweïtiens y ont été séquestrés vingt-quatre heures avant d'être libérés. — (AFP, Reuters.)

### Un répit fragile

par Bruno Dethomas

**D**EUX chocs pétroliers — et un contre-choc — facteurs importants des déséquilibres mondiaux depuis quelques années ont échaudé les pays occidentaux. Que la tension persiste dans le Golfe et les experts, qui se sont toujours trompés, promettent une hausse des prix du pétrole — « jusqu'à 30 dollars le baril » — suivie d'une baisse, voire de tensions persistantes sur l'or noir. Sur un marché où la rationalité économique n'a pas toujours triomphé, du moins à court terme, ce n'est là qu'un pari.

Aussi, plutôt que de faire de nouvelles prédictions qui ne devraient leur justesse qu'au hasard, vaut-il mieux chercher à recenser les éléments qui font que le marché est différent aujourd'hui de ce qu'il était en 1973, voire en 1979-1980.

Le premier choc pétrolier avait pour origine la conjonction d'un élément politique (la guerre du Kippour) et d'une réalité économique (la demande pétrolière progressait plus vite que l'offre depuis plusieurs années). Le second choc reposait lui aussi sur des événements politiques (la révolution iranienne de 1979 relayée à partir de septembre 1980 par la guerre entre Bagdad et Téhéran) conjugués à une mauvaise perception par l'Occident du rapport entre l'offre et la demande. Il a fallu, en effet, plusieurs mois pour s'apercevoir qu'en fait, il n'y avait pas de pénurie.

Aujourd'hui, si le déclencheur politique peut toujours jouer, le marché est clairement excédentaire et les stocks ont ramené des hauteurs. La croissance des pays industrialisés est faible (2,2 % contre 3,4 % en 1979) et la consommation de pétrole, même si elle progresse légèrement, est encore inférieure à ce qu'elle était en 1979 de 5 millions de barils par jour, soit la production annuelle cumulée de l'Irak, de l'Iran et du Koweït. En outre, avant même les événements récents, la discipline de l'OPEP avait commencé à se relâcher et nombre de pays dont l'Iran, le Koweït, les Émirats arabes unis ou la Libye dépassaient ces quotas de production tout en respectant le strict respect avait permis un redressement des cours (il y a un an, le brut léger saoudien valait 9 dollars le baril et il était remonté à environ 18 dollars après les accords de l'OPEP).

### Rupture à l'OPEP

Un autre élément pourrait aussi pousser à la baisse des prix, c'est la rupture possible à l'OPEP de l'alliance entre Téhéran et Ryad après les événements de la Mecque. Pour en mesurer l'importance, il faut se souvenir que seul le règlement de Ryad aux thèses de Téhéran a permis un redressement des cours pétroliers dans un passé récent mais aussi dans une époque plus lointaine, en 1970-1971 et 1973. Or, depuis plusieurs mois, le royaume wahhabite n'a cessé de composer avec la République islamique. L'éviction du cheik Yaman, ancien ministre du pétrole saoudien et à été le symbole le plus spectaculaire. Mais n'a-t-on pas été jusqu'à dire fin 1986 que les Saoudiens avaient livré des produits pétroliers et des pièces de rechange pour les avions iraniens ?

La roi Fahd était récemment sa volonté de voir les prix du brut être gelés « à 18 dollars le baril pour au moins deux ans ». Seul pays à avoir une réelle marge de manœuvre, le royaume a en tout cas les moyens de s'opposer à la volonté de Téhéran de relever les cours.

On pourrait ainsi conclure que les pays industrialisés n'ont rien à craindre des événements actuels, voire d'une aggravation de la situation dans le Golfe. D'autant que, tout le monde l'a dit ces jours derniers, l'Iran serait suicidaire de fermer la seule voie de passage de son propre brut, sa principale source de devises.

Mais ce serait faire peut-être de cas de quelques éléments contraires. Si la situation semble aujourd'hui favorable, 1985 semble bien avoir marqué un retournement de tendance quant au poids du Golfe sur la scène pétrolière mondiale. Le regain d'importance de cette zone dans le commerce pétrolier international devrait se poursuivre. La stagnation puis la baisse de l'extraction dans les pays de l'OCEP vont laisser à l'avenir une plus grande place à l'OPEP et à l'intérieur de celle-ci au pays du Golfe.

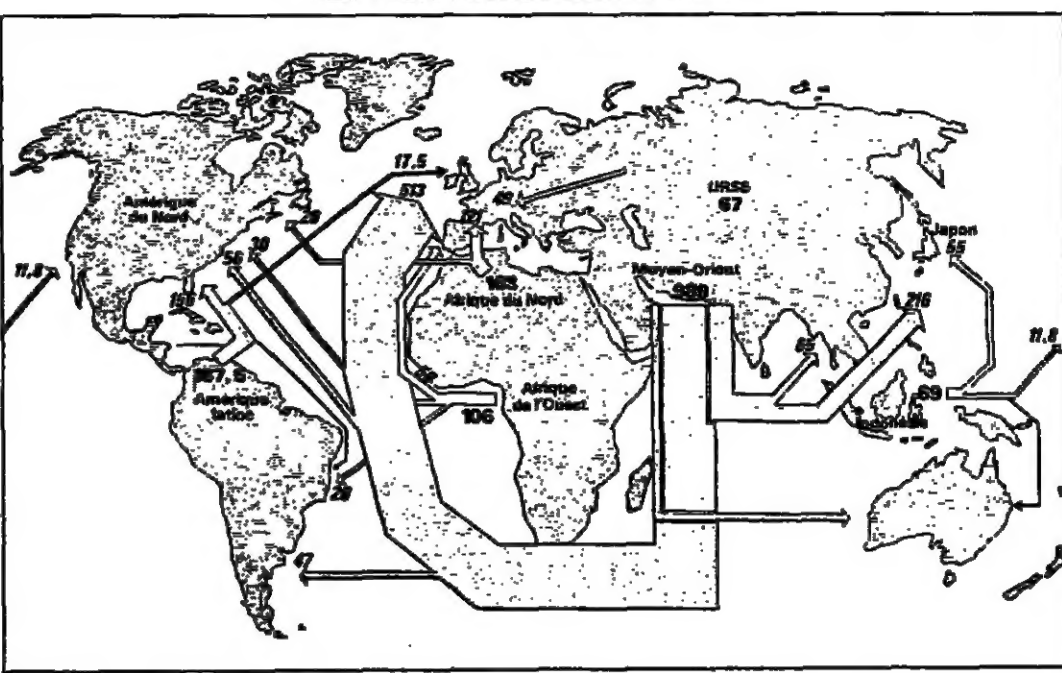
La dépendance américaine à l'égard de cette région, fortement réduite (moins d'un million de barils par jour en moyenne au premier trimestre), va redevenir importante, comme le souligne le rapport sur la sécurité énergétique des États-Unis publié en mars dernier. Et « les nouvelles oléoducs réalisés ou en projet visant à éviter le passage du détroit d'Ormuz ne pourront, dans le meilleur des cas, évincer qu'une partie de l'augmentation prévue de la production », si l'on en croit les démonstrations récentes de la revue *Pétrole et le Gaz arabes*.

### Vaine querelle d'origine

Autre évolution inquiétante en cas de crise, la forte atomisation du marché pétrolier depuis le premier choc. Il y a à la fois plus de compagnies pétrolières opérant sur le plan international, beaucoup plus de pays producteurs et, surtout, beaucoup plus d'échanges et plus d'innovations dans les pratiques commerciales. Les relations longtemporelles contractuelles entre pays producteurs et compagnies ont cédé la place aux règles du marché libre. Cela rend un peu floue le débat actuel sur la provenance du pétrole consommé en France. Comme l'a dit M. Michel Jobert, ancien ministre des affaires étrangères à l'AGRI : « A Rotterdam, le pétrole n'a plus d'origine, il n'a qu'un prix. » Mais cette atomisation a pour corollaire une plus rapide contagion des anticipations spéculatives à la hausse comme à la baisse. Or l'accumulation des rumeurs sur cette région peut nourrir cette spéculation. Des mines qui endormissent des tankers en sont un exemple assez facile. La « libération » du Koweït, pays qui ne compte pas moins de 30 % de chitons et million le plus fragile des pays de Golfe parce que le plus engagé dans la guerre contre l'Irak (le *Monde* du 17 juillet), serait autrement plus inquiétant. Or elle est redoutée par nombre d'experts du Proche-Orient.

Mais ne peut-on dire si le cours du pétrole va monter ou descendre dans les prochains jours. Mais il semble certain que l'économie mondiale devra encore longtemps compter sur cette région qui recèle 57 % des réserves planétaires d'or noir, ce qui explique sans doute pour partie l'engagement actuel des grandes puissances et rappelle aux pays occidentaux que le répit énergétique enregistré depuis 1982 ne durera pas. A eux de le mettre à profit.

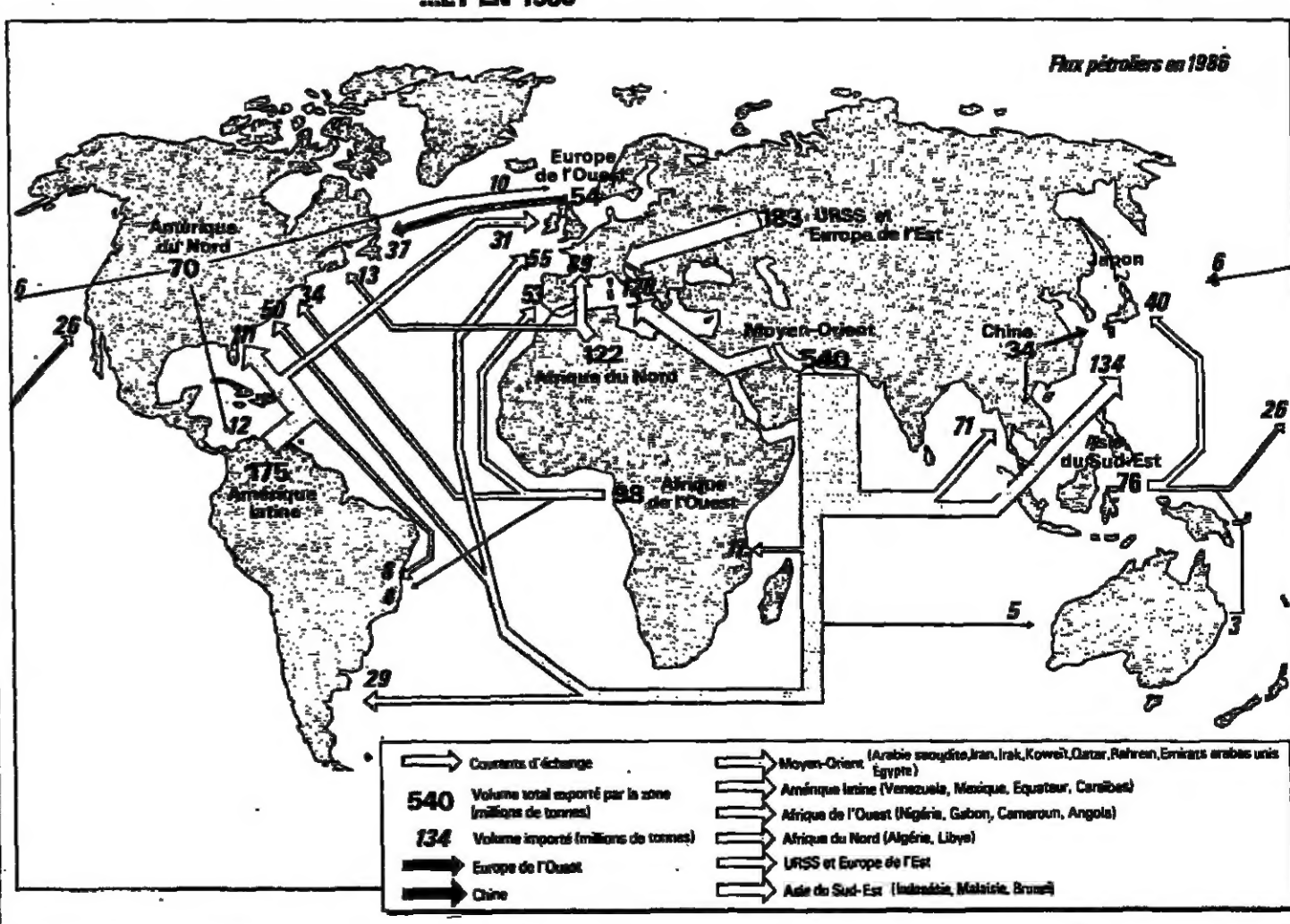
### LES FLUX PÉTROLIERS EN 1973...



Le commerce mondial de pétrole a fortement reculé depuis 1973. De 1 430 millions de tonnes, il est passé à 887 millions en 1985 (- 40 %), pour remonter l'an passé, avec la baisse des prix du brut, à 981 millions de tonnes (+ 10,6 %). L'arrivée de nouveaux producteurs comme la Grande-Bretagne, la Norvège et le Mexique ont modifié les courants d'échange. Les pays du Golfe ont perdu de leur influence : de 81 % des exportations mondiales ils sont revenus à 38,7 % en 1985 et à 41,4 % en 1986. En outre, les exportations du Golfe s'effectuent pour partie par oléoducs débouchant en mer Rouge ou en mer Méditerranée. Si bien que le détroit d'Ormuz n'écoule plus de 20 % de la consommation mondiale.

La France a réduit comme les autres pays ses importations de brut, passant de 138 millions de tonnes en 1973 à 73,9 millions l'an passé. La part du Proche-Orient dans ses approvisionnements est tombée de 71,5 % en 1973 à 36,6 % en 1986. Le Moyen-Orient détient toutefois plus de la moitié des réserves mondiales prouvées.

### ...ET EN 1986



### Un coup d'arrêt à des achats « inconvenants »

M. Madelin, ministre de l'Industrie, a annoncé le jeudi 6 août, qu'il avait demandé « aux compagnies pétrolières opérant en France d'arrêter leurs importations de pétrole iranien » (nos dernières éditions datées 7 août). Le gouvernement a donc franchi une étape supplémentaire dans la restriction des importations d'origine iranienne.

Téhéran vend son brut environ 1 dollar moins cher par baril que les autres pays producteurs. De lui-même pays fournisseur de la France l'an passé (avec 2,9 millions de tonnes, soit 11 % de nos approvisionnements en provenance du Moyen-Orient), l'Iran est remonté à la troisième place au premier semestre avec 3,1 millions de tonnes derrière la Grande-Bretagne (6,4 millions de tonnes) et l'Arabie saoudite (4 millions). Le gouvernement s'en est déclaré « irrité » et il a demandé,

verbalement aux compagnies françaises de modifier leurs programmes d'importation qui sont établis pour six mois, mais réduits chaque mois avec les fonctionnaires du ministère de l'Industrie. En théorie, les compagnies sont libres, libéralisme oblige, dans les faits le ministre peut faire des « recommandations » plus ou moins pressantes.

Les dernières statistiques concernant juin comme jeudi ont mis le gouvernement, qui a rompu les relations diplomatiques avec Téhéran le 17 juin dernier, dans une situation « inconvenante ». M. Madelin se devait de réagir publiquement.

Sa décision politique sera toutefois difficilement applicable. D'abord, parce que la filiale de Shell attend des navires chargés de brut iranien qui devront être déchargés et la cargaison revendue. Qui paiera si

cette vente s'effectue à perte ? Ensuite, parce qu'une partie importante des achats pétroliers s'effectue à Rotterdam, sur le marché libre. Il faudrait y étendre la mesure, ce qui est mal commode. Enfin, parce que pour ne pas pénaliser les compagnies qui raffinent en France, l'« embargo » sur le brut devrait en bonne logique être appliqué aux produits finis, sinon les importateurs indépendants pouvant disposer de produits raffinés à partir d'un brut iranien moins cher, bénéficieraient d'un avantage faussant la concurrence.

Tout embargo a un coût et il était sans doute difficile de faire autrement. Reste à savoir s'il est efficace et s'il pénalise vraiment Téhéran tant que les autres pays occidentaux ne font pas de même.

E. L. B.

« L'Iran aurait accordé à Moscou un accès au Golfe. — Selon le correspondant de l'agence Sud-Nord à Téhéran, cité par le *Wall Street Journal* du 8 août, l'Iran et l'Union soviétique auraient signé récemment à Téhéran un important accord sur l'ouverture d'une voie ferrée et d'un oléoduc. Selon Sud-Nord, la construction de l'oléoduc est acquise mais sa localisation n'a pas été décidée. Des sources iraniennes, citées par le *Wall Street Journal*, avaient fait état le mois dernier de la possibilité de reconstruire un gazoduc existant entre l'Iran et l'Union soviétique, débouchant sur la mer Noire. Celui-ci pourrait avoir une capacité de un million de barils par jour. La voie ferrée qui permettrait le transport de biens de consommation d'URSS vers le Golfe serait la première liaison entre l'Union soviétique et les mers chaudes. L'endroit où elle serait construite est encore à choisir, mais son terminal pourrait se trouver quelque part au Turkménistan, en Asie centrale soviétique.



## Proche-Orient

Après les affrontements de La Mecque

### Le Caire s'est rangé sans réserve aux côtés de l'Arabie saoudite

LE CAIRE  
de notre correspondant

L'Égypte est de plus en plus préoccupée par l'escalade de la violence dans le Golfe. L'inquiétude des dirigeants est partagée par l'homme de la rue. Qu'il soit fellah du delta, journaliste de Haute-Égypte ou bourgeois du Caire, l'Égyptien a toujours un parent ou un ami quelque part dans le Golfe. En effet, près de deux millions d'Égyptiens — sept cent mille travailleurs accompagnés de leurs familles — ont quitté à plus ou moins long terme la vallée du Nil pour moissonner les pétrodollars en Irak, en Arabie saoudite, au Koweït, au Qatar et dans les Emirats arabes unis.

Les incidents sanglants de La Mecque la semaine dernière sont venus raviver cette inquiétude. Dès l'annonce des affrontements entre pèlerins iraniens et policiers saoudiens, le président Mubarak a immédiatement téléphoné au roi Fahd d'Arabie pour s'assurer que la situation était contrôlée et témoigner au monarque le plein soutien du Caire à toutes mesures adoptées par Ryad. Un soutien d'autant plus remarqué que l'Égypte et l'Arabie saoudite n'ont toujours pas rétabli leurs relations rompues à la suite de la signature du traité de paix égypto-irakien en 1979. La présidence de la République a publié le 2 août un communiqué condamnant l'Iran et appelant à la tenue d'un sommet extraordinaire de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) « afin de faire face aux forces du mal défigurant l'Islam et agissant ses sanctuaires ».

#### Le soutien à l'Irak

Cette position en pointe de l'Égypte est le résultat non seulement de l'hostilité du Caire au régime de Téhéran mais également du rapprochement intervenu au cours des derniers mois avec l'Arabie saoudite. L'opposition « l'Arabie saoudite entre hier et aujourd'hui », une réédition de celle qui a eu lieu au Grand Palais à Paris, a attiré en un mois plus de deux millions d'Égyptiens. Or, une telle manifestation n'aurait jamais eu lieu si les deux pays n'étaient pas en voie de normaliser leurs relations. Mais s'il est encore tôt pour parler du rétablissement des relations diplomatiques, il est incontestable que les récents événements de La Mecque et le soutien égyptien à l'Arabie saoudite accéléreront le processus. Par ailleurs, les incidents de La Mecque sont venus à point pour conforter la position du gouvernement égyptien face à la montée d'un mouvement islamiste admirateur de l'Iran de l'imam Khomeini. Les médias égyptiens ont profité de la condamnation quasi unanime des agissements iraniens pour lancer une campagne contre « ceux qui admirent les Persans qui, malgré leurs vêtements musulmans, restent des adorateurs de Zoroastre ». La tuerie de La Mecque a en effet plongé les maximalistes musulmans dans l'embarras. L'hebdomadaire islamiste *Al-Nour* n'a pas pu s'empêcher de critiquer l'Iran même s'il reproche aux Saoudiens leur intervention musclée.

D'autre part, le cheikh de l'Azhar qui fait autorité au sein de la majorité musulmane sunnite a, de son côté, vivement condamné l'Iran « qui n'est plus uniquement en guerre contre l'Irak mais contre

tous les musulmans ». Cette violence dans le discours n'est pas surprenante quand on connaît les divergences séculaires existant entre l'Islam sunnite, dont l'Arabie saoudite avec La Mecque et l'Égypte avec l'Azhar sont les chefs de file, et l'Islam chiite dont l'Iran, avec Qom, est le porte-étendard.

Mais l'Égypte n'est pas uniquement concernée par la tuerie de La Mecque qui ne constitue, pour les responsables du Caire, qu'une nouvelle escalade dans la guerre du Golfe. Dès les premiers jours de cette guerre, Le Caire a clairement pris position : soutien à l'Irak contre l'Iran malgré toutes les divergences. C'est le président Sadate qui avait décidé dès 1980 de livrer des armes à l'Irak en dépit de la rupture des relations et de la violence opposée par Bagdad au traité de paix avec Israël. Ces ventes d'armes, estimées à près d'un milliard de dollars par an, se sont poursuivies sous le président Mubarak. De plus, selon des responsables irakiens, une douzaine de milliers de « volontaires » égyptiens se battent aux côtés des Irakiens au sein d'une sorte de légion étrangère. Enfin, de nombreux officiers et techniciens égyptiens « démissionnaires » de l'armée égyptienne se sont rendus en Irak où ils s'occupent notamment de l'aviation.

Toujours dans le cadre de son hostilité à l'Iran, l'Égypte a accordé des facilités militaires sur son territoire aux États-Unis et à l'Europe. Celles-ci ont pour objectif de permettre une intervention américaine ou européenne en cas de menace contre les pays arabes du Golfe. C'est dans le cadre de ces facilités militaires que l'armée égyptienne a fait sur son territoire des manœuvres communes avec des forces américaines, britanniques et françaises : les trois puissances occidentales actuellement présentes dans le Golfe. Par ailleurs, plusieurs milliers de marines et parachutistes américains appartenant à la force de déploiement rapide (Rapid Deployment Force) sont attendus la semaine prochaine en Égypte. Ils doivent participer à partir du 15 août aux manœuvres égypto-américaines Bright Star.

Mais que fera l'Égypte si Bassorah venait à tomber ou si l'Arabie saoudite était agitée par l'Iran ? Un Sadate se serait jeté dans la bagarre, mais qu'en fait le président Mubarak, réputé pour sa prudence ? Une chose est certaine, le rais n'a pas remis en cause les moyens militaires accordés à l'Occident malgré l'escalade de la crise du Golfe. Il n'a jusqu'à présent envoyé des troupes égyptiennes se battre en Arabie ou au Koweït ? Non, se peut-on ne veut répondre à cette question sans l'éditorialiste du quotidien d'opposition libéral *Al-Wakef* qui estime qu'« en cas d'agression contre les lieux saints de l'Islam (Arabie saoudite), le peuple égyptien obligera Mubarak à intervenir militairement ».

ALEXANDRE BUCCIANTI.

### IRAQ Babylone, nouveau défi aux « Perses »

Archéologues et ingénieurs s'activent sur le chantier de reconstruction de Babylone, afin que l'ancienne capitale de la Mésopotamie, à 80 kilomètres au sud de Bagdad, soit prête à recevoir en septembre, le premier Festival international de musique.

Malgré les lourdes dépenses militaires de l'Irak, le président Saddam Hussein a attribué des millions de dollars à la restauration de la ville, détruite par les Perses il y a vingt-cinq siècles, et dont la reconstruction est, selon les officiels, un symbole de résistance dans la guerre contre la « Perse moderne » (l'Iran).

Plus de quarante pays participent au Festival, qui durera un mois, et dont les temps forts seront retransmis à la télévision, par satellite, à travers le monde.

Outre la restauration des ruines, le chantier inclut la construction d'une ville touristique qui sera inaugurée le premier jour du Festival. Cette ville, calquée sur le modèle de l'ancienne Babylone, comprendra hôtels, centres de loisirs, théâtres et cinémas.

Le roi Nabuchodonosor (605-562 av. J.-C.) avait mis, quarante-trois ans à faire construire la cité, ancienne métropole du monde oriental. Cinq siècles avant Jésus-Christ, les Perses l'avaient détruite, elle était tombée en ruines.

## Amériques

ÉTATS-UNIS : en dépit de ses initiatives dans le Golfe et en Amérique centrale

### Le président Reagan ne parvient pas à rallier le Congrès à sa politique étrangère

Washington. — L'espoir de la Maison Blanche de donner à la politique étrangère une assise bipartite ne s'est pas réalisé. Après les auditions sur l'Iranguate, l'entourage présidentiel laissait entendre que le président Reagan était désireux d'associer plus étroitement le Congrès à la définition et à l'exécution de la politique étrangère, escomptant en retour que les parlementaires seraient plus facilement coopérés avec lui. Mais aussi bien à propos du Nicaragua que du Golfe, les démocrates du Congrès maintiennent leurs réserves, et certains leur opposition déclarée à la politique officielle. Jusqu'à nouvel ordre, le président, blessé par l'Iranguate, n'arrive pas à rallier le Congrès, profondément sceptique ou très réservé à sa politique.

Certes, M. Reagan a incontestablement marqué un point en obtenant l'approbation de certains démocrates à son plan de paix pour l'Amérique centrale (*Le Monde* des 6 et 7 août). Néanmoins, il n'a pas dissipé ni désarmé ses critiques de gauche et de droite. Le speaker de la Chambre, M. Wright, qui a participé à l'élaboration du plan de paix, est dans une situation embarrassante. Il a le plus grand mal à la sincérité d'une initiative à laquelle il ne pouvait refuser de participer. Comment aurait-il pu refuser son

consentement à une démarche visant à rétablir la paix civile au Nicaragua et en tout cas à assurer un cessez-le-feu, à arrêter temporairement l'effusion de sang ? Mais tenant compte des réserves de ses amis et peut-être même les partageant, il a souligné que même si le gouvernement sandiniste rejetait le plan américain, les parlementaires ne devraient pas se sentir tenus d'approuver les 150 millions de dollars de crédits supplémentaires demandés pour les « contras ».

Cette attitude prudente est renforcée par les derniers sondages indiquant que l'aide aux « contras » n'est soutenue que par une minorité de l'opinion. Après la déposition spectaculaire du colonel North, le nombre des partisans de l'assistance aux « contras », avait sensiblement augmenté. Mais après le 21 juillet, les adversaires de l'aide militaire

représentaient 49 %, et cette proportion est maintenant de 59 %.

Bien entendu, l'aile gauche des démocrates, entraînée par le sénateur Kennedy, ne désarme pas, critiquant à la fois le plan de paix dénoncé comme une manœuvre tactique visant à obtenir un revirement du Congrès. En tout état de cause, les éléments plus modérés estiment que le délai limite de soixante jours fixé dans le plan de paix doit être prolongé afin de ne pas compromettre les chances d'une éventuelle négociation. Quant aux républicains de droite, dont le *Wall Street Journal* se fait l'écho, ils continuent de critiquer le plan qui, selon eux, sera fatal aux « contras » alors, en fait, au contraire, les sandinistes ne renonceraient à recevoir l'appui militaire de Cuba. Le *Wall Street Journal* reproche au président de ne pas faire campagne dans le pays pour consolider le soutien populaire suscité par le témoignage du colonel North.

En ce qui concerne le Golfe, l'inquiétude persiste au Capitole à l'égard de l'opération de « repavage » et d'escorte, considérée par une majorité comme ayant été bâclée diplomatiquement et militairement.

HENRI PIERRE.

#### Le scandale de l'Iranguate

##### Oliver North à l'écran

Washington. — Au moment où les connexions d'enquête du Congrès ont mis un point final, jeudi 6 août, à leurs auditions sur le scandale de l'Iranguate, en interrogeant à huis clos le responsable des opérations secrètes de la CIA, M. Clair George, la chaîne américaine de télévision CBS a annoncé le tournage d'un film sur la vie du lieutenant Oliver North, devenu un héros pour de nombreux citoyens des États-Unis lors de ses dépêches publiques. Ce film relatant notamment la vie d'Oliver North au Vietnam et sera diffusé vers 1988-1989. CBS basera le scénario du film sur un livre du correspondant politique du *Boston Globe*, Ben Bradlee Jr, intitulé *L'audace et la gloire* (Gust and Glory), qui paraîtra à la rentrée prochaine.

Le président Ronald Reagan donnera, d'autre part, son opinion sur les témoignages qui se sont succédés ces dernières semaines lors d'une intervention télévisée le mercredi 12 août. Le lendemain, le chef de l'État quittera Washington pour vingt-cinq jours de vacances dans son ranch de Santa-Barbara, en Californie.

Guérilla, assassinats, délinquance, trafic de drogue

### Violences colombiennes

du pays, en particulier près de la frontière du Venezuela. Parfois alliés, parfois rivaux, les FARC et les autres mouvements de guérilla colombiens sont présents dans les luttes sociales et syndicales, dans les conflits pour la terre. Un conseiller du président Barco admet que, dans les zones de « colonisation » ou les marginalisées, « où il y a une vide du pouvoir », la guérilla

dit « de réhabilitation, de normalisation et de réconciliation ».

Le gouvernement, qui prétend également « éliminer la pauvreté absolue », tente ainsi de « dialoguer » avec les populations des zones marginalisées. Un vaste dessein, au service duquel seraient affectés, selon un porte-parole officiel, 15 % du budget du gouvernement central, « afin de

gouvernement ni la guérilla n'ont vraiment joué le jeu de la pacification », affirme un cheucheur du CINPE, et pourtant ni les FARC, ni le PC, ni l'Union patriotique, en tant que tels, n'ont formellement condamné la sanglante embuscade du Caquetá qui a donné une victoire politique au gouvernement.

Ni guerre ni paix

« Nous ne savons pas si nous sommes en paix ou en guerre », affirme M. Miguel Pastrana, leader incontesté du Parti conservateur, parce que le gouvernement pratique une politique arrogante qui exclut la concertation sur les grands thèmes, comme celui de la lutte contre la subversion.

Il ajoute : « Le pays est au bord d'un an de gouvernement devant le Congrès, le président Barco a réaffirmé sa volonté de « réconciliation avec les insurgés qui respectent la cessez-le-feu », considérée comme « une expédition préalable à la mobilisation et au désarmement ». Une condition apparemment rejetée par l'État-major des FARC, qui réclame l'application « de vraies réformes sociales et économiques », et qui justifie l'embuscade meurtrière des forces armées « par l'assassinat de quelque trois cents membres de l'Union patriotique en quelques mois ».

Il ne faut pas « peser les morts », répond M. Alberto Rojas, le seul sénateur de l'Union patriotique ayant catégoriquement condamné l'embuscade du Caquetá. Il ajoute : « Le projet d'ouverture politique de l'Union patriotique implique que les FARC doivent évoluer vers la vie civile et légale. Nous sommes arrivés à un moment où il y a incompatibilité entre ce projet politique et une activité militaire révolutionnaire ». M. Rojas, ancien membre de la commission de paix du gouvernement Betancur, risquerait l'exclusion du PC ? Sa prise de position courageuse indique en tout cas que des remous agitent le Parti communiste colombien, représenté au Parlement mais solidaire des actions des FARC.

Les secteurs civils et militaires « durs », ont, eux, franchi le pas. « Il y a deux armées dans ce pays, disent-ils. L'une des deux doit être vaincue. Et le statu quo de trêve doit être annulé ».

L'Eglise, où la tendance conservatrice l'emporte, donne aussi de la voix, et sans mâcher ses mots. Dans un document qui a fait sensation, la conférence épiscopale affirme que « la violence de la guérilla inspirée par le marxisme-léninisme vise à la conquête du pouvoir ». Son diagnostic est particulièrement sombre. C'est aussi un coup de semonce à la classe politique. « Il est temps, dit l'Eglise, de mettre un terme à toutes les formes de violence. Et nous, Colombiens, sommes tous responsables : par activisme, par lâcheté ou par omission ».

MARCEL NIEDERGANG.

La trêve fragile, jamais vraiment respectée (ni par l'armée ni par la guérilla), mais maintenue par l'ancien président Betancur (après l'assaut tragique du palais de justice de Bogotá par un commando du M-19 en novembre 1985) et confirmée par le gouvernement Barco en août 1986, est-elle cette fois condamnée ? Telle est la question de fond. « Ni le

peut être « un facteur d'organisation et de défense » de la population. Les spectaculaires marches paysannes qui ont eu lieu au printemps (vingt mille personnes se sont rassemblées à San-José-de-Guaviare, par exemple, de manière pacifique, pour réclamer une amélioration des services publics) ont été largement soutenues et inspirées par les mouvements de guérilla. On a noté plus de soixante-dix marches paysannes de mai à juillet et des « grèves civiles » dans de nombreux départements.

Éliminer la pauvreté

C'est pour répondre à cette « agitation sociale », qu'il affirme ne pas vouloir réprimer, et aussi pour s'opposer à l'infiltration policière de la guérilla dans les zones « fragiles » que le gouvernement Barco a mis au point un plan

couvrir 30 % du territoire national occupé par 12 % de la population. « La solution, ajoute le porte-parole, n'est pas militaire, mais politique ».

Plan de réhabilitation et volonté d'éliminer la pauvreté absolue suscitent du scepticisme dans la classe politique. « Pas assez de crédits », dit-on. Et une situation d'une complexité « à décourager les technocrates les plus endurcis ». Le fonctionnaire du gouvernement admet lui-même deux grosses failles : un appareil judiciaire totalement dépassé, et l'impossibilité pour le moment de démanteler tous les groupes paramilitaires.

La trêve fragile, jamais vraiment respectée (ni par l'armée ni par la guérilla), mais maintenue par l'ancien président Betancur (après l'assaut tragique du palais de justice de Bogotá par un commando du M-19 en novembre 1985) et confirmée par le gouvernement Barco en août 1986, est-elle cette fois condamnée ? Telle est la question de fond. « Ni le

## Amérique

PANAMA : après

### Le gouvernement

#### importante manifestation

La manifestation du 30 août, à Panama, a été la plus importante depuis la prise de pouvoir par le général Noriega. Elle a rassemblé plus de cent mille personnes, dont une grande partie des militaires, pour protester contre la politique du régime. Les manifestants ont défilé devant le palais présidentiel, brandissant des drapeaux et des pancartes. Ils ont également brûlé des effigies de Noriega. La manifestation a été réprimée par la police, ce qui a entraîné la mort de plusieurs personnes et des blessures de nombreux autres. Le gouvernement a déclaré que la manifestation était illégale et a promis de poursuivre les responsables.

Le bruit de guerre

La manifestation du 30 août, à Panama, a été la plus importante depuis la prise de pouvoir par le général Noriega. Elle a rassemblé plus de cent mille personnes, dont une grande partie des militaires, pour protester contre la politique du régime. Les manifestants ont défilé devant le palais présidentiel, brandissant des drapeaux et des pancartes. Ils ont également brûlé des effigies de Noriega. La manifestation a été réprimée par la police, ce qui a entraîné la mort de plusieurs personnes et des blessures de nombreux autres. Le gouvernement a déclaré que la manifestation était illégale et a promis de poursuivre les responsables.

HAÏTI

### La brutalité de la répression n'a pas fait taire les opposants

Le général Namphy, qui a pris le pouvoir à la suite de la destitution de Duvalier, a été accusé de répression brutale contre les opposants. Malgré la violence, les opposants continuent de manifester et de critiquer le régime. Ils ont organisé des rassemblements et des marches, et ont brûlé des effigies de Namphy. Le gouvernement a déclaré que les manifestations étaient illégales et a promis de poursuivre les responsables.

Le général Namphy, qui a pris le pouvoir à la suite de la destitution de Duvalier, a été accusé de répression brutale contre les opposants. Malgré la violence, les opposants continuent de manifester et de critiquer le régime. Ils ont organisé des rassemblements et des marches, et ont brûlé des effigies de Namphy. Le gouvernement a déclaré que les manifestations étaient illégales et a promis de poursuivre les responsables.

Le général Namphy, qui a pris le pouvoir à la suite de la destitution de Duvalier, a été accusé de répression brutale contre les opposants. Malgré la violence, les opposants continuent de manifester et de critiquer le régime. Ils ont organisé des rassemblements et des marches, et ont brûlé des effigies de Namphy. Le gouvernement a déclaré que les manifestations étaient illégales et a promis de poursuivre les responsables.

Le général Namphy, qui a pris le pouvoir à la suite de la destitution de Duvalier, a été accusé de répression brutale contre les opposants. Malgré la violence, les opposants continuent de manifester et de critiquer le régime. Ils ont organisé des rassemblements et des marches, et ont brûlé des effigies de Namphy. Le gouvernement a déclaré que les manifestations étaient illégales et a promis de poursuivre les responsables.

Le général Namphy, qui a pris le pouvoir à la suite de la destitution de Duvalier, a été accusé de répression brutale contre les opposants. Malgré la violence, les opposants continuent de manifester et de critiquer le régime. Ils ont organisé des rassemblements et des marches, et ont brûlé des effigies de Namphy. Le gouvernement a déclaré que les manifestations étaient illégales et a promis de poursuivre les responsables.



سكنا صالون

les  
le Golfe et en Amérique centrale  
pas à rallier le Congrès  
rangère

# Amériques

PANAMA : après deux mois de crise

## Le gouvernement a autorisé une importante manifestation de l'opposition

PANAMA  
de notre correspondant  
en Amérique centrale

Deux mois après le début du mouvement populaire qui exige le départ du général Manuel Antonio Noriega, chef des forces armées et « homme fort » de Panama, l'opposition a réussi à organiser, jeudi 6 août, sa première grande manifestation rassemblant près de vingt mille personnes dans les rues de la capitale, sans provoquer le moindre incident.

La manifestation avait d'abord été interdite par les autorités, qui ont soudainement changé d'avis deux heures avant le rendez-vous fixé devant l'église du Carme par la Croisade civique, mouvement regroupant plus d'une centaine d'organisations patronales, politiques, étudiantes et religieuses.

La veille, les autorités avaient lancé un mandat d'arrêt contre six dirigeants de la Croisade civique après avoir investi les locaux de la chambre de commerce, considérés comme le « bastion de la subversion ». Elles avaient saisi plusieurs caisses de documents. En l'absence de journaux d'opposition, tous suspendus indéfiniment depuis dix jours, la presse gouvernementale a pris prétexte de cette saisie pour convaincre pour lancer une campagne détractante contre les « conspirateurs », accusés de vouloir renverser le gouvernement par la violence avec l'aide des Etats-Unis.

Sur les ondes de plusieurs stations de radio contrôlées par l'Etat, on a pu entendre des commentateurs proches du pouvoir demander la fermeture de l'ambassade des Etats-Unis, qualifiée de « foyer de la sédition ». Le ton à l'égard de Washington, qui

maintient près de 10 000 hommes dans ses bases situées au Panama, n'a pas cessé de monter depuis que les partisans du général Noriega ont organisé, le 30 juin, une manifestation violente contre les locaux de l'ambassade des Etats-Unis dont les murs sont encore maculés de peinture rouge.

Les autorités panaméennes reprochent aux Etats-Unis de s'ingérer dans leurs affaires intérieures en alimentant une campagne de diffamation contre le général Noriega. Celui-ci a été accusé, début juin, par son ancien chef d'état-major le colonel Roberto Diaz Herrera, actuellement emprisonné, de corruption, trafic de cocaïne, fraude électorale et meurtre.

### Le trafic de drogue

Au cours des derniers jours, des informations publiées par la presse américaine ont confirmé que le général Noriega faisait l'objet d'une enquête sur son rôle dans le trafic de cocaïne entre la Colombie et les Etats-Unis. Selon ces informations, Noriega aurait été impliqué dans le trafic de cocaïne depuis plus de dix ans, moyennant une commission substantielle, permis au plus important « carcel de la drogue » en Colombie d'utiliser le territoire panaméen pour installer les laboratoires de transformation de la cocaïne et pour « blanchir », par l'intermédiaire des banques du centre financier panaméen, les gigantesques bénéfices réalisés dans ce secteur.

Les partisans du général Noriega rejettent ces accusations. Ils font même circuler depuis quelque temps des copies de lettres et de télé-

grammes envoyés par les responsables de la lutte anti-droque aux Etats-Unis, qui félicitent le général Noriega pour sa coopération dans ce domaine.

Il reste qu'en privé certains amis politiques du général reconnaissent qu'il n'y a peut-être pas de fumée sans feu. Mais, ajoutent-ils, il est hors de question, par principe, de céder aux pressions de Washington, qui cherche en fait, par cette opération, à favoriser l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement plus favorable à ses thèses sur l'Amérique centrale, en particulier à propos du Nicaragua sandiniste, avec lequel le Panama entretient de bonnes relations. De plus, estiment les mêmes sources, les Etats-Unis espèrent ainsi remettre en question les traités signés en 1977 qui prévoient la fermeture de leurs bases militaires en l'an 2000 et la remise du canal interocéanique au Panama à la même date.

La décision du gouvernement d'autoriser la manifestation a été prise après une rencontre entre le président de la République et un des banquiers les plus importants du pays, M. Federico Humbert, président du Banco General. Bien que ses sympathies pour l'opposition soient connues, M. Humbert n'avait pas l'accord de la Croisade civique pour négocier avec le gouvernement, mais les banquiers, qui jouent un rôle important au Panama, sont inquiets de la tournure des événements (10 % des dépôts bancaires auraient déjà quitté le pays) et seraient donc prêts à coopérer avec le gouvernement pour chercher une issue rapide à la crise. Ils espèrent pouvoir ainsi épargner à l'économie panaméenne la grave dépression illimitée annoncée par l'opposition à partir du 17 août.

BERTRAND DE LA GRANGE.

### HAITI

## La brutalité de la répression n'a pas fait taire les opposants

PORT-AU-PRINCE  
de notre envoyé spécial

Les épreuves du baccalauréat, qui devraient se dérouler lundi prochain, constituent un nouveau test pour le Conseil national de gouvernement (CNG). Repoussés depuis bientôt deux mois en raison de la grave crise qui secoue la République caribéenne, les examens de fin de scolarité « auront lieu dans l'ordre », a assuré M. Patrice Delencour, le ministre de l'éducation. Mais déjà, des élèves et certains parents ont fait savoir qu'ils boycotteraient ces épreuves. Bien que toute manifestation soit désormais interdite dans le centre de Port-au-Prince, certains étudiants semblent prêts à descendre une nouvelle fois dans la rue.

Un syndicat de chômeurs aurait également l'intention d'organiser une manifestation contre la junte au pouvoir. Une chose est sûre, la brutalité de la répression n'a pas fait taire les opposants. L'intimidation incite sans nul doute la population à la prudence. Les rues de la capitale sont désertes après 10 heures du soir et des rafales d'armes automatiques y ponctuent désormais les nuits. « Il s'agit d'un véritable couvre-feu clandestin », accuse un responsable des cinquante-sept organisations liguées contre le gouvernement.

Bernard Sansario, qui s'est volatilisé dans les montagnes du sud-ouest de l'île, est en passe de devenir un héros populaire parmi les jeunes gens désœuvrés qui traînent dans les rues de Port-au-Prince. Les circonstances exactes de son évasion à Jérémie restent confuses. Selon de nouveaux témoignages, le président du Parti populaire national haïtien n'était pas armé et serait venu assister, avec quelques partisans, au procès des assassins de sa famille, massacrée en 1964 à Jérémie. Certains opposants vont même jusqu'à suggérer que son « action de guérilla » est un coup monté par l'armée.

Au-delà de ces péripéties, une grande question agite les milieux politiques de la capitale haïtienne : les élections pourront-elles avoir lieu comme prévu à la fin du mois de novembre ? Les cinquante-sept ne sont pas les seuls à penser qu'il ne pourra pas y avoir d'élections libres et démocratiques si le CNG se maintient au pouvoir. « Le CNG a violé la Constitution. Il faut un nouveau gouvernement qui se contenterait de gérer les affaires courantes et laisserait le conseil électoral provisoire organiser les élections », propose M. Louis Dejoie, le président du Parti agricole industriel national (PAIN) et fils du célèbre Louis

Dejoie, candidat malheureux contre François Duvalier lors des élections entachées de fraude de 1957.

L'Eglise catholique traverse, elle, une phase difficile à la suite des sanglants événements de Jean-Rabel, cette localité du nord-ouest d'Haïti où une centaine de paysans ont été massacrés il y a une quinzaine de jours. Ce drame, qui a mis aux prises deux groupes de paysans, constitue un sérieux revers pour la fraction la plus engagée de l'Eglise, qui s'efforçait de mettre en œuvre un début de réforme agraire dans la région. L'ambassadeur des Etats-Unis, M. Brunson McKinley, est, pour sa part, absent d'Haïti. Peu avant son départ en vacances, il avait accordé une audience à M. Louis Dejoie, réitérant son soutien sans faille au CNG. « Et si la situation devenait intenable ? », lui avait demandé le président du PAIN. « Nous rentrerons tous chez nous, et peut-être reviendrons-nous alors au temps de Vilbrun Guillaume », avait rétorqué l'ambassadeur. Une allusion au débarquement des « marines » américains, à la suite du soulèvement de la population de Port-au-Prince et de l'assassinat du président Vilbrun Guillaume Sam, le 28 juillet 1915.

JEAN-MICHEL CAROIT.

# Afrique

MOZAMBIQUE

## Maputo et Pretoria tentent de renouer le dialogue

A l'issue du séjour en URSS du président mozambicain, M. Joaquim Alberto Chissano, M. Mikhail Gorbatchev a accepté d'effectuer une « visite officielle d'amitié » au Mozambique, annonce un communiqué commun diffusé jeudi 6 août à Moscou. L'URSS participera au « renforcement de la capacité défensive » du Mozambique, indique, d'autre part, ce communiqué qui

souligne que Moscou et Maputo se prononcent pour l'arrêt des « agressions directes et indirectes de l'Afrique du Sud contre les Etats de la ligne de front et les autres pays voisins ». Jeudi, au Cap, le ministre mozambicain de la coopération a rencontré le ministre sud-africain des affaires étrangères.

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Pour la première fois depuis la mort du président Samora Machel, en octobre dernier, les autorités mozambicaines et sud-africaines ont renoué le fil du dialogue à un moment où les relations entre les deux Etats sont au plus bas. M. Jacinto Veloso, ministre de la coopération, a rencontré, jeudi 6 août, au Cap, M. Fik Botha, ministre des affaires étrangères, ainsi que divers responsables de la police et de l'armée. Au terme de trois heures d'entretien, M. Botha a déclaré que l'accord de Nkomati du 16 mars 1984 (1) « était vivant mais qu'il devait être renoué » et a annoncé la création d'un comité de liaison conjoint dont la fonction sera de poursuivre les discussions. « Il aura pour but », a précisé M. Botha, « d'examiner toutes les accusations et contre-accusations ainsi que ce que

les deux parties voudront bien mettre sur la table. »

Depuis quelques mois les deux gouvernements se rejettent mutuellement la responsabilité d'actions meurtrières. Le 29 mai, un commando tuait trois ressortissants mozambicains à Maputo. Le 18 juillet, quatre cent huit civils étaient massacrés dans la ville de Homoine à 400 kilomètres au nord de la capitale. A chaque fois le régime du président Joaquim Chissano a accusé son puissant voisin d'armer et d'équiper le mouvement rebelle, le RENAMO. Le 30 juillet, une bombe explosait au centre de Johannesburg, faisant soixante-huit blessés. C'était au tour de Pretoria de mettre en cause Maputo. M. Botha avait alors lancé une invitation aux autorités mozambicaines pour tenter de régler ces différends.

La rencontre du Cap, si elle s'est déroulée dans un climat détendu, n'a pas, loin de là, aplani toutes les difficultés. Mais elle a permis de réduire la tension entre les deux

capitales et de renouer le contact après les polémiques qui ont suivi la mort dans un accident d'avion du président Machel, auxquelles les conclusions de la commission d'enquête sud-africaine n'ont pas mis fin. Mais comment redonner vie aux accords de Nkomati qui, pour Maputo, se sont révélés être un marché de dupes surtout depuis la découverte en août 1985 des carnets du commandant Diaz attestant du soutien continu de l'Afrique du Sud à la RENAMO ?

MICHEL BOLE-RICHARD.

(1) L'accord de Nkomati fut signé le 16 mars 1984 entre le président mozambicain Samora Machel et le premier ministre sud-africain Pieter Botha. Pretoria s'engageait à ne plus soutenir la guérilla menée sur le territoire mozambicain par la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO), alors que Maputo ne devait plus permettre à l'ANC (Congrès national africain), mouvement anti-apartheid, de se servir de son territoire pour organiser des sabotages en Afrique du Sud.

### TUNISIE : après les attentats de Sousse et de Monastir

## Les autorités mettent formellement en cause le Mouvement de la tendance islamique

TUNIS  
de notre correspondant

Dans une déclaration publiée vendredi 7 août dans les journaux *l'Action et la Presse*, un responsable gouvernemental — dont l'identité n'est pas indiquée — accuse formellement le Mouvement de la tendance islamique (MTI) d'être à l'origine des attentats de dimanche

dernier dans les hôtels de Sousse et de Monastir.

Se référant au communiqué que le MTI avait diffusé la veille à Paris pour rejeter toute responsabilité dans ces attentats, le responsable déclare : « La tentative du MTI de se disculper aux yeux de l'opinion publique tunisienne et internationale dans ce véritable communiqué de la honte est dérisoire. Il ne suffit pas, en effet, de verser des larmes de crocodile et de se rétracter en paroles pour effacer la trace de ses actes et se blanchir. Depuis plusieurs mois les extrémistes religieux ont agi de connivence avec certaines parties étrangères (1) en vue d'instaurer la violence et le chaos tant à l'Université tunisienne que dans la rue. (...) Ces actes de

terrorisme divers constituent une réalité incontournable, dont les récents attentats à l'explosif perpétrés dans les établissements hôteliers ne sont que la triste prolongement. Aussi est-ce en vain que les auteurs du communiqué tentent d'échapper à leur terrible responsabilité et aux conséquences qui en découlent. (...) En tout état de cause de tels agissements prémédités ne peuvent en aucune manière être le fait d'adeptes de la démocratie, c'est plutôt d'une démocratie du coup de poing dont il faudrait parler à leur sujet. »

M. D.

(1) La Tunisie a rompu ses relations diplomatiques avec l'Iran depuis le mois de mars.

### Brève visite du numéro deux algérien

TUNIS  
de notre correspondant

Le numéro deux algérien, M. Mohamed Cherif Messaadia, responsable du secrétariat permanent du comité central du FLN, a effectué, jeudi 6 août, une brève visite à Monastir, où il est entré en contact avec le président Bourguiba, auquel il a remis un message du président Bendjedid et les principaux dirigeants tunisiens.

La venue en Tunisie de M. Messaadia intervient alors que des délégations ministérielles algériennes se sont succédées en Libye depuis deux semaines et que se poursuit lentement le règlement du lourd contentieux tuniso-libyen né de la crise de l'été 1985.

La visite de M. Messaadia fait suite aussi à celle que le prince héritier du Maroc, Sidi Mohamed, vient d'effectuer à l'invitation du président Bourguiba, à l'occasion des cérémonies marquant son quarante-quatrième anniversaire. Les observateurs ont remarqué l'accueil particulièrement chaleureux réservé au prince et relevé les commentaires de la presse locale célébrant la coopération tuniso-marocaine, en la situant dans le cadre maghrébin, auquel songait déjà le roi Mohamed V et le président Bourguiba à l'époque de la lutte nationaliste. Sans doute une façon comme une autre de rappeler aux autres partenaires de la région, qui feignent souvent de l'ignorer, la place qui revient au royaume chérifien dans tout projet de construction du Maghreb.

M. D.

● Poursuite du voyage de M. Michel Rocard en Afrique. — M. Michel Rocard a été reçu jeudi 6 août par le président de la République camerounaise, M. Paul Biya. A l'issue de l'entretien, l'ancien ministre de l'Agriculture a déclaré qu'il serait bon qu'une partie de la dette des pays en voie de développement devait être, selon lui, gelée. M. Michel Rocard devait se rendre vendredi à N'Djamena, dernière étape d'une tournée en Afrique qu'il a aussi conduit au Congo et au Zaïre. — (AFP.)

### biennes

Le trafic de drogue



Le trafic de drogue

Plage des Ternes

Fruits de mer  
toute l'année à la  
Pois grande Tenace  
fleuve de Paris!

BRASSERIE  
LORRAINE

Place des Ternes 75008 Paris  
12-27-30-04

Brasserie Lorraine

5,80%  
de crédit sur tous les pianos

**Jouez tout l'été sans vous trouver fort dépourvu.**

Paris 8<sup>e</sup>, 264, rue du Faubourg Saint-Honoré Tél. 47.66.51.94  
Vélizy Z.I. rue Grange Dame-Rose. Tél. 39.46.00.52  
Centres Commerciaux  
«Hanlet Music Gallery»  
«Art de vivre» 78630 Orgeval. Tél. 39.75.78.50

«Arcades» 93160 Noisy-le-Grand. Tél. 43.05.20.79  
«Vélizy 2» 78140 Vélizy. Tél. 39.46.26.87

**HANLET**



## Europe

YOUGOSLAVIE : vive réaction du régime

## La vie et l'œuvre de Tito ne doivent pas être contestées...

BELGRADE  
de notre correspondant

Limitée pendant longtemps aux sujets politiques — les droits de l'homme en particulier — la contestation atteint maintenant Tito, demeuré pour le régime yougoslave intouchable. Sept ans après sa disparition, l'anniversaire de sa naissance est toujours célébré avec éclat, et ses mérites sont régulièrement évoqués lors des innombrables manifestations nationales, cette année plus encore que de coutume, 1987 étant l'année « jubilaire » : Tito a pris la tête du Parti communiste il y a un demi-siècle.

Mais les manifestations publiques, souvent grandioses, à la gloire de Tito, n'ont pas empêché l'apparition de textes et de déclarations jugées « offensantes » à son égard. Les « offenses » se multiplient, les membres de la section de l'information de l'Alliance socialiste (le Front), réunis à Belgrade, ont stigmatisé avec force les écrits négatifs d'une quinzaine de publications et de journalistes, écrivains, philosophes et académiciens, tous expressément nommés.

Selon les contestataires, le mythe de Tito est le produit de la « bureaucratie politique corrompue » du parti, qui, aujourd'hui encore, s'efforce de l'imposer par « la pression et la contrainte » : cela prouve,

selon eux, que le parti, inféodé au Komintern dès sa formation, est demeuré « stalinien » et que son prétendu attachement à l'autogestion et à la liberté n'est qu'une « farce ».

## « Défi oral »

Pour écarter tout malentendu, les participants à la réunion de l'Alliance ont proclamé que « la révolution ne renoncera jamais à la politique de Tito ni à son héritage ». Une allusion aux nombreuses controverses dont fait l'objet la résistance yougoslave, de 1941 à 1945. Pour les « nationalistes » et « autres éléments hostiles », cette résistance fut « une guerre civile » gagnée par les communistes grâce aux circonstances internationales et au « machiavélisme » auquel ils ont eu recours pour éliminer du mouvement la résistance des représentants des autres forces politiques.

Aussi, certains auteurs ont-ils suscité de vives réactions officielles, en affirmant que tous les adversaires des partisans ne furent pas des « traîtres ». L'ouvrage de l'historien Veselin Djuretic fut interdit après un procès retentissant pour avoir présenté les adhérents du mouvement royaliste comme des « patriotes et antifascistes » (le Monde du 1<sup>er</sup> janvier 1987).

Selon les participants à la réunion, ce genre de « réhabilitation des forces contre-révolutionnaires » est d'autant plus dangereuse que des intellectuels ont déjà lancé l'idée d'une « réconciliation nationale » et proposé l'édification d'un monument commun à « tous les morts pour la patrie », ce qui reviendrait à « mettre sur le même pied les partisans qui ont battu l'ennemi et ceux qui l'ont servi ». La commission a également condamné la « droite bourgeoise » pour ses demandes obstinées en faveur de l'instauration d'un parlementarisme multipartite, ainsi que ceux qui « fouillent » dans la vie privée de Tito pour le « compromettre » sous prétexte de rechercher la vérité.

La contestation contre Tito et les « acquis de la révolution » met en cause toute l'histoire officielle de la guerre. Le régime s'y oppose par des interdictions de publications et de l'application de l'article 133 du code général sur le « délit oral », qui prévoit des peines pouvant aller jusqu'à dix ans de réclusion.

Faisant allusion à la situation, un publiciste a cru pouvoir conclure : « Notre passé est tout aussi incertain que notre avenir ».

T. M.

PAUL YANKOVITCH

GRANDE-BRETAGNE : la démission de M. David Owen

## L'éternel jeune prodige entre au purgatoire

LONDRES  
de notre correspondant

« Ne tirez pas un trait sur moi ». Cette mise en garde, M. Owen l'a lancée à la télévision alors qu'il venait d'annoncer sa décision d'entrer au purgatoire. L'homme est tout entier dans ce paradoxe et ce défi. Il démissionne, mais il n'est pas du genre à renoncer. Son avenir paraît plus qu'incertain, mais il y croit encore, et beaucoup de Britanniques sont tentés de partager cette foi.

Comment la Grande-Bretagne pourrait-elle se passer de David Owen ? A quarante-neuf ans, il conserve presque intacte son image d'éternel jeune prodige de la politique. Ses partisans et ses adversaires ne sont pas prêts d'oublier qu'il a toujours été considéré par la majorité de l'opinion publique comme un futur premier ministre et, de loin, comme le meilleur candidat à ce poste.

Même M<sup>me</sup> Thatcher peut nourrir quelques jalousies à son endroit. Combien de fois les électeurs n'ont-ils pas demandé à leurs députés conservateurs une poignée de main pour faire venir David Owen dans votre parti ? N'est-ce pas le seul personnellement capable de succéder à M<sup>me</sup> Thatcher ? Combien d'électeurs travaillistes ne regretteraient-ils pas de l'avoir vu quitter le Labour ?

## Flirter avec le thatcherisme

« Intelligent », « brillant », sont les adjectifs par lesquels on qualifie généralement M. Owen. Mais outre-Manche, l'intelligence et le brillant, s'ils sont trop manifestes, provoquent une méfiance directement proportionnelle à l'admiration. M. Owen a le tort de ne pas savoir — ou de ne pas vouloir — dissimuler ses qualités et de donner l'impression d'avoir toujours raison. La clarté et la justesse de ses analyses imposent le respect, mais suscitent aussi l'agacement. On le juge « arrogant ». Pragmatique mais également intransigent, il n'est pas fait pour composer, pas même avec les membres d'un parti crépuscule et par lui.

M. Owen n'a cessé d'être promis à une belle carrière, en tant que médecin tout d'abord. Ce Gellois, de tradition travailliste, est entré au Parlement en 1966, à l'âge de vingt-huit ans. Deux ans plus tard, il était déjà appelé au gouvernement. Moins



de dix ans après, il était nommé chef de la diplomatie dans le dernier gouvernement du Labour. Dès cette époque, il combattait les tendances « utilitaristes » en matière de défense et anti-européennes du Parti travailliste, qu'il retrouvait ensuite à un degré moindre (mais pour lui intolérable) chez ses partenaires libéraux au sein de l'Alliance.

En 1981, il ne pouvait que se séparer du Labour, saisi par le gauchisme. En 1983, il s'impose, dans tous les sens du terme, comme leader du SPD. Même ses amis déplorent son autoritarisme et lui reprochent d'écraser son coéquipier M. David Steel, au mépris de l'ancienneté du Parti libéral et de son importance numérique. Son réalisme est tel qu'il est parfois accusé de flirter avec le thatcherisme, et il lui était difficile d'entendre avec les libéraux, encore trop rêveurs à son goût.

Son épouse, Debbie, agent littéraire à succès, lui a apporté la fortune. Il pourrait prendre une retraite dorée, mais il s'y refuse. Il entend poursuivre son combat, persuadé qu'il faut savoir être seul dans le vrai afin de conserver l'espoir d'être un jour compris et de mériter la victoire. Amis ou ennemis n'arrivent pas à se résoudre à constater la fin d'une telle carrière, pensant que M. Owen ne fait que se mettre en réserve du royaume, pour longtemps peut-être.

F. C.

## Les centristes veulent créer un nouveau parti

(Suite de la première page.)

Pour que l'Alliance acquière un poids décisif lui permettant d'arbitrer entre travaillistes et conservateurs et d'accéder ainsi à un gouvernement de coalition, la fusion semblait depuis toujours inéluctable à terme à la plupart des libéraux et à un nombre croissant de militants du SPD, plus réticents au départ.

En 1986, un houleux débat sur les problèmes de défense semblait pourtant repousser aux calendes grecques tout projet de fusion. Il était clair que, sur ce sujet fondamental, les divergences étaient trop profondes entre les libéraux, en général opposés à l'armement nucléaire (presque autant que les travaillistes) et les sociaux-démocrates, attachés, eux, au maintien de ce moyen de dissuasion et en cela assez proches des conservateurs. L'aveu solennel de ces divergences fournissait des arguments à M. Owen pour écarter un « mariage » qu'il continuait de juger souhaitable en théorie, mais impossible en pratique. Mais le revers subi aux élections du 11 juin par l'Alliance et surtout le SPD (1) a brusquement relancé l'idée. Souvent écartés les années précédentes par la forte personnalité de M. David Owen, le leader du Parti libéral, M. David Steel, après avoir un instant pensé à la retraite, s'est soudain ravivé et a donné le signal d'une campagne pour l'« unité », car pour lui la « dualité » et le « bi-partisme » de l'Alliance nuisent à sa crédibilité.

M. Owen s'est alors retrouvé seul des quatre cofondateurs du SPD à résister. Il a dû accepter une consultation des cinquante-huit mille membres de son parti. On vient de connaître jeudi le résultat du vote : ceux prenant une fusion obtiennent gain de cause mais avec une marge sensiblement moins importante que prévu. Ils espéraient une « claire » majorité des deux tiers ; ils n'obtiennent que 57 %. Cela ne peut qu'aggraver les difficultés des négociations, qui vont maintenant s'engager entre les deux formations et ne s'achèveront pas avant le printemps prochain ; elles devront encore être sanctionnées par une nouvelle consultation.

M. Owen, qui a préféré s'effacer afin de respecter le « choix démocratique » des siens, n'a donc pas dit son dernier mot. « Après tout, les pourparlers peuvent échouer... », a-t-il déclaré, en soulignant que se produisait ce qu'il avait toujours voulu éviter : la « division » du SPD. Il soulève que la fusion complète est « dévastatrice » étant données les divergences qui demeurent avec les libéraux, non seulement à propos de la défense mais encore dans les domaines économique et social où les sociaux-démocrates sont davantage disposés que les libéraux à

accepter une partie des réformes du thatcherisme. M. Owen a précisé que si le processus qui vient d'être approuvé aboutit à la création d'un nouveau parti, il n'en continuera pas moins, « au côté de celui-ci », à représenter au Parlement la « social-démocratie ».

Comme pour ajouter aux obstacles qui se dressent sur le chemin des avocats de l'union, deux industriels proches de M. Owen, principaux responsables bailleurs de fonds du SPD, ont fait savoir qu'ils cesseraient leur soutien, tandis qu'un groupe de dirigeants libéraux, de son côté, exprimait publiquement ses craintes de voir son parti faire trop de concessions au SPD. Personne au sein de l'Alliance n'a gagné. Il n'y a pour se réjouir que les travaillistes et les conservateurs ; ces derniers n'ont pas manqué de rendre un hommage ambigu à « l'ancien » leader du SPD en affirmant que les sociaux-démocrates et l'Alliance couraient à leur perte en se séparant d'une personnalité telle que M. David Owen.

FRANCIS CORNU

(1) En 1983, l'Alliance avait obtenu 27 sièges, dont 7 pour le SPD. Elle n'a compté plus à présent que 22, dont 3 pour le SPD.

## GRÈCE

## Harry Truman de nouveau présent à Athènes

Athènes. — La statue de l'ancien président américain Harry Truman a été remplacée dans la nuit de mercredi 5 à jeudi 6 août dans le square Truman, au centre d'Athènes.

Installée en mai 1985 en reconnaissance de l'aide des États-Unis à la Grèce pendant la guerre civile, cette statue avait été plastiquée une première fois en juillet 1974, après la chute de la dictature militaire, et une seconde fois en mars 1986, pour protester contre la venue du secrétaire d'Etat américain M. George Shultz.

La décision de remettre la statue en place, prise par le gouvernement d'Athènes, répond notamment aux vœux de la communauté hellénique installée aux États-Unis mais fait aussi figure de geste symbolique à l'égard de Washington avant l'ouverture des négociations, en septembre prochain, sur le renouvellement de l'accord concernant les bases américaines en Grèce. — (AFP.)

## Diplomatie

A Genève

## M. Chevardnadze met en garde la RFA à propos des Pershing-1 A

GENÈVE  
de notre correspondante

M. Edouard Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, vient de prouver que le style gorbatchevien pouvait fort bien aller de pair avec la politique de la douche écossaise. Tout optimiste à son arrivée à Genève, il annonce dès sa deuxième d'avoir qu'un accord sur les fusées de portée intermédiaire et les fusées de courte portée était « presque élaboré » et que c'est pour « balayer » ce « presque », et encourager la recherche de solutions aux problèmes qu'aborde la conférence sur le désarmement que l'on se retrouve à Genève.

Le lendemain 6 août, quarante-deuxième anniversaire de l'explosion atomique qui détruisit Hiroshima, il prend la parole devant la conférence sur le désarmement qui se réunit en ce mois d'août sous la présidence de l'ambassadeur Pierre Morel (France) en présence de représentants de quarante pays, dont les cinq puissances nucléaires. Mais cette fois il se lance dans une attaque inhabituelle en ce genre d'enceinte, en mettant brutalement en cause la République fédérale d'Allemagne.

D'une voix posée, il rend hommage à Jean-Jacques Rousseau, « grand citoyen de Genève », puis change de ton, il s'exclame : « Le peuple soviétique n'acceptera jamais que l'Allemagne occidentale devienne une puissance nucléaire ».

C'est aux Pershing-1 A que s'en prend M. Chevardnadze, ces soixante-deux missiles ouest-allemands dont les ogives nucléaires sont sous le contrôle des États-Unis. « Soixante-deux n'est pas zéro », précise M. Chevardnadze. Soit ces Pershing-1 A sont américains et doivent donc être démantelés comme les autres missiles de portée intermédiaire dans le cadre d'un accord, soit ils sont propriété de la RFA. Or, rappelle-t-il, ce pays n'a pas le droit, « ni légalement ni moralement, d'en posséder ». Et de brandir la menace d'une « crise politique », si la RFA tentait de s'armer de droit. Puis ce fut, sur un autre air, le rappel des dernières propositions de M. Gorbatchev, de ses dernières prises de position au nom de l'« ouverture » et de l'« humanisme ».

## Les inspections surprises

M. Chevardnadze a ensuite abordé le problème de la vérification, en insistant sur le fait que les mesures proposées dans ce domaine témoignent de la « nouvelle pensée politique soviétique » en matière de désarmement. Il s'agit de l'ensemble des méthodes « à toute épreuve, indiscutables, fiables, les plus strictes et les plus rigoureuses possibles » qui doivent engendrer « une confiance à 100 % » de la certitude « que les armes sont réellement éliminées, que les obligations relatives aux armements restants et aux activités militaires autorisées sont res-

pectées et que les interdictions ne sont pas contournées ». « Nous pensons qu'on devrait avoir accès par mandat aux installations militaires soviétiques et américaines dans les pays tiers où des missiles pourraient être basés », a-t-il précisé. Le gouvernement soviétique est prêt, pour sa part, à-t-il dit, à « ouvrir le territoire de l'URSS aux inspecteurs ».

A propos des armes chimiques, M. Chevardnadze a annoncé que l'URSS acceptait désormais le principe des inspections surprises sans droit de refus après l'entrée en vigueur de la convention que la conférence sur le désarmement est chargée d'élaborer. Il a invité les chargés d'inspection à se familiariser avec la « technologie de destruction » des armes chimiques et s'est engagé à « inviter ultérieurement des experts à l'usine spécialisée de destruction des armes chimiques qui est en cours de construction aux environs de la ville de Tchapyayevsk ».

Des experts présents à la conférence font remarquer que, jusqu'à présent, on ignore tout du programme et des rythmes de production — et de destruction — des armes chimiques en URSS, alors que l'on est renseigné sur ce qui se fait en ce domaine aux États-Unis.

Le chef de la diplomatie soviétique a également souligné la présence permanente de groupes d'inspecteurs sur tous les sites de lancement spatiaux, afin de vérifier qu'ils ne sont pas utilisés pour déployer des armes dans l'espace.

ISABELLE VICHNIAC

## Asie

Le dialogue entre les deux Corées

## Pyongyang réitère son offre de conférence tripartite à Genève

La Corée du Nord a proposé, jeudi 6 août, que les ministres des affaires étrangères des deux Corées et des États-Unis se rencontrent à Genève « au plus tôt » pour discuter du désarmement sur la péninsule coréenne, a annoncé Radio-Pyongyang. Le ministre nord-coréen des affaires étrangères a également appelé, jeudi, à des négociations préliminaires au niveau des ministres adjoints avant la fin du mois, dans la zone neutre de Panmunjom à la frontière entre les deux pays, selon l'Agence centrale d'information nord-coréenne (KCNA).

A Séoul, aucun responsable des affaires étrangères n'a encore été recueilli sur cette nouvelle proposition nord-coréenne, mais de bonnes sources ont assuré que la Corée du Sud la rejetterait probablement, car elle concrétiserait essentiellement le désarmement sans prévoir de mesures préliminaires pour restaurer la confiance entre les deux pays.

Peu avant, le ministre adjoint sud-coréen des affaires étrangères avait déclaré qu'une proposition faite lundi par la Corée du Sud pour une rencontre entre les ministres des affaires étrangères des deux Corées à New-York n'excluait pas des négociations sur le désarmement de la péninsule. Mais il avait ajouté qu'une telle rencontre « n'aurait aucun sens » sans des mesures préalables visant à rétablir la confiance entre les deux Corées.

Séoul avait proposé, lundi, d'entamer des négociations bilatérales entre les deux Corées à New-York en septembre avec, pour objectif, un

pacte de non-agression et leur entrée aux Nations unies. L'offre de Séoul visait à annuler le bénéfice que Pyongyang pourrait retirer d'une première proposition, faite le 23 juillet, d'une conférence tripartite à Genève avec les États-Unis sur la réduction des forces armées stationnées sur la péninsule coréenne.

Le 42<sup>e</sup> anniversaire d'Hiroshima

Le 6 août 1945, à 8 h 15 précises, « Little Boy », la première bombe atomique, explosait sur Hiroshima, faisant environ 120 000 morts. Six jours plus tard, celle lâchée sur Nagasaki faisait, elle, 70 000 victimes.

A l'occasion du 42<sup>e</sup> anniversaire de la première explosion, cinquante-cinq mille personnes environ se sont réunies, jeudi, dans la Peace Memorial Park d'Hiroshima. Des militants anti-nucléaires ont ensuite défilé dans les rues de la ville tandis que les parents des victimes rendaient hommage à leurs morts dans les lieux de culte.

● JAPON : décès d'un ancien premier ministre. — Nobusuke Kishi est décédé, vendredi 7 août, d'une défaillance cardiaque à l'hôpital. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans et souffrait de pneumonie. Il avait été premier ministre du Japon de février 1957 à juin 1960. — (AFP.)

Les idées font croître la finance.

Ferruzzi  
Agricola  
Finanziaria  
est née.

## DIOUF DU SÉNÉGAL : DÉMOCRATIE D'ABORD

Il vient de relever de graves défis internes. Le Président Diouf réunit ses intentions, à six mois des élections. Il parle de l'impératif de Kallouf, du Sédara, des Libanais, de la paix traditionnelle.

Une interview réalisée par Philippe Desreumaux, dans le numéro de juillet d'ARABIE, en kiosques et en librairie.

78, rue Jouffroy, 75017 Paris  
Tél. : 46-22-34-14

مكتبة الأمل



هكذا من اليمين

ssion de M. David Owen

# Les centristes veulent créer un nouveau parti

(Suite de la première page)

Après que l'Assemblée a acquis une majorité absolue, les centristes ont décidé de se réunir pour discuter de la création d'un nouveau parti. Cette décision a été prise à l'unanimité, après une longue discussion. Les centristes ont décidé de se réunir pour discuter de la création d'un nouveau parti. Cette décision a été prise à l'unanimité, après une longue discussion.

Comme pour les autres, les centristes ont décidé de se réunir pour discuter de la création d'un nouveau parti. Cette décision a été prise à l'unanimité, après une longue discussion.

FRANCIS CORN

## GRÈCE

### Harry Triandis de nouveau prêt à Athènes

Harry Triandis, le leader du Parti radical, est de retour à Athènes. Il a été accueilli par une foule enthousiaste. Triandis a déclaré qu'il était prêt à reprendre la tête du parti et à mener la lutte pour la démocratie en Grèce.

## Asie

Le dialogue entre les deux Corées

### Pyongyang réitère son offre de la conférence tripartite à Genève

Pyongyang a réitéré son offre de participer à une conférence tripartite à Genève. Cette offre a été faite dans le cadre d'un dialogue entre les deux Corées. Pyongyang a déclaré qu'il était prêt à discuter de la situation en Corée et à trouver une solution pacifique.

Le dialogue entre les deux Corées est un processus complexe. Il nécessite la participation de toutes les parties concernées. Pyongyang a réitéré son offre de participer à une conférence tripartite à Genève.

Les idées font croître la finance.

## Ferruzzi Agricola Finanziaria est née.

En octobre 1985, le Gruppo Ferruzzi précisait son projet: constituer l'un des principaux groupes agro-industriels du monde, étendre ses activités à de nouveaux domaines et se développer sur d'autres continents. En moins de deux ans, le Gruppo Ferruzzi est devenu le premier groupe agro-industriel européen et le troisième dans le monde. Aujourd'hui, il est le second pôle industriel privé italien. Toutes activités confondues, son chiffre d'affaires atteint l'équivalent de 18 milliards de dollars. Les principales orientations stratégiques du Groupe, telles que l'utilisation de matières premières agricoles à des fins énergétiques et industrielles, avec leur impact positif sur la protection de l'environnement, sont aussi des préoccupations majeures de la communauté internationale. C'est Agricola Finanziaria, la société holding du Groupe, qui a été le moteur d'un pareil développement. Grâce aux succès remportés sur le marché financier, elle a pu disposer des moyens qui lui ont permis de réaliser des investissements importants tels que l'acquisition de la division industrielle de CPC Europe (le leader européen de l'amidon et de ses principaux dérivés), la prise de contrôle de Montedison et de Béghin-Say. Dans le secteur sucrier, le Groupe est ainsi devenu le premier producteur européen.

La capitalisation boursière du Gruppo Agricola Finanziaria atteint l'équivalent de 20 milliards de dollars. Cette croissance va se poursuivre. De façon à ce que le Gruppo Ferruzzi s'identifie de plus en plus avec Agricola Finanziaria, le holding Ferruzzi Agricola Finanziaria vient d'être créé. Toutes les activités du Groupe vont converger vers ce nouveau holding, de façon à ce que, à terme, Ferruzzi Agricola Finanziaria et le Gruppo Ferruzzi ne fassent plus qu'un. Plus que jamais, les perspectives de marché sont mondiales et Ferruzzi Agricola Finanziaria est déjà présent sur les cinq continents. Ses activités, largement diversifiées, s'articulent autour d'une structure verticale unique qui va de l'agriculture aux services, du trading à l'agro-industrie, de la chimie au tertiaire et comprend aussi de nombreuses participations industrielles et financières. Il est prévu d'introduire Ferruzzi Agricola Finanziaria sur les principales Bourses européennes, en particulier, à Paris et à Londres, favorisant ainsi l'ouverture internationale de l'actionariat que justifie l'importance du Groupe. Une impulsion a été donnée, il y a deux ans. Hier les idées ont fait croître la finance. Aujourd'hui, c'est à la finance de faire croître les idées.



Ferruzzi Agricola Finanziaria



# Politique

Le référendum en Nouvelle-Calédonie

## Tokyo souhaite que Paris tienne mieux compte des « réalités » du Pacifique

TOKYO  
de notre correspondant

La visite de quatre jours au Japon de M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat chargé du Pacifique sud, qui devait regagner Paris le vendredi 7 août, a été marquée par un malentendu qui a quelque peu éclipié ses aspects positifs, notamment en matière de concertation et de coopération franco-japonaise dans le Pacifique. La France et le Japon partagent, en outre, la même volonté de faire barrage aux Soviétiques dans la région.

Si les deux parties se félicitent de cette rencontre qui a permis un « approfondissement de la compréhension mutuelle », elles diffèrent sur l'interprétation du principal entretien : celui qui ont eu M. Flosse et M. Kuranari, ministre des affaires étrangères, le 4 août (le Monde du 6 août). Malgré la cordialité de cette entrevue, que l'on se plaît à reconnaître de part et d'autre, il semble que la délégation française n'ait pas compris, ou n'ait pas voulu comprendre, le message du chef de la diplomatie japonaise.

De côté français, on retire de cet entretien le sentiment que les Japonais s'étaient rapprochés de la position française au point que, s'ils étaient appelés à s'exprimer aujourd'hui à l'ONU, ils ne voteraient plus contre la France sur la question de la Nouvelle-Calédonie. L'année dernière, le Japon avait voté en faveur d'une résolution demandant la réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires à décoloniser. C'est sans doute là un excès d'optimisme. En dépit des explications de la position française données par le secrétaire d'Etat, les Japonais n'ont pas modifié leur attitude.

Certes, en termes vagues, M. Kuranari a incité la France à faire preuve de souplesse et d'esprit de conciliation, lui recommandant de poursuivre le dialogue avec toutes les parties intéressées. Sans faire de référence au référendum du 13 septembre en Nouvelle-Calédonie, les Japonais n'en ont pas moins implicitement laissé entendre que ce n'était peut-être pas là la seule solution et que cette consultation ne mettrait sans doute pas fin au problème.

Prenant l'exemple de Fidji, M. Kuranari aurait fait valoir la nécessité de prendre en considération la mentalité des habitants des territoires concernés. « Si vous appliquez la logique occidentale, vous pensez sans doute qu'une procédure légitime a été suivie et que les citoyens sont obligés de se conformer à ce qui a été décidé, mais dans le Pacifique, les choses ne sont pas aussi simples. Il faut être sensible aux réalités locales et chercher à adapter le système de démocratie occidentale à la

région (...). Je connais la position française, mais il faut aussi trouver des moyens de communication avec les habitants des îles du Pacifique, autrement, quelles que soient vos positions, elles seront rejetées (...). En ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie, un référendum est prévu le 13 septembre, mais j'espère que les parties vont continuer le dialogue afin de parvenir à une compréhension mutuelle aussi large que possible. Il est aussi important de poursuivre les efforts pour mieux faire connaître votre position à l'ONU ».

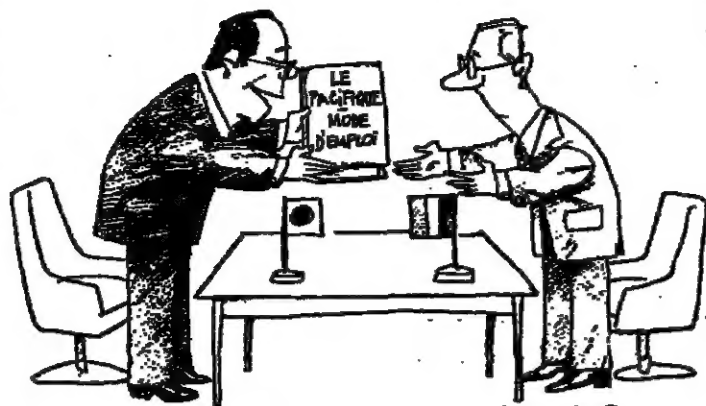
Les Japonais ont, en fait, tenu à rappeler à leurs interlocuteurs l'inquiétude que suscite chez eux une consultation que les indépendantistes mélanésiens ont appelé à boycotter. Exprimé avec les réserves d'usage, le conseil, voire la mise en garde, n'en semble pas moins clair. C'est d'ailleurs dans ce sens que la presse japonaise, avec un bel ensemble, a interprété le compte rendu des entretiens entre MM. Flosse et Kuranari qui lui a été fait au ministère des affaires étrangères.

« Doutes japonais sur l'opportunité d'un référendum en Nouvelle-Calédonie », titrait l'Asahi Shimbun. « La Japon lance un appel au gouvernement français en vue d'une négociation avec les parties concernées », écrivait, pour sa part, le Nihon Keizai.

M. Flosse s'est déclaré « étonné » des propos du ministre japonais tels que les rapportait la presse japonaise, affirmant qu'ils ne reflétaient pas la teneur des entretiens. Les articles de la presse japonaise ont certes réduit la portée de ce conseil au seul problème de la Nouvelle-Calédonie. Mais il n'en semble pas moins que ce soit bien là la substance du message japonais, même s'il a été exprimé de manière voilée et que, peut-être pour des raisons de politique intérieure française, M. Flosse n'ait pas tenu à l'entendre.

### Une position charnière

On peut être tenté d'expliquer l'attitude japonaise en soulignant une tendance, malintentionnée, des dirigeants de Tokyo à tenir un double langage : dans le cas présent, afin de paraître conciliant avec la France, un allié traditionnel, et de se faire bien voir des pays du Forum du Pacifique. L'un des rares pays du camp occidental à avoir voté la résolution en faveur de la réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires à décoloniser, le Japon peut souhaiter exploiter une position charnière entre la France et les pays du Pacifique. Il serait de bonne guerre de se faire voir de la part d'une nation amie. On peut aussi faire valoir qu'il existe au sein



du ministère des affaires étrangères deux tendances : l'une dite réaliste, qui est favorable à la conciliation, et une autre plus radicale, partisans de l'indépendance des territoires du Pacifique, qui ne serait peut-être pas fâché de tenir la France un peu au large.

La position japonaise a sa logique et elle tient à plusieurs facteurs. Tout d'abord à une préoccupation. Depuis qu'ils ont failli ne pas être élus au Conseil de sécurité, les Japonais veulent à tout prix se concilier le tiers-monde. La question de la Nouvelle-Calédonie, outre qu'il s'agit d'un territoire situé dans une région dont M. Kuranari, en guise d'une « doctrine » lorsqu'il obtint le portefeuille des affaires étrangères,

a fait un axe de la diplomatie nipponne, était de ce point de vue un bon tremplin. Les Japonais sont en outre persuadés qu'un déclin des anciennes puissances est en train de s'accroître dans le Pacifique et ils s'inquiètent de l'appel d'air que ce retrait risque d'entraîner, dont les Soviétiques seraient les premiers à bénéficier.

L'un des objectifs de la visite de M. Flosse était précisément de rappeler aux Japonais que la France entend continuer à avoir une présence active dans la région et à s'y conduire comme une puissance politique. Ce que souhaitait assurément les Japonais, comme on nous l'a affirmé au ministère des affaires

étrangères : « Notre préoccupation ? Comment la France entend-elle maintenir sa présence de la manière la plus efficace », nous a dit un haut fonctionnaire. Les recommandations voilées adressées à la France au cours de la visite de M. Flosse ne sont que le reflet de cette préoccupation. Les Japonais sont tout disposés, affirmant-ils, à développer la concertation avec la France et à coopérer avec elle, notamment dans le domaine économique, à la stabilité de la région. Ils souhaitent simplement le faire discrètement afin de ne pas froisser les susceptibilités locales, alors que les Français attendent de leur part une action « directe et visible ». Il ne faut pas oublier, en fait, que c'est là une tendance nouvelle de la politique française : il y a quelques années, la « doctrine » de Paris en ce qui concerne les Japonais et l'Océanie se résumait à un impératif : « Ne pas faire le lit des Japonais dans le Pacifique ».

Il n'est pas exclu, en outre, que la position adoptée par les Japonais à l'ONU puisse servir directement les intérêts de la France. L'Assemblée générale devrait se prononcer, cet automne, sur une résolution pré-indépendantiste condamnant le référendum controversé. Se trouvant au sein du groupe qui rédigera cette résolution, le Japon pourrait chercher à en neutraliser la portée ou du moins à éviter qu'elle ne soit trop hostile à la France.

PHILIPPE PONS.

### L'enquête sur l'assassinat d'un gendarme

## Un groupe vagabond de terroristes Corses

(Suite de la première page.)

Jean Casanova, n'est pas d'ici au hasard des dossiers de la police judiciaire.

Pour chacun, lors de l'appel à témoins, les policiers avaient, en juin, énuméré des accusations particulières portant sur des actes distincts commis depuis 1984. Ils avaient cependant omis de préciser qu'il n'y avait pas d'entre eux « Pieri, Orsoni et Albertini » étaient aussi soupçonnés, quelques preuves matérielles à l'appui, de certaines des dix-huit attaques de gendarmes commises depuis le mois de mai.

A Serra-di-Scopamène (Corse-du-Sud), juste après un mitraillage, les gendarmes avaient retrouvé, dans un campement de fortune, une fausse carte d'identité de Charles Pieri, deux pistolets mitrailleurs et des éléments non révélés permettant, semble-t-il, l'identification de Jean-André Orsoni. Selon les policiers, des empreintes d'Albertini auraient aussi été retrouvées après une autre attaque à Marina Viva, près d'Ajaccio. A deux, trois voire à

quatre, cette même bande de fugitifs serait responsable de l'attentat commis quelques jours plus tard à la gendarmerie de Bastia. La sentinelle de garde avait alors eu plus de chance que le gendarme Aznar.

Lorsque Charles-Joseph Pieri, l'une des principales figures de la « bande mitrailleurs », est arrêté, probablement sur renseignements à Figaretto, la Corse croit que les policiers tiennent là, le dénommé en cavale depuis janvier 1984 de la prison Sainte-Claire de Bastia, l'un des auteurs de l'assassinat d'un légionnaire en 1982 au camp de Sorbo-Ocagnano. Bref, un dur, un chef. Mais, on ne pense pas à la « bande des fugitifs ». Les clandestins peuvent, eux, relier, comme les policiers, cette arrestation à l'enquête sur les attaques de gendarmes.

Après la chute de Pieri, les nationalistes auraient répliqué, ou laissé leurs « itinérants » répliquer, par l'assassinat du gendarme Aznar. A en croire certains enquêteurs, il ne s'agit pas là d'une simple déduction. Le groupe vagabond a laissé derrière

lui beaucoup de donjons de pistolets mitrailleurs. D'attentes nocturnes en retraites précipitées, il a acquis un style, une signature. Une façon de faire qui se retrouve dans le mitraillage, mardi, du fourgon des gendarmes mobiles.

Par la nouvelle récompense offerte, M. Pasqua répond donc, plus directement qu'on ne le croit en Corse, à une provocation par une autre provocation. Toute l'organisation clandestine n'est pas visée. Le ton monte, le duel s'intensifie plus simplement entre les enquêteurs et ces commandos condamnés au maquis et qui se savent désignés. Le ministère voudrait-il pousser ces desperados de l'été à se lancer, par défi, dans une nouvelle action ?

Mardi, la sauvegarde du commando n'a tenu, semble-t-il, qu'à un fil. La 205 volée qui a permis la fuite des clandestins aurait, selon des informations dignes de foi, manqué de chuter dans un fossé, le coup fatal. Cette fois, les policiers n'ont manqué que de peu leur confrontation en flagrant délit. Ils auront peut-être plus de chance la prochaine fois.

PHILIPPE BOGGIO.

Guy Aznar cité à l'ordre de la Nation... Le gendarme, qui appartenait à l'escadron 11/11 de gendarmerie mobile de Mont-de-Marsan est cité à l'ordre de la Nation par décret publié au Journal officiel du vendredi 7 août. Signé par M. Chirac et par M. Pasqua, le texte de la citation précise que la mission au cours de laquelle Guy Aznar a été mortellement blessé se situait « dans le rôle de France où la gendarmerie accomplit son devoir au service de la sécurité des citoyens et de l'ordre républicain ».

### Les intellectuels en France de l'Affaire Dreyfus à nos jours

Pascal Ory et Jean-François Stévenin

« Ce livre sur les intellectuels est un travail d'intellectuels au plus beau sens du mot : la vraie compétence, le sérieux, la liberté d'esprit ne cessent de le vivre. »

JEAN-PIERRE LÉVY

ARMAND COLIN

103, bd Saint-Michel 75005 Paris

## M. Pons annonce l'interdiction des deux marches prévues avant le scrutin

NOUMÉA  
de notre correspondant

La décision est tombée comme un couperet : les deux marches programmées en Nouvelle-Calédonie par le FLNKS puis par le RPCR dans la période précédant le référendum du 13 septembre seront interdites par le haut-commissaire. Le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, l'a annoncé, le jeudi 6 août, au cours d'une émission télévisée sur RFO, au terme d'une visite de six jours où il a multiplié les appels au vote, exhortant les Calédoniens - en particulier les Mélanésiens - à faire échec à la campagne de boycottage lancée par les partis indépendantistes. Considérant que la « marche pour l'indépendance » projetée par le FLNKS et la « marche tricolore pour la liberté » aux mêmes endroits et aux mêmes dates voulue par le RPCR, constituent une « surenchère », « mauvaise » et « dangereuse », M. Pons a donc opté pour l'interdiction. L'annonce par le RPCR d'une contre-marche n'avait d'ailleurs pas d'autre objet que d'obtenir l'interdiction de la marche des indépendantistes.

Pourtant, le ministre des DOM-TOM prend un pari risqué. Car il vient de frustrer le FLNKS - ainsi que les deux autres petits partis indépendantistes modérés (LKS, OPAO) l'ayant rejoint dans cette initiative - d'une mobilisation dont l'inspiration pacifique ne faisait guère de doute. Une circulaire interne au mouvement invitait ainsi chaque militant à « refuser de prévoir tout moyen de défense armée » et à « rester calme » en cas de coup dur et de « provocation ». M. Pons a jugé que cela n'empêcherait pas « les irresponsables et les provocateurs de tous bords » d'essayer de « replonger la

Nouvelle-Calédonie dans le gouffre où elle a failli s'enfoncer définitivement ». Cette marche devait débiter le 22 août du nord de l'île pour s'achever le 3 septembre devant les grilles du haut-commissariat à Nouméa, où une délégation aurait remis au représentant du gouvernement le « projet de Constitution de Kanaky » ainsi que de « nouvelles propositions de dialogue ».

L'irritation est d'autant plus grande dans les milieux indépendantistes que l'on voit là une nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous sommes ici de la obé, car, dans la nouvelle illustration de la « politique unitaire » du gouvernement, accusé de céder à la moindre pression du RPCR. « C'est grave », a commenté le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, avant d'ajouter : « Ils savent que nous



Pacifique

Un fonctionnaire de la préfecture arrêté à Saint-Denis

SAINT-DENIS. Un fonctionnaire de la préfecture de Saint-Denis a été arrêté hier par des policiers de la brigade de répression des atteintes à la sûreté de la France et de la brigade de répression des atteintes à la sûreté de la France et de la brigade de répression des atteintes à la sûreté de la France.

terroristes Corses

une nouvelle fois le dialogue

Les intellectuels en France de l'Affaire Dreyfus

une nouvelle fois le dialogue

Les intellectuels en France de l'Affaire Dreyfus

Fraude à la loi à la Préfecture

Un fonctionnaire de la préfecture arrêté à Saint-Denis

SAINT-DENIS. Un fonctionnaire de la préfecture de Saint-Denis a été arrêté hier par des policiers de la brigade de répression des atteintes à la sûreté de la France et de la brigade de répression des atteintes à la sûreté de la France et de la brigade de répression des atteintes à la sûreté de la France.

Un fonctionnaire de la préfecture arrêté à Saint-Denis

SAINT-DENIS. Un fonctionnaire de la préfecture de Saint-Denis a été arrêté hier par des policiers de la brigade de répression des atteintes à la sûreté de la France et de la brigade de répression des atteintes à la sûreté de la France et de la brigade de répression des atteintes à la sûreté de la France.

Un fonctionnaire de la préfecture arrêté à Saint-Denis

SAINT-DENIS. Un fonctionnaire de la préfecture de Saint-Denis a été arrêté hier par des policiers de la brigade de répression des atteintes à la sûreté de la France et de la brigade de répression des atteintes à la sûreté de la France et de la brigade de répression des atteintes à la sûreté de la France.

Sept inculpations après une agression raciste

Sept jeunes skinheads (1) ont été inculpés, le 6 août, à Perpignan (Pyrénées-Orientales) de coups et blessures volontaires à la suite d'une agression sur trois vendeurs ambulants sénégalais, mardi, sur la plage du Canal. « J'ai fait ça parce que je n'aime pas les Noirs », a déclaré l'un des agresseurs aux gendarmes lors de son arrestation.

Selon la gendarmerie, en une minute l'étalage des Sénégalais avait été réduit en pièces, les skinheads se servant de morceaux de bois pour frapper les trois vendeurs. Le plus âgé, M. L'Diaye, cinquante-sept ans, se retrouva avec deux côtes cassées et fut hospitalisé à Perpignan jusqu'à jeudi.

Après des recherches ayant mobilisé une centaine d'hommes, les gendarmes ont arrêté, mercredi, Patrice Cauvin, vingt-quatre ans, Vincent

Ducet, vingt-deux ans, Marc Lecitre, vingt et un ans, Cédric Lagrange, vingt-trois ans, Pascal Robart, vingt ans, Patrice Segantini, vingt ans, et Olivier Hasenlatz, dix-neuf ans. Les sept jeunes gens ont été inculpés dans les maisons d'arrêt de Nîmes et de Perpignan : les gendarmes recherchent deux ou trois autres complices.

L'an dernier déjà, une violente bagarre avait éclaté au mois d'août sur la plage d'Argelès-sur-Mer (Pyrénées-Orientales) entre une bande de skinheads armés de couteaux et de matraques et une dizaine de Maghrébins.

(1) Littéralement « crânes rasés ».

Les skinheads sont apparus en Grande-Bretagne au début des années 80 et se reconnaissent dans des idéaux proches de ceux du fascisme.

Querelle judiciaire entre anciens présidents de cours d'assises

M. André Giresse « déplaît » à M. Guy Floch

Ancien président de cour d'assises à Paris, M. Guy Floch a décidé de poursuivre en justice un autre ancien président de cour d'assises, M. André Giresse. Aujourd'hui à la retraite, M. Giresse est l'auteur avec Philippe Bernert, décédé depuis, d'un livre à succès publié par Plon, *Seule la vérité blesse* (le Monde du 8 juillet).

M. Giresse qui revendique en sous-titre de son livre « l'honneur de déplaire », a délégué à M. Floch, aujourd'hui premier vice-président du tribunal de Paris, M. Giresse y accuse, en particulier, son ancien collègue d'avoir « verrouillé » l'affaire de Broglie à l'époque de M. Floch instruisait cette affaire. Il l'accuse de « camouflage », « d'occultation d'un témoin essentiel » et de « dissimulation de documents ».

M. Giresse reproche aussi à M. Floch son attitude à l'égard de M. Jean-Marc Rouillon, le chef d'Action directe, acquitté le 27 mars 1981 par une cour d'assises présidée par M. Floch. Ce procès, affirme M. Giresse, « se déroula, miraculeusement, selon les vœux de l'Élysée ». M. Valéry Giscard d'Estaing était à l'époque président de la République.

M. Floch a demandé à M. Georges Klejman, de Paris, de le défendre. Il réclame, selon l'Agence France-Press, « la suppression des passages jugés diffamatoires, un million de dommages et intérêts et la publication du jugement à intervenir dans dix organes de presse écrite et parée aux frais du défendeur ». Le procès devrait avoir lieu devant le tribunal correctionnel de Versailles à l'automne.

Le nombre des détenus est descendu au-dessous de cinquante mille

Il y avait quarante-neuf mille cinq cent treize détenus dans les prisons métropolitaines le 1<sup>er</sup> août. Comme chaque année, le nombre des détenus est en diminution par rapport au mois de juillet. Cette baisse est, cette année, de 2,26 %. Elle avait été de 1,53 % le 1<sup>er</sup> août 1986, et de 0,06 % en 1984. En 1985, il y avait eu une forte baisse de 9,83 % due à la grâce présidentielle du 14 juillet.

On compte cette année, au 1<sup>er</sup> août, vingt et un mille cinquante-quatre prévenus, c'est-à-dire de détenus en attente d'un jugement définitif, soit une proportion de 42,52 %.

D'autre part, le garde des sceaux a confié la direction du programme de réalisation des nouvelles prisons à M. René Eladi, ingénieur en chef des ponts et chaussées et directeur départemental de l'équipement du Val-de-Marne. Ce programme porte sur la réalisation de vingt-huit établissements d'une capacité totale de quinze mille places. Ces nouvelles prisons entrèrent en service fin 1989-début 1990.

La Ligue des droits de l'homme souhaite de rapides mesures de grâce

La Ligue des droits de l'homme souhaite que des mesures de grâce soient prises rapidement pour les détenus, estimant que « la limitation de leur nombre constitue le préalable de toute réforme pénitentiaire de fond ».

Citant dans un communiqué « de nombreux témoignages qui montrent que le seul tolérable pour le respect des individus est largement dépassé », la Ligue estime qu'il faut profiter d'une période de rémission pour éviter d'intervenir à chaud.

Le comité central de la Ligue a décidé de constituer une commission d'enquête sur les conditions de détention.

Interrogé au sujet des mesures de grâce et des libérations conditionnelles, le 31 juillet dans une interview au Figaro, M. Alain Chabat, garde des sceaux, avait déclaré : « Les grâces - prérogative du chef de l'Etat - et les libérations conditionnelles sont les instruments permanents d'une politique pénitentiaire. Y recourir trop largement conduirait au laxisme. Les suppressions pour conduire à des déboires. Il faut en user avec modération ».

EN BREF

● Expulsion d'un Basque espagnol. - Considéré comme un membre présumé de l'organisation séparatiste basque ETA-militaire, M. Jose Maria Barrena Ganchegui, vingt-neuf ans, originaire de Saint-Sébastien, a été expulsé, le 6 août, par la France et renvoyé à la police espagnole.

● Quarante-neuf kilogrammes d'explosifs découverts dans les Bouches-du-Rhône. - 49 kilos d'explosifs, en cartouches de 1 kilo, contenus dans deux caisses ont été découverts, le mardi 4 août, sur une décharge de Cuges-les-Pins, près d'Aubagne (Bouches-du-Rhône). Ces explosifs fabriqués, il y a un an, par une société de Dijon (Côte-d'Or) faisaient partie d'un lot de 2 900 kilos réparti entre quinze entreprises en France.

● Evasion à la prison des Baumettes. - C'est vraisemblablement grâce à du matériel volé lors des incidents du mois de juillet dernier que Filali Zourfi s'est évadé, le 6 août de la prison des Baumettes à Marseille. Zourfi a tout d'abord scindé un barreau de sa cellule avant d'utiliser un drap pour s'en échapper en compagnie d'un autre détenu. Les deux hommes ont alors escaladé un mur de 6 mètres à l'aide d'un grappin puis ont sauté de l'autre côté. Filali Zourfi a réussi à s'enfuir alors que son compagnon était arrêté dans le chemin de ronde. Zourfi était détenu pour vols aggravés, attentats à la pudeur et viols.

● Fusillade à Paris entre policiers et malfaiteurs. - Un inspecteur de police, Gérard Degorge, a été grièvement blessé à la hanche lors d'une interpellation le 6 août après un hold-up dans un sex-shop, 30, rue des Vinaigriers à Paris (10<sup>e</sup>). C'est alors que les quatre malfaiteurs sortaient de la boutique que le fusillade a éclaté : outre l'inspecteur Degorge, hospitalisé à la Pitié, un des gangsters a été blessé. Deux d'entre eux ont été arrêtés, pendant que les deux autres parvenaient à prendre la fuite.

● L'enquête sur le crime de Cannes. - La bonne de l'industriel parisien dont le fils a été égorgé le 4 août (le Monde du 6 août) s'était présentée à ses employeurs - la famille Schär - sous le nom de Mauricette Lambert-Micho. En fait, la carte d'identité dont disposait la bonne, qui a disparu après le crime, appartenait à une jeune Mauricienne de vingt-deux ans, qui s'est présentée aux gendarmes de Pomic (Loire-Atlantique). Celle-ci a précisé qu'elle avait perdu sa carte d'identité voici plusieurs mois et qu'elle n'était jamais allée à Cannes.

Deux ans de prison pour un conducteur en état d'ivresse

Le tribunal correctionnel de Douai a condamné, le 6 août, M. Jean-Louis Tallandier à deux ans de prison, pour conduite en état d'ivresse et homicides involontaires. Le 19 avril dernier à Douai, M. Tallandier, vingt-cinq ans, ouvrier imprimeur, avait provoqué un grave accident de la route au volant d'une voiture achetée quatre jours plus tôt et dans laquelle il transportait huit passagers (le Monde du 22 avril). Trois d'entre eux, dont deux enfants, avaient été tués.

Le contrôle effectué immédiatement après cet accident indiquait que le taux d'alcoolémie du conducteur atteignait 1,56 gramme. Ecrasé dès le 21 avril à la prison de Douai et poursuivi pour conduite en état d'ivresse, homicides involontaires et blessures involontaires, M. Tallandier, outre la peine de prison, a été condamné à 10 000 francs d'amende pour ces délits, à une contravention de 1 500 francs pour infraction au code de la route. Parallèlement, son permis de conduire a été annulé, avec interdiction d'en solliciter le renouvellement pendant une période de trois ans.

En ce domaine, M. Tallandier était un récidiviste, puisqu'il avait déjà comparu en 1985, devant le même tribunal, pour conduite en état d'ivresse. A l'époque, les juges l'avaient condamné à quinze jours de prison avec sursis et son permis de conduire lui avait été retiré pour une période de dix-huit mois.

Le cercle de jeux Concorde est rouvert par M. Pasqua

Après avis favorable de la commission supérieure des jeux, qui s'est prononcée le 19 juin, le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, a autorisé le 23 juin la réouverture d'un établissement de jeux parisiens, le cercle Concorde, fermé le 17 novembre 1986. Cette décision intervient dans un contexte particulier puisque cette autorisation profite à une association, le Cercle pour la communication et les relations humaines, créée par M. Edmond Raffalli. Or M. Raffalli apparaît dans l'affaire du Carrefour du développement à propos du vrai-faux passeport fourni à M. Yves Châlier alors en fuite au Brésil.

Selon M. René Baudin, inspecteur de la police de l'air et des frontières, M. Raffalli se trouvait, le 19 mai 1986, à l'aéroport de Roissy pour accueillir le docteur Pierre Chiarelli qui revenait de Rio-de-Janeiro avec un rapport manuscrit de M. Châlier sur les manipulations financières de l'association Carrefour du développement - lequel aboutira mystérieusement, deux semaines plus tard, dans la boîte

aux lettres - du ministre de la coopération, M. Michel Aurillac - et deux photos d'identité de l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci qui serviront à la confection, dans les locaux de la DST, d'un « vrai faux » passeport remis fin juillet à M. Châlier. M. Raffalli a contesté, devant le juge d'instruction, M. Jean-Pierre Michau, ce témoignage, assurant qu'il se trouvait à l'aéroport par hasard, pour accueillir une dame qui voyageait dans le même avion que le docteur Chiarelli.

Ecarté mais influent

M. Raffalli est une figure du monde des jeux parisiens (le Monde du 24 et du 29 janvier). Ancien collaborateur de Marcel Francisci, patron du cercle Haussmann, assis à Paris le 15 janvier 1982, il avait obtenu, le 1<sup>er</sup> mars 1979, l'autorisation d'ouvrir le cercle Concorde, situé 38, avenue des Champs-Élysées. Il exploitait ainsi à l'époque « en fermage » une autorisation bénéficiant officiellement au Cercle républicain, une association ayant son siège avenue de l'Opéra et fondée en 1907 pour « assurer la

défense des idées républicaines et des libertés publiques ».

Cependant, un conflit devait intervenir entre M. Raffalli et les financiers dont il s'était entouré. M. Antoine Antomarchi de Flamare et M. Louis Gomez Del Campo Baccardi. C'est dans ce contexte de tensions que, le 27 mars 1980, M. Antomarchi de Flamare est attaqué à coups de marteau par trois inconnus dans son parking.

Le cercle est fermé, puis rouvert en juillet 1980 avec cependant un retrait d'agrément comme directeur des jeux pour M. Raffalli. Le 2 novembre 1982, Gaston Defferre, alors ministre de l'Intérieur, impose une nouvelle fermeture, levée le 13 mars 1984 avec l'exigence que M. Raffalli soit écarté de toute participation active.

En fait, il reste très influent, ayant la confiance du « consortium de banques », groupement de financiers occultes sans lequel aucun cercle ne peut fonctionner. Enfin, un conflit ouvert entre M. Raffalli et les dirigeants du Cercle républicain entraîne une nouvelle fermeture le 17 novembre 1986. C'est celle-ci qui vient d'être levée, au bénéfice, semble-t-il, de M. Raffalli.

E. P.

Le dollar vaudra-t-il encore quelque chose dans deux mois ?

FUMÉE VERTE ROMAN

GÉRARD LE ROUX ROBERT BUCHARD

ALBIN MICHEL

Dans un grand roman, les révélations d'un banquier international. Un extraordinaire thriller.



## Société

Selon la commission d'enquête

## L'implantation des campings du Grand-Bornand était « imprudente »

L'installation des campings du Grand-Bornand a été autorisée réglementairement mais elle était imprudente : telle est, pour l'essentiel, la conclusion de l'enquête administrative ordonnée par le gouvernement après la crue dévastatrice qui, le 14 juillet dernier, avait fait vingt-trois morts et une dizaine de blessés. Les trois enquêteurs, MM. Marc Souffran, Jacques Estienne et Jacques Florent, ont remis leur travail, le jeudi 6 août, à M. Alain Carignon, ministre chargé de l'environnement.

« Aucune responsabilité humaine n'est engagée dans ce douloureux événement », le rapport des commissaires enquêteurs met indirectement en cause les services préfectoraux de la Haute-Savoie et ceux de la mairie du Grand-Bornand, qui ont autorisé, avec une certaine légèreté, l'ouverture de ces équipements de vacances sur un site à risques.

## Pas de système d'alerte

Allant au-delà de cette recherche en responsabilité, les enquêteurs formulent une série de suggestions positives qui ne manquent pas d'intérêt : ils excluent d'abord l'instauration d'un système d'alerte, « dont l'efficacité ne soulèverait pas que des problèmes techniques et financiers. La sagesse recommanderait de ne pas exposer les terrains de camping — particulièrement vulnérables à une inondation — à de semblables catastrophes. Ils ne devraient être installés en montagne qu'à l'issue d'une étude des possibilités et non de la probabilité d'inondation de la zone concernée. La collectivité n'a pas le droit de laisser courir aux citoyens le moindre risque pour une activité qui peut très bien s'exercer ailleurs. »

Contrairement à l'interprétation qui en a été donnée par le ministère de l'environnement,

## CORRESPONDANCE

## Attention aux stations de ski !

M. Jean-Claude Rouchouse, président de l'Association pour le développement et la diffusion des recherches en écologie et éthologie humaine (ADRET), nous écrit :

La catastrophe du Grand-Bornand n'a pas deux causes, mais trois : un phénomène météorologique d'une exceptionnelle intensité et imprévisible ; un terrain à risques sur lequel avait déjà déferlé un torrent de boue, en 1879 et en 1936, et pour lequel n'aurait pas dû être accordé un droit d'exploitation de camping ; l'aménagement des grandes stations de sports d'hiver.

En effet, celui-ci se caractérise par un débordement excessif. Or les arbres ralentissent la descente de l'eau vers les vallées. En outre, les skieurs et les engins de préparation des pistes tassent les prairies, ce qui diminue la perméabilité des sols. Enfin, les surfaces artificielles, gou-

dronnées, trottées, cimentées, sont imperméables, augmentant sans cesse.

Ces trois causes se sont cumulées, mais seule la dernière explique le caractère monstrueux de l'inondation. Bien d'autres communes sont dans le même cas que le Grand-Bornand.

Pour éviter de futures catastrophes, les mesures suivantes sont nécessaires : établir la liste de tous les torrents dont les bassins versants sont occupés en partie par des pistes de ski ; rebouter les grandes stations de sports d'hiver (ce qui augmente leur attractivité), ainsi que les versants non utilisés ; interdire les nouvelles méthodes de tassement des pistes, pour éviter qu'elles ne deviennent des glissières d'eau ; enfin, réaménager le lit des torrents et rétablir les tourbières de haute montagne qui font fonction d'éponges.

D'abord, « faire procéder dans chaque département à un recensement et à la classification des terrains de camping présentant un risque ». Puis, « accélérer l'élaboration des plans d'exposition aux risques, conçus dans un esprit moins perfectionniste qu'ils ne le sont actuellement et rendus ainsi moins coûteux ».

Les enquêteurs ont mis le doigt sur une imperfection de notre législation. Ce sont aujourd'hui les maires qui délivrent les autorisations de création de campings quand leur commune dispose d'un plan d'occupation des sols. Or, si leur décision est attaquée devant le tribunal administratif, cette action n'entraîne pas la fermeture du camping. Les trois fonctionnaires proposent donc qu'une telle mesure conservatoire devienne automatique en cas de litige puisque la sécurité publique est en jeu. Enfin, ils suggèrent que, même dans les communes où il n'existe pas — ou pas encore — de plan d'exposition aux risques, la construction sur les terrains exposés soit mieux surveillée et soumise à des conditions spéciales.

## Une prise de conscience

C'est donc à une prise de conscience accrue de leurs responsabilités que les trois « sages » invitent les maires et les fonctionnaires locaux de l'Etat. Au niveau supérieur, leur suggestion indique clairement aux pouvoirs publics quelles sont les procédures à améliorer pour que la prévention des risques devienne effective. Ils citent avec précision les textes, notamment ceux du code de l'urbanisme, qu'il conviendrait de modifier.

La mission d'enquête administrative a fait œuvre utile. M. Alain Carignon l'a reconnu implicitement en faisant publier sans délai ses conclusions et en mettant le rapport lui-même à la disposition du public au siège de son ministère (1). Il a, en outre, chargé M. Thierry Chambolle, le nouveau délégué aux risques naturels, de préparer « la mise en œuvre des recommandations de la mission d'enquête ».

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Ministère de l'environnement, 45, avenue Georges-Mendel, 75116 Paris.

## MÉDECINE

Une étude de l'Institut Pasteur

## Le virus du SIDA n'est pas le même chez l'homme et chez le singe

Deux équipes de chercheurs de l'Institut Pasteur (1) viennent de révéler, en collaboration avec le Centre de recherche sur les primates de Nouvelle-Angleterre, à établir la séquence (« carte d'identité ») du Simian Immunodeficiency Virus (SIV), un virus capable d'induire l'apparition d'un SIDA chez le singe macaque. Il apparaît que ce virus a une structure comparable à celle des HI-VI et HI-V2 — les deux virus du SIDA — et que, comme ces derniers, il appartient à la famille des lentivirus.

Le virus du macaque (SIV) est comparable à 75 % au HI-V2 et à 40 % au HI-V1. Par conséquent, explique-t-on à l'Institut Pasteur, « la présence du HI-V2 chez l'homme ne provient pas d'un simple passage récent du virus du singe à l'homme ; un tel passage a pu se produire dans le passé, l'autre hypothèse étant que les deux virus ont pu évoluer parallèlement dans les deux espèces, animale et humaine, à partir d'un ancêtre commun ».

Reste à savoir si le SIV analysé à l'Institut Pasteur est absolument identique au SIV qui infecte naturellement les singes verts et les singes. Mangabey d'Afrique. Ce point est important dans la mesure où l'on sait que, tout en étant infecté par le SIV, ces singes, pour des raisons inconnues, ne développent jamais de SIDA.

## La fin

d'une polémique ?

Quant aux macaques, n'étant pas infectés à l'état sauvage, ils ont sans doute été infectés accidentellement par un autre singe africain présent avec eux dans un centre de primates américains. Il pourrait cependant exister d'innombrables différences entre le SIV du macaque et le SIV du singe-vert.

Ces résultats devraient clore la polémique qui oppose l'Institut Pasteur à l'équipe du professeur Essex (université de Harvard, Boston), cette dernière ayant toujours affirmé que le SIV et le HIV 2 sont

pratiquement identiques (le Monde du 20 mai et du 6 juin).

Les macaques d'élevage atteints de SIDA pourront dans l'avenir être d'un grand secours dans la mesure où ils pourront servir de modèles animaux pour étudier le développement de la maladie et tester d'éventuels médicaments et vaccins. Ils ne constitueront cependant pas tout à fait un modèle vaccinal puisqu'on ne peut, chez les macaques, induire l'apparition d'un SIDA avec un virus humain.

A l'heure actuelle, les études sont menées chez le chimpanzé avec le HIV 1. Mais le problème est que, même si le chimpanzé présente l'avantage de pouvoir être infecté par le même virus que celui de l'homme, il ne développe pas de SIDA. On dispose donc aujourd'hui d'un modèle animal plus accessible, et ce n'est pas négligeable.

FRANCK NOUCHI.

(1) Lisa Chakrabarti, Mireille Guyard, Marc Allou, Mithiah D. Daniel, Ronald Desrosiers, Pierre Tellois et Pierre Sougou. Ces résultats sont publiés dans l'hebdomadaire Nature (daté 6 août).

## Où trouver des chimpanzés ?

Les recherches sur les vaccins contre le SIDA ne peuvent être conduites sur aucun autre animal que le chimpanzé. Un sujet ne pouvant être engagé que dans un seul test vaccinal, il faut disposer d'un nombre assez important de ces animaux. Où les trouver ?

On ne peut pas compter sur l'importation : elle est en principe interdite depuis que la France a ratifié la Convention de Washington, qui protège cette espèce en voie de disparition. La seule solution est l'utilisation de centres de production et d'étude. Il en existe dans différents pays, comme les Etats-Unis, le Japon, les Pays-Bas et le Gabon.

Mais la population actuelle de chimpanzés de ces centres ne suffit pas. Ainsi, aux Etats-Unis, l'Institut national de la santé humaine ne dispose que de sept chimpanzés, ce qui ne permet pas de conclure au moins cinq contrats pour développer la production de chimpanzés, avec les principaux centres de primatologie. Au Primate Research Institute de Kyoto, le professeur K. Matsubayashi a réussi à produire, par des techniques d'insémination artificielle, des chimpanzés, et même depuis plusieurs années un programme actif de conservation de semences.

La mise en œuvre de tels programmes est longue. Ils nécessitent des installations beaucoup plus complexes que celles habituellement utilisées dans les laboratoires. La taille et la force des chimpanzés, les exigences non seulement de sécurité mais aussi d'éthique, ainsi que les particularités des protocoles liés aux recherches sur le SIDA, requièrent des bâtiments spéciaux, un matériel adapté et un personnel très compétent. Tout doit être mis en œuvre pour que les quelques quarante années d'existence captive des chimpanzés inoculés se déroulent dans des conditions analogues à celles des autres chimpanzés de ces centres. Pour éviter la contamination, il faut substituer à l'insémination des individus de petits groupes de deux ou trois sujets du même sexe, avec de bonnes conditions d'espace, d'exercice, de stimulation. Il s'agit donc nécessairement d'un programme très coûteux.

## Banque de sperme

pour primates

La France, pourtant au premier rang avec les Etats-Unis des

recherches sur le SIDA, ne possède aucun centre de ce type. Deux solutions sont possibles. Le Centre international franco-anglais de Francville qui élève des chimpanzés d'anthropologie pourrait peut-être participer à ces recherches. Par ailleurs, le centre hollandais de primatologie de Rijswijk envisage de consacrer vingt de ses chimpanzés à la recherche sur le SIDA, avec un appel de fonds à la CEE.

Une participation de la France serait opportune mais non suffisante et ne dispenserait pas de constituer un élevage national. Il faudrait mettre progressivement en œuvre un centre français. Le délai d'établissement d'une colonie fonctionnelle permettrait un échelonnement des crédits utilisés. L'unité de départ pourrait se limiter à une banque de sperme, réalisable à partir d'un seul chimpanzé mâle, et à quelques femelles régulièrement inséminées. Les jeunes qui naîtraient seraient d'abord utilisés de façon intégrée dans des protocoles expérimentaux compatibles, amorcés ainsi le coût de leur élevage, avant d'être engagés dans des essais sur le SIDA.

Docteur B. BRÉSARD.  
(Ecole nationale vétérinaire de Maisons-Alfort.)

## REPÈRES

## Religions

## Un collège traditionaliste en Bretagne

Des amis de Mgr Marcel Lefebvre ouvrent, le 19 septembre prochain, un collège traditionaliste à Saint-Père-Merc-en-Poivre (Ille-et-Vilaine). Une quarantaine de jeunes garçons, du CM1 à la 3<sup>e</sup>, fréquenteront cet établissement privé, baptisé « Sainte Marie », le sixième n'entendrait aucune relation avec le diocèse de Rennes. L'enseignement comprendra des prières quotidiennes, deux heures de cours religieux et deux messes par semaine.

## Une délégation de la communauté juive au Vatican

Jean-Paul II doit recevoir, fin août, ou début septembre, cinq représentants de la communauté juive qui entendent protester contre la venue au Vatican, le 25 juin dernier, du président autrichien Kurt Waldheim. Cette entrevue précéderait le voyage que doit faire le pape dans neuf villes des Etats-Unis, du 10 au 19 septembre prochain, et au cours duquel est prévue une rencontre avec la communauté juive américaine, à Miami. Au Vatican, la délégation juive souhaiterait évoquer aussi le rôle de l'Eglise catholique durant la période nazie et la non-reconnaissance diplomatique de l'Etat d'Israël par le Saint-Siège.

**Le Monde**  
PUBLICITE LITTÉRAIRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4356

## Démence sénile

## Un médicament testé aux Etats-Unis

Le service américain de la santé publique vient de décider de tester dans dix-sept centres de recherche des Etats-Unis un médicament expérimental, le tétrahydroaminoacétidine (THA) destiné à traiter les troubles de la mémoire observés chez les patients atteints de maladie d'Alzheimer. Une première étude faite sur des patients atteints de troubles de la mémoire avait permis d'obtenir des résultats encourageants (le Monde du 14 novembre). En attendant de confirmer l'efficacité de ce produit par une plus large étude, les chercheurs préconisent que le médicament n'est pas capable d'arrêter l'évolution de la démence sénile. — (APF.)

## Incendies

## L'automobiliste d'Olhoules était ivre

Le conducteur de la voiture qui a pris feu après avoir quitté la route, et qui a décollé, le mercredi 5 août vers 17 heures, la gigantesque incendie d'Olhoules (Var), avait 1,76 gramme d'alcool dans le sang. Il s'agit d'un veillard de nuit demeurant à Sanary qui a été retrouvé dans le fossé à côté de son véhicule en flammes. Il a été entendu jeudi au commissariat de police de Sanary et devait être présenté vendredi matin au parquet de Toulon. Le sinistre d'Olhoules, qui a duré plus de six heures, a, malgré l'intervention massive de moyens de lutte terrestres et aériens, détruit 100 hectares de pinède, blessé neuf personnes et causé de gros dégâts matériels.

## Vieillesse

## Traitements de jouvence interdits en RFA

L'Office fédéral de la santé a suspendu, le jeudi 6 août, jusqu'au 30 juin 1988, les licences d'utilisation en RFA de traitements de jouvence fondés sur l'injection de cellules animales séchées. Ces traitements, explique-t-il, ont provoqué plusieurs cas d'allergies très violentes dont quelques-uns ont entraîné la mort du patient. Dans d'autres cas, précise l'office, les injections ont entraîné de graves affections du système nerveux central. En tout cas, ces traitements « n'ont pas, à ce jour, prouvé leur efficacité ». L'interdiction frappe deux cent trente-cinq préparations, fabriquées par quatre sociétés. En outre, l'Office fédéral de la santé met la population en garde contre l'utilisation de traitements de jouvence fondés sur l'injection de cellules vivantes, prélevées sur des glandes d'agneaux ou de chevreuils. Ces traitements présenteraient les mêmes risques que les préparations à base de cellules séchées. — (APF.)

**VENDEZ**  
TOUTE L'ANNÉE  
LIVRES, DISQUES  
SACELP, société d'achat  
de la LIBRAIRIE  
**JOSEPH GIBERT**  
2, rue de l'Ecole-de-Médecine  
angle 26, BOULEVARD Saint-Michel  
Tél. : 40-46-02-15, 75006 Paris  
M. Odéon - RER Luxembourg

## Une thèse singulière

Le dernier numéro du magazine Action Côte d'Azur, diffusé dans la région de Nice, consacre au SIDA un étranger dossier. « Il faut se rendre à l'évidence, écrit-il, c'est parce qu'un Noir a sodomisé un singe vert que le SIDA a démarré en Afrique avant de gagner l'Europe ».

« On pourrait sourire face à de telles inepties », remarque M. Henri Fiezbin, député des Alpes-Maritimes, apparenté socialiste. Il demande néanmoins, dans une question écrite au premier ministre, si les textes de cette équipe qui « fait partie des proches collaborateurs du maire de Nice » (M. Jacques Médéric, RPR), ne lui paraissent pas « tomber sous le coup des lois réprimant le racisme, et si il n'entend pas engager des poursuites contre ce journal ».

« Action Côte d'Azur » publie dans le même numéro sous le titre « Le coût de l'action sanitaire et sociale dans les Alpes-Maritimes », les noms et adresses de douze personnes — dont onze Maghrébines — censées ne pas avoir acquitté leurs frais d'hospitalisation. Publication que M. Fiezbin juge « illégale » et pour laquelle il demande à M. Chirac une enquête rapide.

**Le Monde**  
aux ministères  
**LES INFOS**  
Les derniers flashs.  
L'actualité en direct.  
3615 TAPEZ LEMONDE

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDOPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-66-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Directeur : André Fontaine

Directeur de la publication : Hubert Bourde-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Larroque (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bourde-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wonts

Rédacteur en chef : Daniel Verne

Correspondant en chef : Claude Salen

**Le Monde**  
PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71

Tél. MONDOPUB 284 136 F

Le Monde (USPS 705-910) is published daily, except Sundays for \$ 4.00 per year by Le Monde c/o Speedipress, 45-49 38 st street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at L.C.I. and additional offices. N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedipress U.S.A., P.O.C., 45-49 38 st street, L.C.I., N.Y. 11104.

## ABONNEMENTS

BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

667 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par avion)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres ou capitales d'imprimerie.

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 26-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395 - 2037

## Carnet de route

Le carnet de route est un document qui permet de suivre l'évolution d'un projet ou d'une action.

Il est composé de plusieurs pages où l'on note les dates, les lieux, les personnes impliquées, les actions réalisées, les résultats obtenus, etc.

C'est un outil très utile pour les associations, les entreprises, les collectivités, etc.

Il permet de visualiser l'ensemble d'un projet et de s'assurer que tout se déroule comme prévu.

Il est également possible de l'utiliser pour suivre l'évolution d'une situation ou d'un problème.

Il est donc un outil très polyvalent et très utile.

Il est disponible sous forme de brochure ou de livret.

Il est vendu à un prix très raisonnable.

Il est distribué gratuitement par Le Monde.

Il est également possible de le commander directement.

Il est donc un outil très utile et très polyvalent.

Il est disponible sous forme de brochure ou de livret.

Il est vendu à un prix très raisonnable.

Il est distribué gratuitement par Le Monde.

Il est également possible de le commander directement.

Il est donc un outil très utile et très polyvalent.

Il est disponible sous forme de brochure ou de livret.

Il est vendu à un prix très raisonnable.

Il est distribué gratuitement par Le Monde.

Il est également possible de le commander directement.

Il est donc un outil très utile et très polyvalent.

Il est disponible sous forme de brochure ou de livret.

Il est vendu à un prix très raisonnable.

Il est distribué gratuitement par Le Monde.

Il est également possible de le commander directement.

Il est donc un outil très utile et très polyvalent.

Il est disponible sous forme de brochure ou de livret.

Il est vendu à un prix très raisonnable.

Il est distribué gratuitement par Le Monde.

Il est également possible de le commander directement.

Il est donc un outil très utile et très polyvalent.

Il est disponible sous forme de brochure ou de livret.

Il est vendu à un prix très raisonnable.

Il est distribué gratuitement par Le Monde.







## ESCALES

Vauban  
dans la lumière

« En attendant Vauban » : un « son et lumière » inscrit dans le décor des remparts de Briançon est consacré à celui qui a marqué l'architecture de la ville. Ce spectacle retrace une période allant de la Charte de 1343 à la Révolution et donne l'image d'un homme qui incarne l'ambiguïté de l'Histoire : Vauban guerrier, noble et démocrate, célèbre puis diabolisé.

Cette création, qui a rassemblé en 1986 plus de dix mille spectateurs, repose sur des moyens assez exceptionnels : le site d'abord, mais aussi cent vingt comédiens, trois cents costumes, des cavaliers et des effets pyrotechniques. Dernières représentations les 8, 11, 12, 14 et 15 août.

La Toscane  
en ses jardins

Sans ignorer les trésors de Florence ou de Sienne, on peut visiter la Toscane comme en se promenant dans un jardin. C'est le propos de Monde et merveilles (20, rue Paul-Bert, 75011 Paris ; tél. : 43-48-90-85), qui consacre aux « Jardins et paysages en Toscane » son voyage du 20 au 27 septembre.

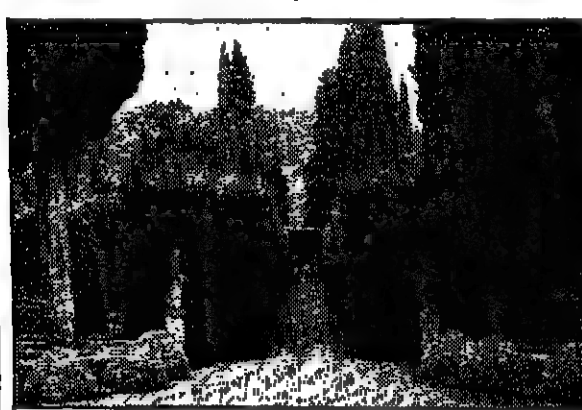
Cohérence et composition sont les traits marquants de ce paysage auquel le cyprès apporte un caractère symbolique et ornemental, écrit l'organisateur, qui voit « dans l'architecture végétale géométrisée du jardin toscan de la Renaissance l'image de l'harmonie retrouvée entre l'homme et la nature ». Affirmation que le voyageur vérifiera à Florence, à Sienne, à Pienza comme à Montepulciano.

D'un programme documenté et riche, on retiendra que l'amateur isolé ne pourrait contempler : la visite de nombreux jardins, villas et parcs privés, comme à Florence, les jardins de la villa La Pietra, parmi les plus beaux du dix-huitième siècle, et celui de la villa Gambiara à Settignano.

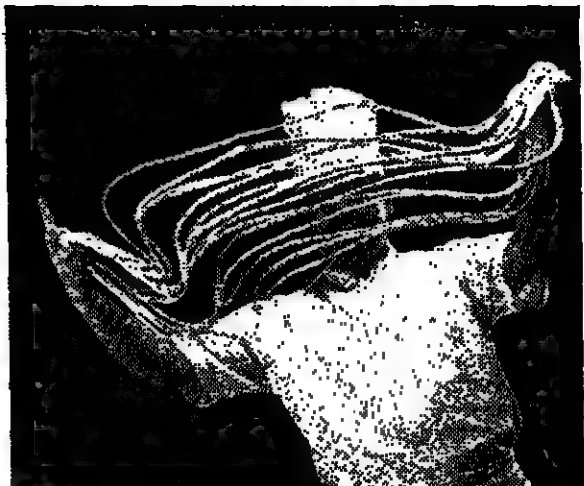
La prix de ce divertissement humaniste — 6400 F par personne — comprend le transport en wagons-rts T2 Paris-Florence-Paris, le circuit en autocar, les transferts, l'hébergement en hôtel de bonne catégorie en chambre double, les excursions, visites et droits d'entrée, l'assurance, ainsi que l'assistance d'un guide accompagnateur.

Deux couverts  
pour 20 heures  
à Hongkong

Les cuisiniers de Hongkong ont toujours été agacés par la morgue de leurs homologues de Chine communiste, qui sourient qu'ils ne savent pas ce que c'est l'on peut manger hors des frontières est nul et non avenu. Régulièrement ils lan-



C. DESNOYERS



D.R.

cent des défis aux « nouveaux territoires », faisant de l'endroit un point chaud de batailles gourmandes.

Cette année, du 16 août au 16 septembre, les meilleures toques de l'île feront chauffer leurs fourneaux dans le cadre d'un festival gastronomique dont Go Voyages (3, rue d'Edimbourg, 75008 Paris, tél. : 45-22-08-50) affirme qu'il méritait le déplacement. Ainsi, du 4 au 11 septembre, cette agence propose-t-elle un forfait pour aller goûter de plus près les exploits des chefs du Jade Garden, du Man Wah, du Peking Garden...



D.R.



D.R.

Prix par personne Paris-Paris : 12 500 F. Ce tarif comprend l'hébergement, le petit déjeuner, les dîners, un déjeuner, les transferts, la soirée Yum Sing (tour qui permet de découvrir le site nocturne de Hongkong), les activités culinaires (visites de marchés, cours de cuisine) et les visites avec guide parlant français.

L'Aragon  
randonneur

Il s'agit sans doute ici de la destination la moins lointaine qu'Explorer (116, place de la Madeleine, 75008 Paris, tél. : 42-66-66-24) ait inscrit à son catalogue : une randonnée en Espagne, en haut Aragon. Spécialiste reconnu pour le sérieux des « expéditions » qu'il organise, il propose ici douze jours de marche par les monts d'Aragon après une traversée des Pyrénées au départ de Lourdes.

Aspects pratiques : randonnées de moyenne montagne à une altitude d'environ 1 800 mètres, étapes quotidiennes de 4 à 6 heures,

matériel et bagages transportés en voiture par des itinéraires différents, nourriture à base de produits locaux, nuits sous la tente et à l'hôtel, encadrement français. Prix de Lourdes à Lourdes : 4 700 F. Départs : 19 septembre et 3 octobre.

Cordillera  
en cartes

Ne plus laisser le voyageur partir à l'aveuglette, n'importe comment. Il y a déjà plusieurs années que des librairies ont pris en main l'information que de plus en plus le candidat aux grandes et lointaines découvertes réclame. Parmi elles, L'Astrolabe (46, rue de Provence, 75009 Paris, tél. : 42-85-42-95) a voulu aller un peu plus loin en se lançant dans la publication de cartes de certaines parties du monde géographiquement encore peu traitées.

Après avoir publié dans le courant de l'hiver la première carte contemporaine du Tibet et réédité la carte du Cachemire et du Ladakh, elle se lance dans la cartographie de la cordillère des Andes : la première carte détaillée du Pérou et du nord de la Bolivie à l'échelle 1/2 500 000 vient de paraître. Outre un



D.R.

fond topographique en couleurs permettant d'avoir une vision claire de la montagne et de ses différents massifs, elle donne une image précise du bassin amazonien et des rivières qui le composent. En juillet paraîtra la deuxième carte de cette série : Colombie-Equateur : 1988 verra la parution de la carte Venezuela-Guyane. La carte Pérou-Bolivie, format 65x92, en couleurs coûte 57 F.

Rivières  
ariégeoises

Visiter l'agile rupestre de Vals, la rivière souterraine de Labouche ou le musée paysan de Lapège, partir en excursion le long de la cascade de l'Ar ou du Salat, affluer au sud de la Garonne, survoler les châteaux castillans de Roquefixade, de Puivert et de Montségur : Vacances en poche (12, rue Salambô, BP 2166, 31022 Toulouse Cedex, tél. : 61-57-80-26) incite à découvrir ainsi l'Ariège, loin des grandes routes.

Se proposition, valable du 22 août au 1<sup>er</sup> octobre, est plaisante. Pour 1 180 francs par personne, le voyageur vend : sept bons d'hôtel en

demi-pension (à utiliser dans trois établissements, à Ussat-les-Bains, Ax-les-Thermes et Aulus-les-Bains), une carte « Vacances en poche », qui donne droit à une réduction de 10 % dans les restaurants agréés, et des coupons de vol pour admirer d'en haut les châteaux cathares (aéroport de Pamiers) et les Pyrénées (aéroport de Saint-Giron).

A condition de séjourner au moins dans l'un des hôtels sélectionnés — sur demande, le voyageur se charge de la réservation des chambres — on peut donc bâtir son circuit à peu près à sa guise. Et, pour un supplément de 175 francs, Vacances en poche délivre un carnet de vingt billets grâce auxquels une réduction moyenne de 15 % est faite à l'entrée des sites, comme la grotte de Lombrives ou le château de Foix.

Marche  
suisse

Jusqu'au 15 octobre, l'Union fibougeoise du tourisme (case postale 48, CH-1700 Fribourg 3, tél. : (37) 24-56-44) propose aux adeptes du tourisme pédestre un forfait d'une semaine sur l'itinéraire des Présalpes fibougeoises. La randonnée n'est pas accompagnée, le marcheur suit simplement un balisage très dense tout le long du parcours.

Il reçoit avant le départ une documentation pratique ainsi qu'un carnet de chèques pour les prestations dont il pourra bénéficier durant la semaine, soit l'hébergement et la demi-pension en hôtel (sept nuits) et cabane de montagne (une nuit), un pique-nique pour chaque étape, divers transferts en début et fin de boucle, ainsi que l'assurance. Prix : entre 2 400 F et 3 000 F.

RÉSIDENCES CAMPAGNE  
MER MONTAGNE

**VILLAS A LOUER GRÈCE**  
Des locations  
juin à octobre.  
Tél. 43-25-28-30.

**AIX-EN-PROVENCE**  
2 km du centre. Site protégé. BELLE  
résidence récente 300 m<sup>2</sup> habitables,  
pièce, air climatisé, 3400 m<sup>2</sup> jardin, arboré,  
piscine, 11 clos, conv. 2/3 fam. Lib. suite.  
Prix 1 850 000 F. Tél. 90-59-37-02.

## VACANCES-VOYAGES

## HÔTELS

## Bordeaux

**33160 SALAUNES**  
Entre mer et vignoble bordelais.  
Dans superbe parc, piscine, tennis, golf, club.  
Hôtel Restaurant \*\*\*-NN  
1/2 pers. 245 F. Prix sp. enf. - LES ARDILLIERS  
33160 SALAUNES. Tél. 54-05-20-70.

## Côte d'Azur

**NICE**  
**HOTEL LA MALMAISON**  
Magnifique Parc Western \*\*\*-NN  
Hôtel de charme près mer,  
calme, grand confort.  
TV COULEUR PAR SATELLITES  
Restaurant de qualité.  
46, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-87-62-56 - Tél. 470-410.

## HOTEL VICTORIA \*\*\*

33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-88-39-60  
Plein centre-ville. Calme.  
Petit parking, grand jardin,  
chambre, TV couleur,  
tél. direct, minibar.

## Montagne

**05490 SAINT-VÉRAN**  
(Hautes-Alpes, Queyras)  
Parc rég. Site classé. Stat. village. Pisc. fond. Plus lie comm. d'Europe, 2040 m.  
**LE VILLARD + TENNIS**  
Chamb. et duplex + cuisine, dcp.  
350 F pers./sem. Tél. 92-45-82-08.  
**BEAUREGARD + TENNIS + PISCINE**  
Pensions 1190/1680 F sem. Demi-pens.  
910/1400. Tél. 92-45-82-02.

## Pyrénées

**AU PIED DES PYRÉNÉES**  
FORFAIT 7 jours pers. ou 1/2 pers. Tarif.  
doc. RELAIS ASPLOS, 64400 OLORON.

## Suisse

**LAC MAJEUR LOCARNO**  
**GRAND HOTEL**  
Complètement rénové. Nouvelle piscine.  
Tennis. Au sein d'un grand parc au centre  
de la cité. Cuisine soignée. Dr. A. COTTI  
Tél. 19-41/93/33032 - Tél. 946 143  
Via Scapione, CH 6600 LOCARNO.

## CH-3925 Grächen

**Vallée de Zermatt**  
**HOTEL BEAU-SITE \*\*\***  
FS-55 - demi-pension  
piscine, parking, 1 enf. moins 2 ans.  
gratuit  
TGV direct Paris-Brig  
Tél. : 1941-23-56-26-56.

## LEYSIN (Alpes Vaudaises)

**HOTEL SYLVANA \*\*\***  
Idéal pour vacances d'été. Promenades  
pédestres. Situation calme. Vue panorami-  
que. Arrang. familiaux.  
Fam. BONELLI, prop.  
Tél. 19-41/25/34-11-36. CH-1854 LEYSIN.

## Une Antille élevée à l'anglaise

(Suite de la page 11.)

C'est là en effet — une zone dans laquelle les touristes peuvent entrer sans difficulté aucune — que vivent les quelques trois cents Indiens caribbes dont le dernier à n'avoir jamais parlé anglais serait mort, dit-on, voilà plus de cinquante ans. Grâce aux dons de leur communauté et au commerce pratiqué avec les touristes, les Indiens caribbes (qui n'hésitent pas à poser fièrement dans leur case en bois pour la photo souvenir) ont monté toutes les infrastructures nécessaires pour demeurer dans leur territoire. Et tant pis pour celui ou celle qui part se marier en dehors de Saint-Cyr : plus question de venir y habiter après. Ici, on vit en famille, dans la communauté. L'Etat dans l'Etat par excellence.

La Dominique n'affiche pas de biens de consommation par voyeurisme ou par exhibitionnisme, contrairement à la Guadeloupe ou à la Martinique, où, pour « faire bien », les grosses cylindrées rutinent stationnement devant de minuscules cases de deux pièces. Ici, les voitures sont plutôt utilitaires, et il n'est pas rare de voir douze (lorsque ce n'est pas quinze) personnes dans une camionnette bâchée. Les habitants ont beau être méprisables, ils n'en sont pas moins souriants, et simples, à l'image des Britanniques qui les ont colonisés jusqu'à la dernière décennie. Les traces laissées par le passé sont presque positives et en dehors du côté fonctionnel de telle ou telle chose, les Dominicains se passionnent pour l'entretien de leur maison et son aspect extérieur.

Une tournée  
par an

Autre visage de la colonisation, le réseau de communications mis en place par la Grande-Bretagne. Pour les quatre-vingt mille habitants de cette île du tiers-monde, plus de quatre mille téléphones, une liaison radio reliant l'île à Sainte-Lucie, deux stations de radio et deux télévi-

sions dont une d'Etat, avec réception par satellite, la Dominica Broadcasting Corporation (DBC).

Un hebdomadaire appartenant à un groupe privé tire 25 000 exemplaires depuis 1909 et une gazette gouvernementale circule à 550 exemplaires par semaine. Et partout, dans les autobus comme dans les rues, la musique. Cette musique enjouée comme celle d'Exile One, groupe à la mode en Europe, comme en Caraïbe, et dont les jeunes aiment à rappeler que les membres d'aujourd'hui installés aux Etats-Unis, sont nés à la Dominique et chantent en créole des morceaux « que les Blancs dansent sans les comprendre ».

Etrange contraste que cette musique envahissante — à tous les sens du terme — avec le charme de la chanteuse la plus célèbre de l'ensemble des Petites Antilles, Ophelia, qui se produit encore, à raison d'une tournée annuelle...

ANDRÉ LÉGER.

Pour les fêtes du 15 août 1987  
« Tourisme SNCF » vous propose :

Voyage de deux jours	
La Sarthe - Son et lumière - au château du Lude	1 100 F
Voyage de trois jours	
Bruxelles - Bruges - Avers	1 650 F
La Rochelle à la carte	880 F
Berne par le TGV	990 F
Interlaken à la carte	1 560 F
Les grands barrages et la Grande Charronnie	1 750 F
Le lac d'Annecy et le lac Léman	1 930 F
Hollande typique	3 120 F
Séjour d'une semaine	
Une semaine à Rome	2 840 F
Florence - Venise - Lac italien	5 350 F
Grisons - Dolomites - Lac de Cardè	3 570 F
Séjour dans le Tyrol	3 120 F
Tour d'Autriche avec Vienne l'enchantement	4 400 F
Le cœur de la Hollande à bicyclette	4 160 F
Les croisières aux Iles grecques	
A bord : du Romanos, de la Palma (huit jours) à partir de	3 630 F
Croisières des sept mers (14 jours)	
La Sardaigne, Italie, la Grèce, la Turquie, la mer Noire (avec Yalta et Odessa en URSS), Bures, en Bulgarie, à partir de	11 290 F
et toujours les voyages « train + hôtel »	
Renseignez-vous dans les agences de tourisme SNCF, dans les gares du RER, dans les gares SNCF (Paris et province) par correspondance : BP n° 6208 - 75362 Paris, par téléphone : 16 (1) 45-63-05-81.	

HOMMAGE  
À  
FERRARI

PROLONGATION  
JUSQU'AU  
31 AOÛT

FONDATION Carlier  
POUR L'ART CONTEMPORAIN  
3 RUE DE LA MANUFACTURE  
78350 JOUY-EN-JOSAS  
Tél. (1) 39.88.46.46  
OUVERT TOUS LES JOURS DE 11 H A 19 H  
ET DE 11 H A 2 H LES SAM. ET DIM.

(Publicité)

**L'ESPAGNE EN TRAIN**  
Voyagez sans limitation  
de kilomètres pendant  
8, 15 ou 22 jours  
dans tous les trains  
intérieurs du réseau  
espagnol RENFE  
**A PARTIR DE 450 F**  
Renseignements :  
**RENFE**  
1, avenue Marceau,  
75116 PARIS  
Tél. 47-23-52-01

**NOS TOURS DU MONDE 1987**  
DERNIER départ le 2 octobre

**SINGAPOUR - JAVA  
BALI - SYDNEY - TAHITI  
MOOREA - BORA BORA  
SAN FRANCISCO**  
30 jours de Paris à Paris  
du 2 au 31 octobre : 25 850 F

**LA CROIX DU SUD**  
5, rue d'Amboise, 75002 PARIS  
Tél. 47-81-82-70-71-88-11-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-



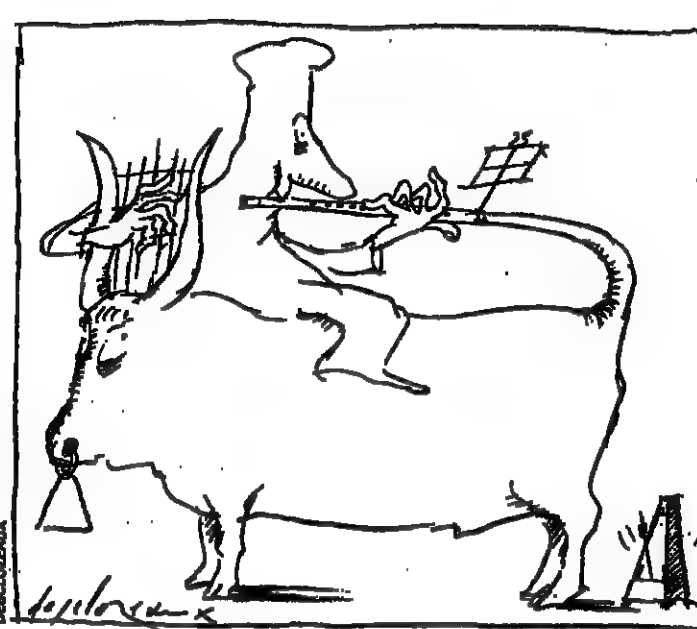
هكذا من الأكل

# LA TABLE

## Bœuf en joue

**C'**EST le plat des jours chauds par excellence. Ou du moins cela devrait l'être. Encore faudrait-il qu'il soit succulent.

« Vous avez un chef de tout premier ordre ! Voilà ce qu'on ne peut obtenir au cabaret. Je dis dans les meilleurs : une daube de bœuf où la gelée ne sente pas la colle, où le bœuf ait pris le parfum des carottes. C'est admirable. Permettez-moi d'y revenir... »



Ainsi s'exprime M. de Norpois, invité des parents du narrateur dans *A l'ombre des jeunes filles en fleurs*. Il est vrai que « Michel-Ange de la cuisine » (ainsi Proust baptise-t-il la bonne Françoise) court la halle pour se faire donner les plus beaux morceaux de rumsteack, de jarret et pied de veau, « comme Michel-Ange passant huit mois dans les montagnes de Carrare à choisir les blocs de marbre les plus parfaits pour le monument de Jules II ».

Et cela me fait souvenir d'une anecdote vieille de quelques lustres. On préparait, chez Maxim's, un « dîner Proust ». Y figurait naturellement, entre la sole normande et la salade de truffes et d'ananas, le bœuf en gelée cher à Norpois. A un repas d'essai il se révéla décevant, sinon médiocre. On m'objecta que le morceau choisi, l'aiguillette, était classique. Je n'en discutai point, mais sa « mâche » en était laborieuse. On recommença avec du filet. Ce fut à peine mieux. Je proposai alors la joue de bœuf : que n'avais-je dit là ! De la joue de bœuf chez Maxim's ! Aujourd'hui le bœuf en gelée figure rarement sur les

cartes, le plus souvent annoncé aiguillette. On n'oserait parler de « daube », et pourtant c'est d'une daube qu'il s'agit — ou devrait s'agir !

Le filet de bœuf en gelée, le *Répertoire de la cuisine* en donne plusieurs recettes : chevet, coquelin (nappé d'une julienne), mistral (garniture de tomates provençales), montibéry (garniture de haricots verts, macédoine, fonds d'artichauts aux pointes d'asperges), à la russe (gelée garnie de truffes hachées), scandinave (gelée au madère et bouquetière de légumes). Mais tout cela n'est que mots et, que l'on me permette, la musique est ailleurs. Or, à propos de la daube de bœuf en gelée on peut parler musique. Le bœuf lui-même est une trame vivante d'où s'échappent, avec la gelée, les variations de l'orchestre, l'harmonieuse méditation des cordes, le petit air lointain et persillé de la flûte, la note aigre du triangle vireux, le savantissimo piano des légumes de soutènement. La célèbre petite phrase de Vinteuil et de l'amour de Swann pour Odette va-elle naître de l'écrasement, sous la langue, d'une parcelle de cette gelée magique ? Certes. A condition que la viande suive le mouvement. Est-elle aujourd'hui moins souple et tendre qu'hier ? Ou est-ce question de temps ? La cuisson est une longue patience, ici.

Alors ? La joue de bœuf ? Georges Chaudieu, directeur de l'Ecole professionnelle de la boucherie de Paris, nous dit : « La joue de bœuf, c'est une demi-mâchoire inférieure du bovin tapissée de ses muscles. Elle fait partie des abats et est souvent vendue par les tripiers, également par les bouchers abattoirs qui commercialisent entièrement l'animal » (mais en existe-t-il encore dans les villes ?) Et il conclut : « La joue de bœuf est un morceau à bouillir et à braiser. » Eh bien, croyez-m'en, la joue de bœuf en daube fait un excellent bœuf en gelée !

Il n'y faut ménager ni le lard gras, ni les couennes fraîches, ni le pied de veau déossé, ni les oignons, carottes, câloux d'ail, ni les épices et moins encore vin et eau-de-vie. Une merveille, vous dis-je !

Et combien il me plaît de trouver cette joue de bœuf en gelée osant dire son nom à la carte de la Ferme des Mathurins (17, rue Vignon, Paris 9<sup>e</sup>). Tél. : 42-66-46-39. Ailleurs on la baptiserait bonnement bœuf en gelée, mais ici M. Marin sait bien que ses clients sont de ceux mûrs sensibles à la qualité du plat qu'ils aiment de l'appellation.

LA REYNIÈRE

## SEMAINE GOURMANDE

Pour le gourmet, les plaisirs de la table et ceux de l'esprit peuvent se conjuguer. Le gastronomiste saura profiter des vacances pour relire ses ouvrages familiers. Comment, par exemple, passer par Le Puy (Haute-Loire) sans évoquer l'idéalisme velleux de Jules Romains ?

### Hôtel Cris'tel au Puy

Le hameau de La Chapuze, à Saint-Julien-Chapteuil, est à 20 km du Puy. En 1885 le petit Louis Farigoule (Jules Romains). En revenant de la pierre Saint-Andéol, où l'on menait les enfants faire leurs premiers pas afin qu'ils marchent tôt et aient la jambe bien faite, notes cet hôtel calme, moderne, dont la cuisine rustique est enchantée l'auteur des *Hommes de bonne volonté* : tripiers et petit sauté aux lentilles (du Puy évidemment !), truite de rivière à l'aubergine et filet au roquefort, magret aux câpres et fromages du pays. Menus de 60 à 100 F. Découvrez les vins d'Auvergne.

**HOTEL CRIS'TEL**  
18, bd Alexandre-Claire.  
Tél. : 71-02-24-44.  
Fermé vendredi midi et samedi.  
AE - CB.

### Le Pré Bossu à Moudreyes

De Saint-Julien-Chapteuil au Puy un léger détour vous pourrait mener à Moudreyes, presque au pied du Mézenc. A ce Pré Bossu, où le patron au prénom espagnol et au nom flamand, Carlos Grootaert, traite, en une ferme rénovée, les produits du pays. Truite sauvage du lac de Saint-Front aux algues, lapin au miel du pays, poulette aux câpres brouillées et herbes du jardin, pigeonneau en pot-au-feu. Menus de 100 à 180 F et carte, compter 250 F.

**LE PRÉ BOSSU**  
à Moudreyes  
par La Monestier-sur-Gazaille.  
Tél. : 71.05.10.70.  
AE.

### L'Écho et l'Abbaye à La Chaise-Dieu

Du Puy, par la D. 906, gagnez La Chaise-Dieu (et prenez le temps de visiter ce village architecturalement si riche). Puis découvrez ici, au fil des menus (de 70 à 170 F) le filet mignon de porc à la crème de myrtilles, le gigot de poulette aux écrivasses, dans un cadre

cosu ou sur la terrasse de cette maison peu connue.

### L'ÉCHO ET L'ABBAYE place de l'Écho

Tél. : 71-00-00-45.  
AE - DC - CB.

### Le Livradois à Ambert

Ici nous entrons dans le Puy-de-Dôme. Mais comment ne pas relire les *Copains*, un petit chef-d'œuvre de Jules Romains qui s'y déroule tout entier et dont l'hôtel de ville circulaire fut sa cible d'ironie ? A Ambert, donc, le Livradois : paupiette de saumon braisé aux herbes maraichères, émincé de dos de lapereau, nougatine au miel toutes fleurs, sauce anisée. Menus de 70 à 250 F et carte en cette salle à manger rustique donnant sur le monument élevé à Henri Pourrat, autre chanteur du pays.

**LE LIVRADOIS**  
1, place du Livradois.  
Tél. : 73-82-10-01.  
Fermé dimanche soir et lundi.  
AE - DC - CB.

### L'Ambassade à Paris

C'est été le rendez-vous parisien des « Copains » que cette Ambassade d'Auvergne. Le décor conservé mais rejoint d'uberge, la cuisine du terroir magnifiquement exaltée par le travail (cuisine et salle) de toute une famille. Pour ceux qui restent à Paris en août, c'est déjà un voyage que ce retour aux sources du cassoulet aux lentilles (du Puy, bien sûr !), de l'ail, de la soupe aux choux, de l'estofoiné, du boudin aux châtaignes, de la potée, des merveilleux fromages et des vins du pays. Mon régal : la salade de pieds de porc à la fourme d'Ambert, les côtes de brebis à la crème d'ail, la mouseline glacée à la vanille du Velay. Compter 250-300 F.

**L'AMBAassade**  
d'Auvergne  
22, rue du Grenier-Saint-Lazare  
Paris (3<sup>e</sup>).  
Tél. : 42-72-31-22.  
Fermé dimanche.  
Parking : 25, rue Beaubourg.  
CB.

**Rectificatif.** — Contrairement à ce que nous avons indiqué dans le Monde sans visa du 25 juillet, le restaurant Les Allobroges (71, rue des Grands-Champs, 75020 Paris) ne sera pas ouvert tout le mois d'août : il sera fermé du 8 août au 1<sup>er</sup> septembre.

# AVIGNON 40 ANS DE FESTIVAL VUS PAR Le Monde



**C'**est l'idée de Jean Vilar et sa plus belle œuvre. Il le dirigea et l'inspira jusqu'à sa mort en 1971. C'est aujourd'hui encore, avec la nouvelle génération, le lieu de création où se forge la vie culturelle du pays.

Dans le cœur du palais des Papes, durant les années 50, Gérard Philipe était une idole. Béart, Planchon, Ariane Mnouchkine et Vitez, entre autres, lui firent écho par la suite.

De 1947 à 1986, le Monde évoque année par année les événements du festival, montre le développement du « off » et publie les critiques, parues à l'époque, des principaux spectateurs.

numéro spécial  
36 pages  
224  
largement  
illustré

UN NUMÉRO RÉTROSPECTIVE  
EXCLUSIVEMENT CONSACRÉ AU FESTIVAL  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

AVIGNON  
40 ANS  
DE FESTIVAL

ÉGALEMENT DISPONIBLE PAR CORRESPONDANCE

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_

Nombre d'exemplaires : \_\_\_\_\_ X 25 F (frais d'expédition inclus)

M. 1438 8707 Commande à faire parvenir avec votre règlement à :

Le Monde, service des ventes au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cédex 09

LM 6

## INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

<b>ALLESIA - PORTE D'ORLÉANS</b> <b>A LA BONNE TABLE</b> , 45-39-74-91 F. sam. dim. 42, r. Fourn. Parking. Spéc. POISSONS. Ouvert en août.	<b>CHAMPS-ÉLYSÉES</b> <b>RELAIS BELLMAN</b> , 37, r. Franc-1 <sup>er</sup> , 47-23-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche. Fermé du 1 <sup>er</sup> au 31 août.	<b>GOBELINS</b> <b>ENTOTO</b> , 45-87-08-51 - F. dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13 <sup>e</sup> . Spécialités éthiopiennes.	<b>MAIRIE DU XVIII</b> <b>LE PICHEUR</b> , 174, rue Ordener, 46-27-45-28. Prod. Sud-Ouest. Grill. poisson. F. dim. et sam. soir.	<b>MONTMARTRE</b> <b>MAUBERT-MUTUALITÉ</b> <b>DODIN-BOUFFANT</b> , 23, r. Fédéric-Saumet 43-55-25-14 Pl. Maubert-Mutualité - Parking HUITRES, COQUILLAGES, POISSONS Cais. du marché. Ouv. le sam. Dernier accès 1 h du mat. Salles de 10 à 50 cov. au déj. du samedi.	<b>MONTMARTRE</b> <b>LA GUÉRTE DU SAINT-AMOUR</b> , 209, bd Raspail, 43-20-64-51. T.L.J. Spéc. de poissons et crustacés.	<b>SAINTE-GENEVIEVE</b> <b>LA FOUX</b> , 2, rue Clément (6 <sup>e</sup> ). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux. Ouvert tout l'été.
<b>BASTILLE</b> <b>L'ENCLOS DE NINON</b> , 15 les jours : 42-72-22-51. 19, bd Beaumarchais, 4. Spécialités SUD-OUEST. Fermé du 26 juillet au 17 août.	<b>COPENHAGUE</b> , 1 <sup>er</sup> étage. F. août. <b>FLORA DANICA</b> , et son jardin r.d.c. <b>SAUMON. RENNE. CANARD SALE.</b> Ouvert tout l'été.	<b>LES HALLES</b> <b>CAVEAU F.-VILLON</b> , 64, r. Arbre-Sec, 43-36-10-92. Ses caves du XV <sup>e</sup> . F. sam. et lundi. P.M.R. 170/200 F.	<b>MAUBERT-MUTUALITÉ</b> <b>PI. Maubert-Mutualité - Parking</b> <b>HUITRES, COQUILLAGES, POISSONS</b> Cais. du marché. Ouv. le sam. Dernier accès 1 h du mat. Salles de 10 à 50 cov. au déj. du samedi.	<b>MONTMARTRE</b> <b>LE SARLADAIS</b> , 2, r. de Vienne, 8. 43-22-33-62. Cassoulet 90 F. Coqf. 90 F. Fermé en août.	<b>SAINTE-GENEVIEVE</b> <b>PETITE CHAISE</b> , 36, rue de Grenelle, 43-22-13-35. Menu 102 F. Serv. et vin compris.	



# JEUX

## échecs

N° 1240

L'APPAT

Tournoi international de Subotica (Yougoslavie), 1987.

Blancs : TAL  
Noirs : MARJANOVIC

1. f4 c5 2. Cc3 Cc6 3. Cf3 Cf5 4. Cg3 Cg6 5. Cc4 Cc5 6. f5 f6 7. Cf3 Cf5 8. Cf3 Cf5 9. Cf3 Cf5 10. Cf3 Cf5 11. Cf3 Cf5 12. Cf3 Cf5 13. Cf3 Cf5 14. Cf3 Cf5 15. Cf3 Cf5 16. Cf3 Cf5 17. Cf3 Cf5 18. Cf3 Cf5 19. Cf3 Cf5 20. Cf3 Cf5 21. Cf3 Cf5

### NOTES

a) A ce stade, on entre habituellement dans les grands choix : 6. f2; 6. f3; 6. f4 ou 6. f5. L'avance du pion a, s'opposant à l'expansion des Noirs sur la file d via b7-b6, n'est peut-être qu'une simple intervention de coupe par rapport à certaines suites, mais elle a certainement surpris les Noirs.

### b) La méthode Najdorf.

c) 7... h6 est probablement plus précis.

### d) A la conquête de la case d5.

e) Une idée intéressante, en harmonie avec le thème du coup des Blancs (6. a4) qui, en général, vise l'installation du R-R en e4 et le contrôle complet de la case centrale d5.

f) Mais Tal veut beaucoup plus que le placement du Ff1 en e4; il recherche le quintuple contrôle de la case d5 (Cf3-Cc3-Fc4-Dd1-Pd4). On trouve un schéma analogue dans la partie Westerinen-Browne (Manheim, 1975) : 6. f2; 6. f3; 6. f4; 6. f5; 6. f6; 6. f7; 6. f8; 6. f9; 6. f10; 6. f11; 6. f12; 6. f13; 6. f14; 6. f15; 6. f16; 6. f17; 6. f18; 6. f19; 6. f20; 6. f21; 6. f22; 6. f23; 6. f24; 6. f25; 6. f26; 6. f27; 6. f28; 6. f29; 6. f30; 6. f31; 6. f32; 6. f33; 6. f34; 6. f35; 6. f36; 6. f37; 6. f38; 6. f39; 6. f40; 6. f41; 6. f42; 6. f43; 6. f44; 6. f45; 6. f46; 6. f47; 6. f48; 6. f49; 6. f50; 6. f51; 6. f52; 6. f53; 6. f54; 6. f55; 6. f56; 6. f57; 6. f58; 6. f59; 6. f60; 6. f61; 6. f62; 6. f63; 6. f64; 6. f65; 6. f66; 6. f67; 6. f68; 6. f69; 6. f70; 6. f71; 6. f72; 6. f73; 6. f74; 6. f75; 6. f76; 6. f77; 6. f78; 6. f79; 6. f80; 6. f81; 6. f82; 6. f83; 6. f84; 6. f85; 6. f86; 6. f87; 6. f88; 6. f89; 6. f90; 6. f91; 6. f92; 6. f93; 6. f94; 6. f95; 6. f96; 6. f97; 6. f98; 6. f99; 6. f100; 6. f101; 6. f102; 6. f103; 6. f104; 6. f105; 6. f106; 6. f107; 6. f108; 6. f109; 6. f110; 6. f111; 6. f112; 6. f113; 6. f114; 6. f115; 6. f116; 6. f117; 6. f118; 6. f119; 6. f120; 6. f121; 6. f122; 6. f123; 6. f124; 6. f125; 6. f126; 6. f127; 6. f128; 6. f129; 6. f130; 6. f131; 6. f132; 6. f133; 6. f134; 6. f135; 6. f136; 6. f137; 6. f138; 6. f139; 6. f140; 6. f141; 6. f142; 6. f143; 6. f144; 6. f145; 6. f146; 6. f147; 6. f148; 6. f149; 6. f150; 6. f151; 6. f152; 6. f153; 6. f154; 6. f155; 6. f156; 6. f157; 6. f158; 6. f159; 6. f160; 6. f161; 6. f162; 6. f163; 6. f164; 6. f165; 6. f166; 6. f167; 6. f168; 6. f169; 6. f170; 6. f171; 6. f172; 6. f173; 6. f174; 6. f175; 6. f176; 6. f177; 6. f178; 6. f179; 6. f180; 6. f181; 6. f182; 6. f183; 6. f184; 6. f185; 6. f186; 6. f187; 6. f188; 6. f189; 6. f190; 6. f191; 6. f192; 6. f193; 6. f194; 6. f195; 6. f196; 6. f197; 6. f198; 6. f199; 6. f200; 6. f201; 6. f202; 6. f203; 6. f204; 6. f205; 6. f206; 6. f207; 6. f208; 6. f209; 6. f210; 6. f211; 6. f212; 6. f213; 6. f214; 6. f215; 6. f216; 6. f217; 6. f218; 6. f219; 6. f220; 6. f221; 6. f222; 6. f223; 6. f224; 6. f225; 6. f226; 6. f227; 6. f228; 6. f229; 6. f230; 6. f231; 6. f232; 6. f233; 6. f234; 6. f235; 6. f236; 6. f237; 6. f238; 6. f239; 6. f240; 6. f241; 6. f242; 6. f243; 6. f244; 6. f245; 6. f246; 6. f247; 6. f248; 6. f249; 6. f250; 6. f251; 6. f252; 6. f253; 6. f254; 6. f255; 6. f256; 6. f257; 6. f258; 6. f259; 6. f260; 6. f261; 6. f262; 6. f263; 6. f264; 6. f265; 6. f266; 6. f267; 6. f268; 6. f269; 6. f270; 6. f271; 6. f272; 6. f273; 6. f274; 6. f275; 6. f276; 6. f277; 6. f278; 6. f279; 6. f280; 6. f281; 6. f282; 6. f283; 6. f284; 6. f285; 6. f286; 6. f287; 6. f288; 6. f289; 6. f290; 6. f291; 6. f292; 6. f293; 6. f294; 6. f295; 6. f296; 6. f297; 6. f298; 6. f299; 6. f300; 6. f301; 6. f302; 6. f303; 6. f304; 6. f305; 6. f306; 6. f307; 6. f308; 6. f309; 6. f310; 6. f311; 6. f312; 6. f313; 6. f314; 6. f315; 6. f316; 6. f317; 6. f318; 6. f319; 6. f320; 6. f321; 6. f322; 6. f323; 6. f324; 6. f325; 6. f326; 6. f327; 6. f328; 6. f329; 6. f330; 6. f331; 6. f332; 6. f333; 6. f334; 6. f335; 6. f336; 6. f337; 6. f338; 6. f339; 6. f340; 6. f341; 6. f342; 6. f343; 6. f344; 6. f345; 6. f346; 6. f347; 6. f348; 6. f349; 6. f350; 6. f351; 6. f352; 6. f353; 6. f354; 6. f355; 6. f356; 6. f357; 6. f358; 6. f359; 6. f360; 6. f361; 6. f362; 6. f363; 6. f364; 6. f365; 6. f366; 6. f367; 6. f368; 6. f369; 6. f370; 6. f371; 6. f372; 6. f373; 6. f374; 6. f375; 6. f376; 6. f377; 6. f378; 6. f379; 6. f380; 6. f381; 6. f382; 6. f383; 6. f384; 6. f385; 6. f386; 6. f387; 6. f388; 6. f389; 6. f390; 6. f391; 6. f392; 6. f393; 6. f394; 6. f395; 6. f396; 6. f397; 6. f398; 6. f399; 6. f400; 6. f401; 6. f402; 6. f403; 6. f404; 6. f405; 6. f406; 6. f407; 6. f408; 6. f409; 6. f410; 6. f411; 6. f412; 6. f413; 6. f414; 6. f415; 6. f416; 6. f417; 6. f418; 6. f419; 6. f420; 6. f421; 6. f422; 6. f423; 6. f424; 6. f425; 6. f426; 6. f427; 6. f428; 6. f429; 6. f430; 6. f431; 6. f432; 6. f433; 6. f434; 6. f435; 6. f436; 6. f437; 6. f438; 6. f439; 6. f440; 6. f441; 6. f442; 6. f443; 6. f444; 6. f445; 6. f446; 6. f447; 6. f448; 6. f449; 6. f450; 6. f451; 6. f452; 6. f453; 6. f454; 6. f455; 6. f456; 6. f457; 6. f458; 6. f459; 6. f460; 6. f461; 6. f462; 6. f463; 6. f464; 6. f465; 6. f466; 6. f467; 6. f468; 6. f469; 6. f470; 6. f471; 6. f472; 6. f473; 6. f474; 6. f475; 6. f476; 6. f477; 6. f478; 6. f479; 6. f480; 6. f481; 6. f482; 6. f483; 6. f484; 6. f485; 6. f486; 6. f487; 6. f488; 6. f489; 6. f490; 6. f491; 6. f492; 6. f493; 6. f494; 6. f495; 6. f496; 6. f497; 6. f498; 6. f499; 6. f500; 6. f501; 6. f502; 6. f503; 6. f504; 6. f505; 6. f506; 6. f507; 6. f508; 6. f509; 6. f510; 6. f511; 6. f512; 6. f513; 6. f514; 6. f515; 6. f516; 6. f517; 6. f518; 6. f519; 6. f520; 6. f521; 6. f522; 6. f523; 6. f524; 6. f525; 6. f526; 6. f527; 6. f528; 6. f529; 6. f530; 6. f531; 6. f532; 6. f533; 6. f534; 6. f535; 6. f536; 6. f537; 6. f538; 6. f539; 6. f540; 6. f541; 6. f542; 6. f543; 6. f544; 6. f545; 6. f546; 6. f547; 6. f548; 6. f549; 6. f550; 6. f551; 6. f552; 6. f553; 6. f554; 6. f555; 6. f556; 6. f557; 6. f558; 6. f559; 6. f560; 6. f561; 6. f562; 6. f563; 6. f564; 6. f565; 6. f566; 6. f567; 6. f568; 6. f569; 6. f570; 6. f571; 6. f572; 6. f573; 6. f574; 6. f575; 6. f576; 6. f577; 6. f578; 6. f579; 6. f580; 6. f581; 6. f582; 6. f583; 6. f584; 6. f585; 6. f586; 6. f587; 6. f588; 6. f589; 6. f590; 6. f591; 6. f592; 6. f593; 6. f594; 6. f595; 6. f596; 6. f597; 6. f598; 6. f599; 6. f600; 6. f601; 6. f602; 6. f603; 6. f604; 6. f605; 6. f606; 6. f607; 6. f608; 6. f609; 6. f610; 6. f611; 6. f612; 6. f613; 6. f614; 6. f615; 6. f616; 6. f617; 6. f618; 6. f619; 6. f620; 6. f621; 6. f622; 6. f623; 6. f624; 6. f625; 6. f626; 6. f627; 6. f628; 6. f629; 6. f630; 6. f631; 6. f632; 6. f633; 6. f634; 6. f635; 6. f636; 6. f637; 6. f638; 6. f639; 6. f640; 6. f641; 6. f642; 6. f643; 6. f644; 6. f645; 6. f646; 6. f647; 6. f648; 6. f649; 6. f650; 6. f651; 6. f652; 6. f653; 6. f654; 6. f655; 6. f656; 6. f657; 6. f658; 6. f659; 6. f660; 6. f661; 6. f662; 6. f663; 6. f664; 6. f665; 6. f666; 6. f667; 6. f668; 6. f669; 6. f670; 6. f671; 6. f672; 6. f673; 6. f674; 6. f675; 6. f676; 6. f677; 6. f678; 6. f679; 6. f680; 6. f681; 6. f682; 6. f683; 6. f684; 6. f685; 6. f686; 6. f687; 6. f688; 6. f689; 6. f690; 6. f691; 6. f692; 6. f693; 6. f694; 6. f695; 6. f696; 6. f697; 6. f698; 6. f699; 6. f700; 6. f701; 6. f702; 6. f703; 6. f704; 6. f705; 6. f706; 6. f707; 6. f708; 6. f709; 6. f710; 6. f711; 6. f712; 6. f713; 6. f714; 6. f715; 6. f716; 6. f717; 6. f718; 6. f719; 6. f720; 6. f721; 6. f722; 6. f723; 6. f724; 6. f725; 6. f726; 6. f727; 6. f728; 6. f729; 6. f730; 6. f731; 6. f732; 6. f733; 6. f734; 6. f735; 6. f736; 6. f737; 6. f738; 6. f739; 6. f740; 6. f741; 6. f742; 6. f743; 6. f744; 6. f745; 6. f746; 6. f747; 6. f748; 6. f749; 6. f750; 6. f751; 6. f752; 6. f753; 6. f754; 6. f755; 6. f756; 6. f757; 6. f758; 6. f759; 6. f760; 6. f761; 6. f762; 6. f763; 6. f764; 6. f765; 6. f766; 6. f767; 6. f768; 6. f769; 6. f770; 6. f771; 6. f772; 6. f773; 6. f774; 6. f775; 6. f776; 6. f777; 6. f778; 6. f779; 6. f780; 6. f781; 6. f782; 6. f783; 6. f784; 6. f785; 6. f786; 6. f787; 6. f788; 6. f789; 6. f790; 6. f791; 6. f792; 6. f793; 6. f794; 6. f795; 6. f796; 6. f797; 6. f798; 6. f799; 6. f800; 6. f801; 6. f802; 6. f803; 6. f804; 6. f805; 6. f806; 6. f807; 6. f808; 6. f809; 6. f810; 6. f811; 6. f812; 6. f813; 6. f814; 6. f815; 6. f816; 6. f817; 6. f818; 6. f819; 6. f820; 6. f821; 6. f822; 6. f823; 6. f824; 6. f825; 6. f826; 6. f827; 6. f828; 6. f829; 6. f830; 6. f831; 6. f832; 6. f833; 6. f834; 6. f835; 6. f836; 6. f837; 6. f838; 6. f839; 6. f840; 6. f841; 6. f842; 6. f843; 6. f844; 6. f845; 6. f846; 6. f847; 6. f848; 6. f849; 6. f850; 6. f851; 6. f852; 6. f853; 6. f854; 6. f855; 6. f856; 6. f857; 6. f858; 6. f859; 6. f860; 6. f861; 6. f862; 6. f863; 6. f864; 6. f865; 6. f866; 6. f867; 6. f868; 6. f869; 6. f870; 6. f871; 6. f872; 6. f873; 6. f874; 6. f875; 6. f876; 6. f877; 6. f878; 6. f879; 6. f880; 6. f881; 6. f882; 6. f883; 6. f884; 6. f885; 6. f886; 6. f887; 6. f888; 6. f889; 6. f890; 6. f891; 6. f892; 6. f893; 6. f894; 6. f895; 6. f896; 6. f897; 6. f898; 6. f899; 6. f900; 6. f901; 6. f902; 6. f903; 6. f904; 6. f905; 6. f906; 6. f907; 6. f908; 6. f909; 6. f910; 6. f911; 6. f912; 6. f913; 6. f914; 6. f915; 6. f916; 6. f917; 6. f918; 6. f919; 6. f920; 6. f921; 6. f922; 6. f923; 6. f924; 6. f925; 6. f926; 6. f927; 6. f928; 6. f929; 6. f930; 6. f931; 6. f932; 6. f933; 6. f934; 6. f935; 6. f936; 6. f937; 6. f938; 6. f939; 6. f940; 6. f941; 6. f942; 6. f943; 6. f944; 6. f945; 6. f946; 6. f947; 6. f948; 6. f949; 6. f950; 6. f951; 6. f952; 6. f953; 6. f954; 6. f955; 6. f956; 6. f957; 6. f958; 6. f959; 6. f960; 6. f961; 6. f962; 6. f963; 6. f964; 6. f965; 6. f966; 6. f967; 6. f968; 6. f969; 6. f970; 6. f971; 6. f972; 6. f973; 6. f974; 6. f975; 6. f976; 6. f977; 6. f978; 6. f979; 6. f980; 6. f981; 6. f982; 6. f983; 6. f984; 6. f985; 6. f986; 6. f987; 6. f988; 6. f989; 6. f990; 6. f991; 6. f992; 6. f993; 6. f994; 6. f995; 6. f996; 6. f997; 6. f998; 6. f999; 6. f1000; 6. f1001; 6. f1002; 6. f1003; 6. f1004; 6. f1005; 6. f1006; 6. f1007; 6. f1008; 6. f1009; 6. f1010; 6. f1011; 6. f1012; 6. f1013; 6. f1014; 6. f1015; 6. f1016; 6. f1017; 6. f1018; 6. f1019; 6. f1020; 6. f1021; 6. f1022; 6. f1023; 6. f1024; 6. f1025; 6. f1026; 6. f1027; 6. f1028; 6. f1029; 6. f1030; 6. f1031; 6. f1032; 6. f1033; 6. f1034; 6. f1035; 6. f1036; 6. f1037; 6. f1038; 6. f1039; 6. f1040; 6. f1041; 6. f1042; 6. f1043; 6. f1044; 6. f1045; 6. f1046; 6. f1047; 6. f1048; 6. f1049; 6. f1050; 6. f1051; 6. f1052; 6. f1053; 6. f1054; 6. f1055; 6. f1056; 6. f1057; 6. f1058; 6. f1059; 6. f1060; 6. f1061; 6. f1062; 6. f1063; 6. f1064; 6. f1065; 6. f1066; 6. f1067; 6. f1068; 6. f1069; 6. f1070; 6. f1071; 6. f1072; 6. f1073; 6. f1074; 6. f1075; 6. f1076; 6. f1077; 6. f1078; 6. f1079; 6. f1080; 6. f1081; 6. f1082; 6. f1083; 6. f1084; 6. f1085; 6. f1086; 6. f1087; 6. f1088; 6. f1089; 6. f1090; 6. f1091; 6. f1092; 6. f1093; 6. f1094; 6. f1095; 6. f1096; 6. f1097; 6. f1098; 6. f1099; 6. f1100; 6. f1101; 6. f1102; 6. f1103; 6. f1104; 6. f1105; 6. f1106; 6. f1107; 6. f1108; 6. f1109; 6. f1110; 6. f1111; 6. f1112; 6. f1113; 6. f1114; 6. f1115; 6. f1116; 6. f1117; 6. f1118; 6. f1119; 6. f1120; 6. f1121; 6. f1122; 6. f1123; 6. f1124; 6. f1125; 6. f1126; 6. f1127; 6. f1128; 6. f1129; 6. f1130; 6. f1131; 6. f1132; 6. f1133; 6. f1134; 6. f1135; 6. f1136; 6. f1137; 6. f1138; 6. f1139; 6. f1140; 6. f1141; 6. f1142; 6. f1143; 6. f1144; 6. f1145; 6. f1146; 6. f1147; 6. f1148; 6. f1149; 6. f1150; 6. f1151; 6. f1152; 6. f1153; 6. f1154; 6. f1155; 6. f1156; 6. f1157; 6. f1158; 6. f1159; 6. f1160; 6. f1161; 6. f1162; 6. f1163; 6. f1164; 6. f1165; 6. f1166; 6. f1167; 6. f1168; 6. f1169; 6. f1170; 6. f1171; 6. f1172; 6. f1173; 6. f1174; 6. f1175; 6. f1176; 6. f1177; 6. f1178; 6. f1179; 6. f1180; 6. f1181; 6. f1182; 6. f1183; 6. f1184; 6. f1185; 6. f1186; 6. f1187; 6. f1188; 6. f1189; 6. f1190; 6. f1191; 6. f1192; 6. f1193; 6. f1194; 6. f1195; 6. f1196; 6. f1197; 6. f1198; 6. f1199; 6. f1200; 6. f1201; 6. f1202; 6. f1203; 6. f1204; 6. f1205; 6. f1206; 6. f1207; 6. f1208; 6. f1209; 6. f1210; 6. f1211; 6. f1212; 6. f1213; 6. f1214; 6. f1215; 6. f1216; 6. f1217; 6. f1218; 6. f1219; 6. f1220; 6. f1221; 6. f1222; 6. f1223; 6. f1224; 6. f1225; 6. f1226; 6. f1227; 6. f1228; 6. f1229; 6. f1230; 6. f1231; 6. f1232; 6. f1233; 6. f1234; 6. f1235; 6. f1236; 6. f1237; 6. f1238; 6. f1239; 6. f1240; 6. f1241; 6. f1242; 6. f1243; 6. f1244; 6. f1245; 6. f1246; 6. f1247; 6. f1248; 6. f1249; 6. f1250; 6. f1251; 6. f1252; 6. f1253; 6. f1254; 6. f1255; 6. f1256; 6. f1257; 6. f1258; 6. f1259; 6. f1260; 6. f1261; 6. f1262; 6. f1263; 6. f1264; 6. f1265; 6. f1266; 6. f1267; 6. f1268; 6. f1269; 6. f1270; 6. f1271; 6. f1272; 6. f1273; 6. f1274; 6. f1275; 6. f1276; 6. f1277; 6. f1278; 6. f1279; 6. f1280; 6. f1281; 6. f1282; 6. f1283; 6. f1284; 6. f1285; 6. f1286; 6. f1287; 6. f1288; 6. f1289; 6. f1290; 6. f1291; 6. f1292; 6. f1293; 6. f1294; 6. f1295; 6. f1296; 6. f1297; 6. f1298; 6. f1299; 6. f1300; 6. f1301; 6. f1302; 6. f1303; 6. f1304; 6. f1305; 6. f1306; 6. f1307; 6. f1308; 6. f1309; 6. f1310; 6. f1311; 6. f1312; 6. f1313; 6. f1314; 6. f1315; 6. f1316; 6. f1317; 6. f1318; 6. f1319; 6. f1320; 6. f1321; 6. f1322; 6. f1323; 6. f1324; 6. f1325; 6. f1326; 6. f1327; 6. f1328; 6. f1329; 6. f1330; 6. f1331; 6. f1332; 6. f1333; 6. f1334; 6. f1335; 6. f1336; 6. f1337; 6. f1338; 6. f1339; 6. f1340; 6. f1341; 6. f1342; 6. f1343; 6. f1344; 6. f1345; 6. f1346; 6. f1347; 6. f1348; 6. f1349; 6. f1350; 6. f1351; 6. f1352; 6. f1353; 6. f1354; 6. f1355; 6. f1356; 6. f1357; 6. f1358; 6. f1359; 6. f1360; 6. f1361; 6. f1362; 6. f1363; 6. f1364; 6. f1365; 6. f1366; 6. f1367; 6. f1368; 6. f1369; 6. f1370; 6. f1371; 6. f1372; 6. f1373; 6. f1374; 6. f1375; 6. f1376; 6. f1377; 6. f1378; 6. f1379; 6. f1380; 6. f1381; 6. f1382; 6. f1383; 6. f1384; 6. f1385; 6. f1



هكذا هو الحال

# Culture

... Le Monde • Samedi 8 août 1987 15

## CINÉMA

« L'Arme fatale », de Richard Donner

### Plus violent, tu meurs

Une sombre histoire de drogue, les coups violent, les balles sifflent, Mel Gibson frappe, les corps tombent. Et le rire passe...

Deux fils. L'un est blanc. L'autre noir. Le Blanc est veuf, sale, seul et désespéré. Le Noir est père de famille nombreuse, propre et satisfait. Que croyez-vous qu'il advienne ? Gagné, vous êtes aussi original que le scénariste de *L'Arme fatale*, Shane Black. Les deux fils, le Blanc et le Noir, faits pour s'entendre comme le lion et la gazelle vont — malgré eux, héin ! — être associés pour enquêter sur la mort d'une jeune call-girl droguée. Et que croyez-vous qu'il adviendra ?

Gagné. Décidément, vous pourriez peut-être songer à vous reconvertir dans le cinéma. C'est bien ça. Les deux fils, le Blanc et le Noir (des anciens du Vietnam), triompheront de l'adversité, de leurs adversaires (des anciens du Viet-

nam), et, par la même occasion, d'eux-mêmes. Une virile amitié les unira. Sous la pluie, le veuf, rescapé insensé, ira porter un petit bouquet de fleurs sur la tombe de sa femme, puis, mouillé mais serein reviendra faire de l'œil à la fille aimée de son copain, (ravissant Traci Wolfe), celle que les vilains avaient un peu plus tôt kidnappée...

Pour parvenir — dans quel état ! — à cet « happy ending », rapporter 65 millions de dollars aux États-Unis, et préparer le terrain à une « Arme fatale » 2, il aura fallu entasser les cadavres comme des crêpes le jour de la Chandeleur, voir les corps se disloquer, les scénarios exploser avant d'avoir pu témoigner, les voitures cramer galement avec leurs occupants. C'est un peu dégoûtant tout de même cette dénonciation de la violence qui tourne à l'exaltation de la brutalité, n'est-ce pas ?

Oui mais voilà, sans être particulièrement fiers de l'avouer, il faut dire qu'on s'amuse beaucoup. Délicieusement crétinisé par les

quintes de toux chroniques des armes automatiques, on se laisse entraîner, assourdir, abrutir. Et l'on en redemande.

A notre décharge, le savoir-faire d'enfer du metteur en scène, Richard Donner, vieux routier roublard, stakhanoviste du feuilleton télé (« Au nom de la loi », « Canon », « Kojak », etc.) et fabricant du premier « Superman ». Et aussi, surtout, la qualité du « couple » formé par Danny Glover (le cowboy justicier de *Shiverado*, le tyran domestique de *The Color Purple*) et « Mad » Mel Gibson.

Les deux compères se régalaient, en font énormément, arrivent à transcender ce « molar » (polar plus mélo) flamboyant, à le rendre éminemment distrayant.

Après tout, on peut aimer la vaisselle musette et la messe en si de Bach, San Antonio et Marguerite Duras. Sous le soleil de Satan, de Piaf, et *L'Arme fatale*. L'important, c'est d'aimer.

DANIEL HEYMANN.

## Mel Gibson plus charmant, tu rêves

Mel Gibson, l'« arme fatale », est une star maintenant. Il n'y en a pas beaucoup. Et, surtout, des stars comme ça. Champion du box-office, cela va de soi, mais nature, sympa, pas mégalomane, farceur, les yeux d'un bleu à envoyer Paul Newman renouveler sa cargaison de Rayban. Au dernier Festival de Cannes, où il était juste venu « pour voir des films », et annoncer qu'il allait bientôt se lancer dans la production. Mel Gibson avait été invité à déjeuner sur le bateau du producteur Jerzy Weintraub. Un autre convive l'a pris pour un membre de l'équipage, il ne l'a pas détrompé...

L'Arme fatale marque le retour au cinéma de Mel Gibson, après *Mad Max 3* et deux ans de vacances presque forcées. « Question de survie. J'étais épuisé, complètement à plat. » Et même, selon les rumeurs, dangereusement irrité. « Oui et non. Je ne me levais pas tous les matins pour aller tuer trois personnes avec le petit déjeuner. Mais je me sentais mal dans ma peau. J'avais appuyé un peu trop fort sur l'accélérateur pendant deux ans. J'ai décidé de me défaire de ma console de force et de ramener la voiture au garage pour une révision générale.

Le « garage » de Gibson est un ranch en Australie, non loin de Sydney. « Assez grand mais, à l'échelle australienne, plutôt modeste. » Un Sam-Suffit d'environ 325 hectares, très vert, assez vallonné, avec de petites rivières. « Et pendant deux ans, j'ai fait des travaux manuels. Aller, entre deux films, casser un mur ou en construire un, creuser un trou, un fossé, planter une clôture, traîner une charrette, conduire un tracteur, ça vous redonne du jus, ça vous renforce l'épine dorsale, au propre comme au figuré.

La poste n'étant pas faite pour les koalas, des piles de scénarios parviennent chaque semaine au ranch. Comment Mel Gibson choisit-il son prochain film ? « Je lis. Il met les mains en porte-voix, lance à la cantonade : « Il sait lire ! », éclate de rire puis reprend : « Si je ne suis pas littéralement incandescent au bout de trente pages, je jette. J'ai besoin qu'un personnage — et pas forcément celui qu'on me destine — un thème, une scène, quelque chose, me pousse à tourner la page suivante. On ne peut pas dire : « Il me faut encore un ou deux films d'aventure bien populaires ; après quoi, je pourrais donner dans le petit budget introspectif ou intimiste. » Avant *L'Arme fatale*, je sortais de *Mad Max*. Logiquement, je n'aurais pas dû lire le scénario de *L'Arme fatale*. Je ne regrette pas de l'avoir eu quand même.

Dans *L'Arme fatale*, les scènes d'action abondent. C'est le moins

qu'on puisse dire. Mel Gibson a dû s'initier aux arts martiaux ? « Juste assez pour pouvoir faire illusion... » Le combat final, très rapide, très chorégraphié, fait appel à plusieurs techniques, de combat, le jiu-jitsu, le karaté, la technique des prisonniers noirs américains, une sorte de jiu-jitsu brésilien, et une autre discipline, également brésilienne, la « capoeira ». « Technique au sol qui par la suite donne naissance au break-dancing. Mais la bagarre n'est pas le plus important.

Pour Mel Gibson, un scénario est comme une partition. Ecrite mais ouverte à toutes les interprétations. Est-il musicien ? Il se met tout d'un coup à chanter : « Oh the bride/She died at the altar/The groom he died... » Un abominable refrain 1900, où une jeune mariée meurt tragiquement au pied de l'autel et le marié aussi. Il s'interrompt. « Je sais, je chante comme une casserole. » (C'est vrai.) « Mais j'ai une bonne oreille, qui discerne une fausse note dans un personnage. J'ai un bon sens du rythme indispensable à mon avis, à un acteur.

### Toujours Américain

Hollywood étant ce qu'il est, au sommet et trébuchant du tir-casse fait écho la mise en chantier prochaine d'une *Arme fatale* 2. Et Mel Gibson se voit l'objet d'une coupe assurée. « A-t-il désormais le sentiment d'appartenir à Hollywood ? » « Corps et âme ! » Il rit. « Non. » Prenant un ton docte de conférencier : « Dans ce monde de connaissance et de culture, dans cet âge de l'information que sont les années 80, le vieux système hollywoodien, le contrôle exercé sur les acteurs n'a plus vraiment cours. On vous engage pour quelques mois, mais ça s'arrête là. Vous ne considérez plus votre vie entière, vous n'appartenez à personne.

A-t-il eu du mal à se faire à Hollywood ? « Au début ? J'aurais pu tout aussi bien débarquer sur la planète Mars. Mais une fois que vous avez compris comment ça fonctionne, ce n'est plus inconfortable ni terrifiant. » Insidieusement, s'adressant à son public : « Sûrement. Mais on n'est pas forcé de tout prendre. Et puis, prendre quoi ? Obtenir quoi ? Dérocher quoi ? L'argent, la richesse, la fortune et la gloire ? Ma foi, je gagne bien ma vie, c'est tout.



Ne s'est-il pas senti tiraillé entre sa patrie d'adoption et son pays d'origine lors de la dernière America Cup ? « Mot ? » Sûrement pas ! Un, je fais parfois un peu de planche à voile, mais guère plus. Deux, je n'en ai strictement rien à faire de savoir qui allait gagner la course. En Australie, j'ai appelé au patriotisme le plus échevelé, ils ont soutenu de l'argent à tout le monde pour qu'un crétin de milliardaire aille faire flotter son petit bateau. Soyez un vrai Australien ! Faites quelque chose pour votre pays ! Contribuez ! Toute la classe ouvrière a cotisé. Ça m'a rendu furieux !

Et sur le plan personnel ? « Rien n'a changé non plus. Je suis quelqu'un de très loyal. Je crois. Enfin, je n'ai encore poignardé personne dans le dos. Mes vrais amis sont ceux que j'ai gardés de mon enfance. » Du fait de sa renommée, est-il celui vers qui ses amis se tournent en cas de problème ? Le chef de la bande ? « Pas vraiment. Je suis un simple membre du clan. Je n'ai pas toutes les réponses. On s'en tire ensemble.

Marié, père de cinq enfants Mel Gibson est né à Peekskill, une petite bourgade de l'Etat de New-York. Il vit en Australie depuis son enfance, mais il est toujours de nationalité américaine. Il a tourné un peu partout à travers le monde. A Tahiti (*Le Bounty*), à Manille (*L'Année de tous les dangers*), en Australie, en Afrique, aux États-Unis, au Canada (*Mr. Soffel*, avec Diane Keaton et Matthew Modine, inédit en France). Tournages de longue durée, pour lesquels il changeait fréquemment de quartier général. « Le fait d'avoir émigré très jeune me permet de m'insérer relativement plus facilement dans d'autres cultures. Je ne parle pas de langues étrangères mais j'arrive à communiquer. J'ai toujours été conscient et respectueux des cultures différentes de la mienne. Peut-être par pur égoïsme, d'ailleurs : à comprendre qui sont les autres, vous comprenez mieux

qui vous êtes : vous devenez conscient des différences et, par là, plus objectif. Essentiel pour un acteur, me semble-t-il.

Est-il un animal politique ? « Oui. Un orang-outang ! » Il rit.

Ne s'est-il pas senti tiraillé entre sa patrie d'adoption et son pays d'origine lors de la dernière America Cup ? « Mot ? » Sûrement pas ! Un, je fais parfois un peu de planche à voile, mais guère plus. Deux, je n'en ai strictement rien à faire de savoir qui allait gagner la course. En Australie, j'ai appelé au patriotisme le plus échevelé, ils ont soutenu de l'argent à tout le monde pour qu'un crétin de milliardaire aille faire flotter son petit bateau. Soyez un vrai Australien ! Faites quelque chose pour votre pays ! Contribuez ! Toute la classe ouvrière a cotisé. Ça m'a rendu furieux !

### Retour au théâtre

Avant de produire son premier film, histoire de se maintenir en forme, Mel Gibson envisage sérieusement un retour à ses premières amours : la scène. Il fut le Visiteur dans *La Ménagerie de verre* de Tennessee Williams et, dans *La Mort d'un commis-voyageur* d'Arthur Miller. Biff, le fils prodigue et rebelle. « J'ai trop négligé le théâtre depuis quelques années, et dans ce domaine, si on ne se maintient pas en forme, on se rouille. J'ai débuté dans un théâtre expérimental, Les Ecuries, ce qui vous indique bien l'origine du lieu. Un tout petit espace, cent places à peine. Très intime. On y jouait des pièces australiennes. Contemporaines. Neuf en neuf semaines. Trois par soirée. Le dernier jour, on jouait toutes les neuf d'affilée.

Dernière question, inévitable... « J'aurais-il un *Mad Max 4* ? » « Je doute que j'aie l'acrobate dans son placard avec ses cuirs et le laisser pourrir en paix. Il est parti dans le soleil couchant.

HENRI BÉHAR.

## THÉÂTRE

A Gordes

### De Gaulle et Malraux retrouvés

Le charme de Gordes a fait naître un festival dont Gérard Desarthe a été l'acteur.

Les murs de pierres sèches ont des vertus étranges. Lorsqu'il y a quatre ans Jacques Chaban se risqua à inviter quelques artistes à jouer sur une toute petite terrasse au pied du château de Gordes, il n'osa pas encore employer le mot festival. Quelques gradins bricolés, une scène minuscule, le charme est ailleurs, dans le dédale des ruelles qui mènent jusqu'au théâtre, dans le Lubéron tout près, qui s'estompé à l'heure où les projecteurs s'allument. Mais le charme justement ne laisse personne indifférent, ni le public toujours disponible dans cette espèce de Saint-Tropez pour intellectuels en vacances ni les artistes et les metteurs en scène : Mesquich en revient emballé et décide d'y jouer l'an dernier ses *Entretiens de Descartes* et Pascal. Ratus, en voisin, fit le déplacement depuis Roussillon. Le ton était donné, le Festival de Gordes serait ouvert à toutes les formes de spectacles, pourvu qu'elles soient intimes, raffinées mais surtout pas spectaculaires.

### Deux géants

Après Mesquich, le Festival qui s'achève ce vendredi 7 août a accueilli cette année Gérard Desarthe. C'est lui qui a, pour une bonne part, choisi la programmation : une formule que Jacques Chaban espérait bien renouveler pour donner à l'ensemble une unité, un fil directeur. Entre Michel Portal, le 1<sup>er</sup> août, et Eddé Moser, on l'a

entendu reprendre ses lectures de Jean-Jacques Rousseau. Puis en Malraux vieillissant et algre dans ce qui est « la création du Festival » les Chânes qu'on aboit.

De Gaulle-Malraux : rencontre à Colombey entre deux géants, deux mégalos, deux comédiens qui cultivaient presque spontanément le goût du mot qui résonne et du geste qui marque. Jean Lacouture, plongé dans la rédaction du troisième volume de biographie de de Gaulle, a tout d'abord eu l'idée de tirer une véritable pièce de cette ultime visite, en décembre 1969, de l'ex-ministre de la culture à un président déchu et trompé dans son destin.

Mais comment interpréter sans ridicule de tels personnages, une lecture rend mieux compte de la solennité volontairement appuyée d'un entretien dont Malraux disait qu'il était « une interview comme la Condition humaine était un reportage ». Sous l'influence de Jean-Pierre Miquel, qui accepta à cette condition de prêter sa voix aux répliques de de Gaulle, cette dernière solution a été retenue. « Ce qui n'est pas, précise Jean Lacouture, un découpage qui privilégie l'aspect dramatique du texte : j'ai choisi bien sûr les morceaux les plus dialogués, ceux qui me semblaient les moins liés aux manœuvres politiques de l'époque. Au total, on s'aperçoit qu'il y a entre nous ces textes une unité et une progression : ces deux hommes, dont la vie s'est ordonnée autour d'un « que faire », en viennent à un « pour quoi faire » sinon à un « à quel bon » ? pot-smart. Une véritable méditation à deux voix sur l'action, le pouvoir et le néant.

JEAN-LOUIS ANDRÉ.

« Mimos 87 » à Périgueux

### Des mimes bien en voie

Périgueux organise un ambitieux festival du mime — notion vaste des arts du geste.

Alors le gant de cuir noir hurle — sans bruit — sa vengeance accomplie, tandis qu'agonisent en silence, côté cour, une mitaine (Laërtis), côté jardin un gant de dentelle emplumé (la Reine) et un autre brodé de verroterie (le Roi)... A Périgueux, deux mimes illustres finissent d'explorer, en dix minutes et sur un plateau d'un dixième de mètre carré, le *Hamlet* peut-être le plus féroce — le plus drôle aussi — de tout l'été festivalier. Par la grâce de Nola Rae et de ses dix doigts à tout faire, le festival Mimos (consacré, faut-il le préciser, à l'art du geste muet) entame sa cinquième édition, renouant pour dix jours avec ses grandes espérances de renouveau national.

C'est qu'au monde des mimes notre époque est troublée. Géographiquement déjà, on s'y fait une étrange idée de la carte d'Europe (oubliant l'Amérique, fondamentalement et un brin arriérée) l'Italie — qui englobe la Suisse — conserve depuis la Renaissance et la comédie d'art son statut de première puissance mondiale : l'Allemagne (capitale : Cologne) ne produit rien qui vaille mais importe massivement du monde en Poland et des articles techniques : la Belgique et les Pays-Bas sont deux vastes et fertiles contrées avec Amsterdam pour sainte métropole, quant à l'Angleterre (chefs-lieux : Londres et Edimbourg), riche et populeuse, elle n'a rien de moins, avec tout son Commonwealth, la vassale d'une France bien affaiblie malgré Marcel Marceau l'indéboulonnable.

### Rallier les francs-tireurs

Drôle de monde, travaillé, de surcroît, par un véritable affrontement idéologique : le vrai mime est-il ce comédien ascète, muet et enferriné — appelons-le le « Bip », pour simplifier — qui cherche en vain la porte en titonnant le long d'un mur imaginaire ? Ou plutôt (thèse intellectuelle) le clown bariolé qui claque en s'esclaffant la même porte sur les doigts de l'auguste ? Ou encore (version pro-italienne) l'Arlequin burlesque de la comédie d'art ? Ou l'analyse anglo-revancharde l'Obéron préromantique des *Christmas Pantomimes* ? Ou tout simplement (selon l'anarcho-modernisme international) le premier gestuaire venu ; danseur, acteur, bouffon ou performeur, pourvu qu'il se réclame du Front de libération de Grande-Mésoclémie ?

C'est tout cela que Nola Rae, en deux heures de rétrospective, éclaire à sa façon : Australienne rapatriée sur London, elle y fraye avec la mouvance moderniste et son *Two Main-Show* shakespeariens à tout — jusqu'à l'humour sauvagement poétique — pour accrédi-ter ces troubles

accointances, sans compter un passé chargé de ballerines classiques et de comparses du clown flamboyant Django Edwards. Malgré quoi, l'obédience marcellesienne parcourent divers degrés tout les autres sketches de son anthologie, tantôt parente (l'ascension de l'escalier invisible et autres trucs d'école), tantôt plus distanciée (un décapage au vitriol de l'angélisme de Bip).

Le talent océanique de Nola Rae aura donc été une anabaine pour Périgueux, tardivement promue ville d'art à l'issue d'une restauration pleine d'exigence mais encore pauvre en animation et qui se souvient soudain que Marcelle lui-même, fuyant l'Occupation, y fit ses débuts pendant la dernière guerre. Mimos-ascètes, clowns à l'italienne, bougeurs post-modernes et exquis poètes du geste, toutes les tendances y ont été à peu près représentées des premières éditions.

Rien là que de louable, mais qui ne suffit pas encore à satisfaire Peter Bu, influent critique pragois jusqu'à son exil, devenu depuis le pygmalion du mime en France, la cheville ouvrière d'une pléiade de festivals (sans lendemain à Paris ou à la Chartreuse de Villeneuve-la-Abbaye, en l'éthargie depuis trois ans à Strasbourg — mais aussi aux débuts de Londres et Cologne) et désormais le programmeur de Mimos. Bu est surtout le chanteur infatigable d'une conception plus vaste encore du mime : tout ce qui bouge sur une scène (ou un théâtre, d'ailleurs, comme au Festival Deshors-Dedans de Tours, dont il est aussi l'initiateur), mais échappe aux définitions traditionnelles du théâtre ou de la danse stricto sensu.

Ample vision, franchement grandiose, quand elle annexe le *Regard du sord* de Bob Wilson, le *Kontakhof* de Pina Bausch, la *Classe morte* de Kantor et le *Graine de cumin* de Sankat Juku, les *Flowers* de Lindsay Kemp, quelques performances de musiciens (Urban Sax) ou de plasticiens dans la foulée : monuments sans lesquels, selon Bu, la France continuera à se passer d'un grand festival, mais dont la stature n'est pas sans intimider les sages artisans de Mimos.

Le gigantisme n'est pas à l'ordre du jour à Périgueux. Tout au plus le souci d'offrir une programmation encore maigrelette (six soirées en deux semaines, alternant avec un cycle de films muets américains, des chefs-d'œuvre — français — de Tati et Pierre Etaix) et celui de rallier vers le Périgord les francs-tireurs qui hantent le parvis Beaubourg et autres places publiques.

DANIEL DE BRUYCKER.

La suite avec la comédie humaine en concerté fastidieux de Vincent B. illusionniste et ex-comédien corréol chez Béjar, le lundi 10 : le *One Man Buto* de Ko Murabushi (le chorégraphe de Carlotta Ikeda et Ariadne), le mercredi 12 : et la création française de la *Colonne des colonnes*, le spectacle prototype de Pyramide sur la pointe, la troupe acrobatique du mentor avertisseur Jan Ruts, en final le vendredi 14.



## Culture

## EXPOSITION

Au Musée des beaux-arts de Toulon

## Louis Cane par lui-même



« Nu allongé » (1984).

En quarante peintures et sculptures, vingt ans de travaux d'un artiste en révolution permanente.

Les affiches et le catalogue annoncent bien haut : à Toulon, c'est un Cane « inédit » que l'on vient voir. Inédit, parce que la plupart des œuvres montrées n'étaient pas encore sorties de l'atelier, qu'il s'agit de toiles anciennes que le peintre n'avait pas voulu, ou pas pu, exposer, ou de toiles très fraîches qui sentent encore l'huile et la térébenthine. Inédit encore, parce que Cane, d'accord avec le conservateur du Musée de Toulon, a composé son autoportrait à sa guise, de manière à constituer une logique et à légitimer ce que l'on a parfois quelque peine à admettre : qu'un peintre contemporain ait cru devoir revenir si violemment à la figuration, et y revenir par les voies périlleuses de la réminiscence et de l'étude d'après les maîtres modernes.

L'exposition a donc été divisée en deux galeries : la première est vouée aux abstractions voluptueuses de la période qui suivit *Support/Surface* et aux premiers essais matriciels et picturaux du début des années 80 : la seconde, naturellement, abrite les Cane d'aujourd'hui — portraits, scènes de genre, sculptures inspirées par les mémoires, des mémoires qui ne doivent plus rien à Velasquez, si ce n'est leur nom. La disposition, qui respecte à peu près l'ordre chronolo-

gique, permet de suivre les métamorphoses du style, des toiles frontales, primitivistes, livrées à la seule délectation de la couleur, à celles où des lignes interrompues, esquisses de corps, préfigurent la renaissance de la représentation. L'enchevêtrement est fort didactique, et même étape après étape, aux toiles satiriques récentes.

Ces jeux de masques misogynes, misanthropes, anti-modernes, anti-classiques aussi bien, peuvent déplaire par l'exotisme de leur fureur. Ils déplaisent, du reste, et leur auteur n'est certes pas en odeur de sainteté auprès des zélés des derniers modernismes parus. Sa violence, son goût des faces animales, des postures grotesques, sa façon d'employer la couleur de telle sorte qu'elle semble éclabousser et non embellir, sair et non farder les visages, son dessin crispé et, si l'on peut dire, méchant, tout cela place Cane dans la famille mal famée des expressionnistes.

## Drôle comme Daumier

Le matrasien qu'il fut avec une élégance rarement égale ne veut plus peindre qu'avec la cruauté de Goya et de Kooning. Ambition immense. Ambition justifiée, si l'on en croit les dernières huiles, drôles et justes comme des Daumier. Elles ont pour sujet l'humanité parisienne récente. En bon réaliste, Cane a

introduit dans ses collections ces curiosités : le punk huron fluorecent, la gamine boutonnière à walkman et la broncée adepte du body-building. Qu'on y ajoute la mère de famille à l'andane, la nageuse autistique et la femme du monde, et l'on obtient un échantillon de ce que Cane observe et met aussitôt en peinture.

Ces effigies enlevées en couleurs criardes sur des fonds gris ou noirs, il arrive que l'on regrette qu'elles ne bougent pas davantage et que Cane demeure attaché à une composition frontale qui comprime la profondeur. La pratique de la sculpture pourrait, à cet égard, se révéler profitable. Elle a déjà conduit le peintre à accorder moins à sa « façade » gestuelle pour donner plus de densité à ses volumes et de clarté à ses constructions.

Mais qu'il soit ou non promis à d'autres variations de style, cet art incongru a pour lui l'être nécessaire. On parierait volontiers que, pour savoir vraiment quelque chose de notre époque et, tout particulièrement, de ses ridicules, il faudrait aller voir Cane. La pratique de la sculpture pourrait, à cet égard, se révéler profitable. Elle a déjà conduit le peintre à accorder moins à sa « façade » gestuelle pour donner plus de densité à ses volumes et de clarté à ses constructions.

PHILIPPE DAGEN

\* Musée des beaux-arts de Toulon, 20, boulevard du Maréchal-Leclerc : jusqu'au 9 septembre.

## Communication

Vitesse de croisière à la rentrée pour la chaîne culturelle

## La SEPT s'installe cinq fois par semaine sur FR3

Quand il entend le mot « culture », le téléspectateur sort-il sa télécommande ? On pourrait le penser, à juger par l'audience des trois journées exceptionnelles diffusées sur FR3 par la Société d'édition de programmes de télévision (SEPT). La première, le 8 mai, était consacrée au thème « Le jeu, le plaisir et la création », celle du 8 juin célébrant le sept cent cinquantième anniversaire de la ville de Berlin, et, le 26 juillet, les mécomptes du cinéma, pendant treize heures, à cinq des plus grands festivals d'art lyrique en Europe. Or, selon un sondage de l'Institut Médiamétrie, la Culture (avec un grand C) n'intéresse que les happy few, puisque l'audience totale moyenne a été respectivement de 1,7 % de 3,7 % et de 2 %.

Pour leur part, les responsables de la chaîne refusent de faire de l'audience le critère de la réussite. Ils rappellent, non sans raison, que si *l'Electre* de Sophocle, programmé tard le soir du 8 mai, n'a été suivi que par quatre cent mille téléspectateurs, ce chiffre dépasse la totalité de l'audience de la pièce depuis sa création ! Sans parler des films comme *le Mariage de Maria Braun* diffusé le 8 juin, dont les 10,2 % comparant favorablement avec les programmes habituels de FR3.

Bilan positif, donc ? Selon l'équipe de M. Georges Duby, président de la chaîne, « la SEPT a gagné son pari ! Nous sommes une chaîne à part entière, ajoutons-t-on, avec notre propre canal sur le satellite TDF1 (le Monde du 15 mai), une télévision à vocation européenne et un partenaire solide pour les autres chaînes françaises ». Avec un budget de 470 millions de francs pour 1987 (50 millions de francs sont consacrés aux frais de régie, 18 millions de francs aux frais de fonctionnement et 400 millions de francs aux achats et aux coproductions de programmes), provenant de la redevance, la SEPT sera en mesure d'offrir mille heures de programmes français et européens.

Un catalogue impressionnant en cours de création, où les documentaires (40 % de la production) représentent deux cent cinquante heures de création et deux cents heures d'achats. Dans le domaine de

spectacle, il y aura cent quarante-deux heures de création et cent huit heures d'achats. La chaîne veut constituer « un panorama sur la musique, la danse et le théâtre », ainsi que des spectacles créés ou spécialement conçus pour la télévision.

Pour ce qui est de la fiction, enfin, la SEPT prévoit quatre-vingt-dix heures de création et deux cent cinquante heures d'achat. Création de séries télévisées ou cinématographiques (cours et longs métrages), qui favorisent les films d'auteur (tel *la Puritaine* de Dailly ou *Au revoir les enfants* de Malle), en aidant tout spécialement les jeunes talents.

## En quête d'identité

Et maintenant ? Dans un premier temps, à partir de septembre, la SEPT développera une politique de coprogrammation avec FR3.

Tirant les leçons des trois journées thématiques, considérées généralement comme « trop longues et trop concentrées », M. Jean-Louis Arnaud, directeur général de la SEPT, plaide en faveur d'émissions régulières, mais plus courtes. C'est ainsi que, à la rentrée, les deux chaînes proposeront cinq rendez-vous hebdomadaires. Trois documentaires, intitulés *Océaniques* : le lundi (« La parole est donnée à l'intelligence », des rencontres avec des hommes remarquables), le mercredi (« Regardez sur les hommes », des documents anthropologiques venus du monde entier), le jeudi (« Regardez sur les œuvres », une soirée consacrée aux arts plastiques, à la musique, au cinéma). Puis deux spectacles : une œuvre de fiction pour la télévision le vendredi, et la retransmission ou la récréation d'une œuvre lyrique ou théâtrale le samedi.

M. Yves Jaigu, directeur des programmes sur FR3 et membre également du comité des programmes de la SEPT, veut encourager cette collaboration entre les deux chaînes. Que la direction de la troisième chaîne ait pu boudier la SEPT et celle-ci se méfier, un temps, des desseins hégémoniques de la Trois, il

en convient. « Le mariage entre FR3 et la SEPT a connu des hauts et des bas, comme celui de tous les couples », reconnaît-il. La coexistence pacifique est toutefois possible, selon M. Jaigu, « si FR3 réussit à concilier deux vocations en apparence contradictoires : celle d'être une chaîne nationale, au service du grand public, mais aussi celle d'être une chaîne culturelle, visant des cibles plus restreintes, à l'instar de Channel Four, la chaîne britannique haut de gamme ».

Ce manque d'identité et d'image cohérente doit souffrir actuellement FR3 est aussi perceptible à la SEPT. Il ne suffit pas de constituer un stock d'œuvres culturelles, il faut encore bâtir une grille de programmes. En occupant un canal de TDF1 — fin 1988, au mieux — la SEPT passera du rôle de producteur à celui de diffuseur et devra définir une politique. Vient-elle présenter une grille variée, avec des informations, des programmes éducatifs, des émissions pour enfants ? Ou bien se cantonner dans le culturel, avec un programme élitiste, diffusé en boucle ? Les projets qui se sont succédés, de M. Pierre Desgraupes à M. Georges Duby, en passant par M. Bernard Faivre d'Arcier, ont chacun leur profil. Pour M. Arnaud, un préalable s'impose : la nomination d'un programmeur, à la place du comité des programmes actuel, qui, s'il est composé de noms prestigieux, est peu fonctionnel. « Il nous faut quelqu'un, dit-il, pour cibler et structurer notre grille, même si celle-ci exclut, dans un premier temps, le sport, les variétés et les news ».

« Notre premier souci est la création d'œuvres originales françaises », conclut M. Arnaud. Nous sommes parmi les plus actifs dans le domaine de la création — le premier coproducteur public de films ! — et nous travaillons déjà non seulement avec la SFP, l'INA et les chaînes françaises, mais aussi, à l'échelle européenne, avec Channel Four, Beaufort, et ainsi de suite. Bref, notre ambition est peu banale : devenir le carrefour et la plaque tournante de ce qui se fait, et se fera, de meilleur en Europe dans les années à venir !

ALAIN WOODROW.

## Quand Julien Green soutient Radio-Aligre

« Je suis très heureux d'apporter mon soutien à une radio libre qui défend avec amour la culture et parfois sous ses formes les plus difficiles. C'est la bonne manière pour préserver la part de rêve qui permet aux êtres de vivre et nous sauve de l'abaissement auquel la plupart des moyens médiatiques actuels se consacrent... »

Nombreuses sont les déclarations et prises de position qui se sont manifestées ces derniers jours pour défendre telle ou telle des radios FM exclues de la liste conçue par la Commission nationale de la communication et des libertés. Celle-ci se démarque pourtant des autres. Adressée à Radio-Aligre, une radio qui fût depuis 1982 dans le douzième arrondissement de Paris, elle est signée Julien Green et s'accompagne d'un texte inédit sur la radio qui figurera vraisemblablement dans le *Journal de l'écrivain* et que le réseau Liberté — avec son accord — a lu, plusieurs soirs, au micro.

Amoureux de la radio — il en a fait lui-même, — l'académicien avait été longtemps interviewé à propos de son dernier livre (*Les Pays lointains*) dans les « Jours littéraires » de Radio-Aligre, une émission hebdomadaire consacrée à la littérature et à l'édition.

## « L'œil devenu oreille »

Depuis le temps où on appelait la radio « les ondes », avec sans doute dans l'esprit l'idée d'une Vénus invisible sortant de nulle part, j'ai toujours en des rapports affectifs avec les journalistes de radio, et de tous pays. Pendant les années de guerre, à New-York, chaque jour je parlais à la France : j'étais la Voix de l'Amérique ; annoncé par André Breton, avec pour secrétaire Yui Brynner, à cette époque, n'était pas chœur et se contentait d'avoir le charme de sa gentillesse. Je connais donc le métier. Il fallait trouver chaque matin quelque chose de vrai, mais qui touche et qui frappe et porte de l'autre côté de l'Atlantique des paroles d'espoir. Chaque jour Pierre Lazard s'étonnait de mes informations et venait chaque jour me dire merci. Mais le plus beau témoignage, c'est à mon retour en France que je l'ai reçu, de Gertrude Stein qui m'avait entendu dans ces jours sombres, « émue, me dit-elle, émue par votre voix ». Gide aussi m'avait écouté avec l'émotion de l'amitié, d'autres encore... Une voix, quel qu'un, c'est ce qui rend la radio irremplaçable à l'heure où la télévision essaie de violer la vie en faisant son intrusion quotidienne dans le royaume secret des appartements, transformant l'individu en un être passif, puisqu'il n'a plus qu'à regarder, sans effort d'imagination

et sans recherche à l'intérieur de lui-même. Hélas ! je ne suis pas seul à parler de déclin de l'intelligence.

Alors que la radio, c'est l'œil devenu oreille. L'oreille voit, l'imagination reprend ses pouvoirs. La musique des mots joue à plein, les idées sans images redevenant vivantes et créatrices d'images. Et puis la voix ne ment pas. Entendons-nous, la voix trahit, la voix est vérité en elle-même, elle révèle le moi profond, elle rend le superficiel. Et pour quelque chose d'aussi impalpable qu'elle, elle demeure. Elle prend sa place dans le souvenir, aussi vraie qu'un parfum, aussi subtile.

Sans doute est-ce cela que l'on rencontre chez les hommes de radio, cette courtoisie et cette attention qui sont chassées furieusement, en général, je souligne en général, par les hommes de télévision.

Les sigles m'ont toujours été incompréhensibles, comme des abréviations pour robots, mais l'un pourtant, TSF, lorsqu'on m'a expliqué que c'était « télégraphie sans fil », m'a fait rêver : je voyais un dessin de Grandville, un équilibriste entre deux mondes s'amusant à strapper des voix venues de l'espace et qui soudain avaient les visages « des chères voix qui se sont tuées ».

JULIEN GREEN.

## Le tribunal de commerce a fixé son audience au 12 août

## Union sacrée pour « le Matin de Paris »

Le tribunal de commerce de Paris a fixé à mercredi 12 août dans la matinée l'audition du groupe des « dix », ces salariés du *Matin de Paris* auxquels a été provisoirement dénié le titre de « dix » avaient demandé, mardi, à être entendus en « chambre du conseil », c'est-à-dire en audience à huis clos, par le tribunal, après avoir constaté qu'ils n'avaient pu réunir les 10 millions de francs nécessaires au quotidien (*le Monde* du 7 août). Si c'est toujours le cas mercredi prochain, le tribunal pourrait être amené à prononcer la mise en liquidation du *Matin*, préliminaire au licenciement de tous les salariés et à la vente du journal.

Ces derniers jours, les « dix » ont multiplié les contacts avec des investisseurs potentiels. Ils pourraient faire une déclaration à ce sujet dès vendredi ou pendant le week-end. Dans la soirée de jeudi, l'émission « Découvertes », d'Europe 1, a eu lieu place des Victoires à Paris, à quelques mètres du siège du *Matin de Paris*. Ce studio en plein air rassemblait des représentants des grands journaux nationaux (*le Figaro*, *Libération*, *le Monde*, *l'Express*, *l'Evénement* du jeudi, *le Journal du dimanche*, *le Nouvel Observateur*, *le Parisien*), des membres du groupe des « dix » et des salariés du *Matin*. « Découvertes », a aussi fait parler par téléphone MM. Philippe Bouvard, directeur de la rédaction de *France-Soir*, et Hugues Dewevrin, du *Journal des républicains*, l'organe du Parti républicain. « L'union sacrée » que constituait la présence des représentants de ces journaux divers soulignait la volonté de voir vivre le *Matin* MM. Jean-François Kahn, directeur de l'*Evénement* du jeudi et président de l'association de sauvegarde du *Matin*, et Jean Miot, directeur délégué du *Figaro* et président du Syndicat de la presse parisienne, ont incité à l'assistance industrielle et financière à investir dans le quotidien de gauche. Enfin, dans son édition de vendredi, le journal fait état du soutien financier de trente-cinq salariés, écrivains, syndicalistes, etc. M. Albert du Roy, directeur de la rédaction de *l'Express*, a signé en « Une » un appel en faveur du *Matin*. Les jours précédents, M. André Fontaine, directeur du *Monde*, l'architecte Roland Castro, fondateur de *Léopold du siècle* et J. Jean-François Kahn avaient fait de même.

## VARIÉTÉS

André Lamy au Tintamarre

## Le successeur de Thierry Le Luron

Un Belge de vingt-quatre ans reprend à sa manière le flambeau de l'imitation et triomphe chaque soir dans un petit théâtre des Halles.

Au début des années 70, Thierry Le Luron avait élevé au rang d'un genre autonome et populaire l'imitation, jusque-là considérée comme un aimable exercice de style à peine pour les cabarets ou pour les premières parties de music-hall.

A la suite du créateur d'Adolphe Glandu, le personnage « franchouillard » ayant des convulsions à géométrie variable, un autre imitateur, Patrick Sébastien, s'était imposé comme un champion du rire. La disparition de Thierry Le Luron et la conversion de Sébastien en animateur de télévision pour la bagatelle de 50 millions de francs l'an laissent un vide étrange et paraissent vouloir remettre l'imitation à sa place subalterne d'autrefois.

Mais une nouvelle génération d'imitateurs se bouscule aujourd'hui à la porte du show-biz et postule les premiers rôles. Il y a le Québécois André-Philippe Caynon, qui avait déjà étonné en reprenant toutes les voix de *We Are the World* et qui prépare activement une aventure française prévue à partir de janvier prochain : Serge Rousseau, décou-

vert par Patrick Sébastien, et Eric Blanc, révélé lui aussi à la télévision par ses parodies de Yannick Noah et de Tina Turner ; enfin André Lamy, produit par l'ancienne équipe de Thierry Le Luron et qui triomphe tous les soirs au Tintamarre.

André Lamy est un Belge de vingt-quatre ans qui a pris le virus de l'imitation en écoutant justement Le Luron. En Belgique, Lamy n'a eu que peu d'occasions de se présenter sur une scène, mais il a beaucoup appris sur son métier, en animant pendant trois ans une émission « La folie des glandeurs » dans une radio privée bruxelloise. Il a clôturé la première rencontre, juste avant l'été, avec l'ancienne équipe de Thierry Le Luron en reprenant un instant, en hommage, le personnage de Glandu et, aussitôt, le fameux labrador du fantasiste disparu à travers les bureaux pour venir lui lécher les mains.

André Lamy a le sens inné de l'imitation, cette capacité de prendre la voix des autres, de s'installer dans le même timbre, les mêmes couleurs, les mêmes vibrations. Thierry Le Luron faisait confiance à ses dons. Patrick Sébastien travaille avec les miroirs et la vidéo. André Lamy s'astreint chaque jour à parler ou à chanter trois heures durant avec la voix de ses modèles. Comme un comédien, il éprouve un grand plaisir à s'installer dans la peau de

« quelqu'un qu'on aime », même si parfois il lui faut un temps infini pour parvenir au personnage : l'imitation de Montand lui a demandé deux ans, celle de Brel cinq.

Comme Thierry Le Luron, André Lamy est aussi un chansonnier. Mais il écrit lui-même tous les textes qu'il « donne à manger » à ses personnages ! Et ces textes sont solides, saisissent avec finesse les caractères des artistes croqués.

Le spectacle donné au Tintamarre est éblouissant. Lamy fait défiler des dizaines et des dizaines de chanteurs, de comédiens et d'hommes politiques. Johnny et Nathalie, France Gall, Julien Clerc, Raymond Devos, Jean-Jacques Goldman, Serge Lama, Claude François, François Mitterrand, Raymond Barre, Valéry Giscard d'Estaing. Et aussi Michel Sardou qui présente une parodie corrosive des gens du spectacle, Renaud qui chante « Jean-Marie Le Pen et ses idées de bistrot », Yves Montant-Papet « qui n'a pas eu le César » et Louis de Funès qui détourne la tirade du nez d'Edmond Rostand.

Bien sûr, ce premier vrai spectacle d'André Lamy n'est pas sans scories, sans maladroites. Mais l'imitateur belge apporte avec lui le plaisir du rire à l'état pur.

CLAUDE FLÉOUTER.

\* Le Tintamarre, 20 h 15, 10, rue des Lombards.

## théâtre

## cinéma

Le Monde  
RADIO TELEVISION

MYRAI  
JOURNAL  
DE  
GRAMMES

Supplément  
EN VENTE DEMAIN  
Le Monde

كتابنا الاول











هكذا من الأجل

# Informations « services »

Dimanche 9 août

**CANAL PLUS**  
7.00 Top 50 des films  
10.00 Les films de la semaine  
11.00 Les films de la semaine  
12.00 Les films de la semaine  
13.00 Les films de la semaine  
14.00 Les films de la semaine  
15.00 Les films de la semaine  
16.00 Les films de la semaine  
17.00 Les films de la semaine  
18.00 Les films de la semaine  
19.00 Les films de la semaine  
20.00 Les films de la semaine  
21.00 Les films de la semaine  
22.00 Les films de la semaine  
23.00 Les films de la semaine  
24.00 Les films de la semaine

**LA 5**  
7.00 Les films de la semaine  
10.00 Les films de la semaine  
11.00 Les films de la semaine  
12.00 Les films de la semaine  
13.00 Les films de la semaine  
14.00 Les films de la semaine  
15.00 Les films de la semaine  
16.00 Les films de la semaine  
17.00 Les films de la semaine  
18.00 Les films de la semaine  
19.00 Les films de la semaine  
20.00 Les films de la semaine  
21.00 Les films de la semaine  
22.00 Les films de la semaine  
23.00 Les films de la semaine  
24.00 Les films de la semaine

**M 6**  
7.00 Les films de la semaine  
10.00 Les films de la semaine  
11.00 Les films de la semaine  
12.00 Les films de la semaine  
13.00 Les films de la semaine  
14.00 Les films de la semaine  
15.00 Les films de la semaine  
16.00 Les films de la semaine  
17.00 Les films de la semaine  
18.00 Les films de la semaine  
19.00 Les films de la semaine  
20.00 Les films de la semaine  
21.00 Les films de la semaine  
22.00 Les films de la semaine  
23.00 Les films de la semaine  
24.00 Les films de la semaine

## études commerciales

Les études commerciales sont des études de marché qui visent à analyser le comportement des consommateurs et à identifier les opportunités de croissance pour les entreprises. Elles sont réalisées à l'aide de méthodes statistiques et de techniques d'analyse de données. Les études commerciales peuvent être réalisées à l'échelle nationale ou internationale, et elles peuvent couvrir différents secteurs d'activité. Les entreprises peuvent bénéficier de ces études en identifiant les besoins de leurs clients, en évaluant la concurrence et en élaborant des stratégies de marketing adaptées.

## PHILATHÉLIE

### Dessinateurs et graveurs

## Pierre Gandon, des timbres par milliards

Peut-être connaissez-vous Pierre Gandon sans le savoir. Lorsque, à la poste, vous achetez des timbres courants pour affranchir votre courrier, le rouge à 2,20 F par exemple, reproduisant un profil de *Liberté* (d'après le tableau de Delacroix, la *Liberté guidant le peuple* le 28 juillet 1830), il s'agit en fait d'un timbre dessiné et gravé en taille-douce par Pierre Gandon, type de timbre en service depuis le 4 janvier 1982. Et cette figure succède à la *Sabine* (d'après un tableau de David, les *Sabines arrêtant le combat entre les Romains et les Sabins*) dessinée et gravée par le même artiste, en service depuis le 17 décembre 1971.



Ci-contre, étude à l'encre de la tête de Sabine faite au Louvre.

Pierre Gandon, auteur d'une *Marianne* dont la première valeur fut mise en circulation le 15 février 1945, la dernière, le 11 janvier 1954, ne s'est pas limité à ces timbres d'usage courant. Des milliards de timbres en chiffres de tirage.

Né à L'Hay-les-Roses le 20 janvier 1899, il suit d'abord les cours de l'école Estienne. Puis, aux Beaux-Arts, il entre dans l'atelier Cormon, professeur de Toulouse-Lautrec. Ses autres maîtres ? Laquellerie, Lasserre, Desbarrolles... sans oublier son père, Gaston Gandon, qui, d'ailleurs, grave de nombreux timbres pour l'étranger. Il obtient un prix de Rome de gravure en 1922.

Pierre Gandon a illustré de nombreux livres : *Adolphe* de Benjamin Constant (1930), *le Grand Meaulais* d'Alain Fournier (1936), *les Lettres de mon moulin* d'Alphonse Daudet (1937), *Madame Bovary* de Flaubert (1956)... Il est l'auteur de la décoration des murs du pavillon du tourisme (600 mètres carrés) à l'Exposition universelle de 1937.

Mais c'est en 1941 que paraît son premier timbre, pour le Dahomey, suite à un concours qu'il remporte, dont il a l'annonce dans un journal. Il dessine et grave son premier timbre français, les armoiries de Reims, qui paraît le 15 décembre 1941. Dès lors, travailleur infatigable, il enchaîne timbres sur timbres. En 1983, il grave son dernier « commémoratif » pour la France à l'occasion de la Journée du timbre. C'est à lui que la poste confie la gravure de

la première série de tableaux en 1961. Les philatélistes apprécient Pierre Gandon pour les anecdotes trébuchantes relatives au timbre qu'il a toujours su raconter : sa promenade à Arbois bien arrosée en compagnie d'un ministre qui souhaitait un timbre de sa ville, le dessin du timbre *Jacques Cartier*, quand, à court d'iconographie, il s'inspire de son

propre portrait, le timbre de *Sarah Bernhardt* qui porte la signature de son collègue Mazelin parce que la Libération le punissait d'avoir gravé des timbres à l'effigie de Pétain...

Pierre Gandon vit maintenant retiré dans sa maison de Seine-et-Marne, entre son jardin et sa collection de papillons...

PIERRE JULIEN.

## En filigrane



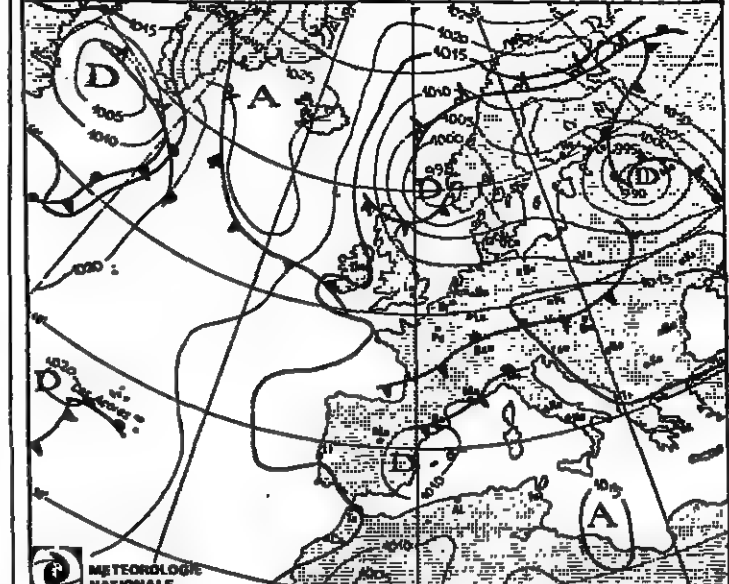
15 heures à 19 heures. (Renseignements, souvenirs philatéliques : Association philatélique rémoise, R. Mercier, 25, avenue de Genestot, 30320 Marguerites, tél. 26-23-61.)

● Festival de folklore. — A Confolens (Charente), les 8 et 9 août, une exposition philatélique organisée à l'occasion du trentième anniversaire du Festival de folklore donnera lieu à l'ouverture d'un bureau de poste temporaire (souvenirs philatéliques, renseignements : UPPTT, Poitou-Charentes, BP 735, 88000 Poitiers).

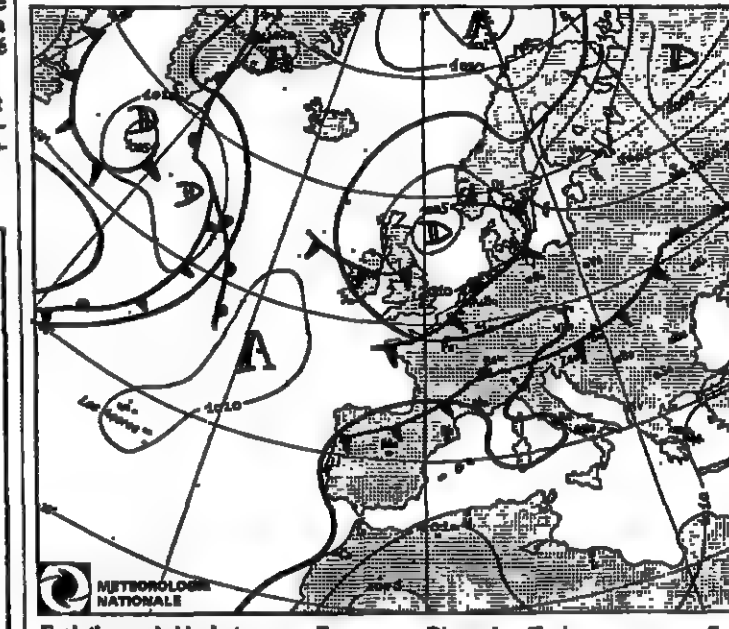
● Graveurs de timbres à l'honneur. — A Castillon-du-Gard (Gard), le samedi 8 août, dans le cadre d'une exposition de peinture consacrée au maître graveur Albert Descaris, à la galerie d'art du Quers, un bureau de poste temporaire fonctionnera de 10 heures à 12 heures et de

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 7 AOÛT 1987 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 9 AOÛT À 0 HEURE TU



Évolution probable du temps en France entre le vendredi 7 août à 0 h TU et le dimanche 9 août à 24 h TU.

Dimanche : Toujours orageux au Sud et nuageux au Nord.

Samedi : Orageux au Sud, nuageux au Nord. Sur les Pyrénées et de l'Aquitaine au sud du Massif Central aux régions méditerranéennes, jusqu'aux Alpes et au Jura, le temps restera nuageux avec des orages, ou des orages après-midi, qui toucheront également la Corse.

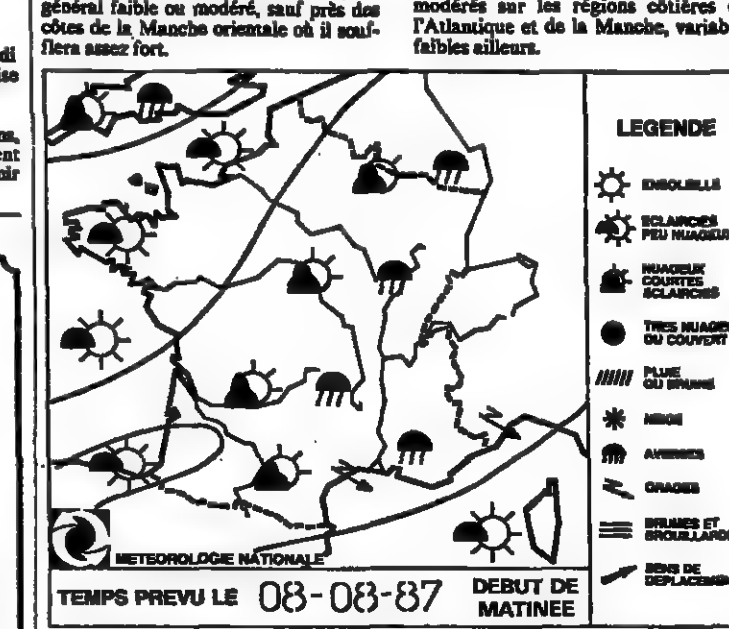
De la Bretagne à la Normandie et au Nord-Picardie, le ciel restera bien nuageux, avec des petites précipitations intermittentes.

Du Poitou-Charentes jusqu'à la côte sud de la Bretagne, sur le nord du Massif Central, le Centre, le Bassin parisien, la Bourgogne, la Lorraine et l'Alsace, le ciel sera nuageux mais des éclaircies permettront de profiter un peu du soleil.

Sur le nord de la Bretagne, la Normandie, le Nord et les Ardennes, le ciel sera très nuageux, avec de petites brumes.

La nuit sera de secteur ouest, en général faible ou modérée, sauf près des côtes de la Manche orientale où il soufflera assez fort.

Les températures, aussi bien minimales que maximales, s'éleveront guère. Les vents seront de secteur ouest modérés sur les régions côtières de l'Atlantique et de la Manche, variables faibles ailleurs.



TEMPS PRÉVU LE 08-08-87 DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 06-8 à 8 heures TU et le 07-8-1987 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	LYON	PARIS	BOULOGNE	STRASBOURG	LIÉGEOIS	BRUXELLES	AMSTERDAM	OSLO	STOCKHOLM	BERLIN	MOSCOU	NEW-YORK	CHICAGO	HONGKONG	TOKYO	SYDNEY	MELBOURNE	WAGYAT	PERTE	VIENNE
26 14 D	27 13 D	27 13 D	27 13 D	27 13 D	27 13 D	27 13 D	27 13 D	27 13 D	27 13 D	27 13 D	27 13 D	27 13 D	27 13 D	27 13 D	27 13 D	27 13 D	27 13 D	27 13 D	27 13 D	27 13 D	27 13 D
14 10 D	15 10 D	15 10 D	15 10 D	15 10 D	15 10 D	15 10 D	15 10 D	15 10 D	15 10 D	15 10 D	15 10 D	15 10 D	15 10 D	15 10 D	15 10 D	15 10 D	15 10 D	15 10 D	15 10 D	15 10 D	15 10 D

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document doublé avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## Le Carnet du Monde

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MÊME

à 10 heures au plus tard avant 10 h

7, rue de la République, 75002 Paris Cedex 06

Tél. 01 42 36 57 57

Téléfax : 46-23-06-51

Renseignements : 42-47-88-03

Tarif de la ligne R.T.

Toutes rubriques : 80 F

Abonnés (avec justificatif) : 80 F

Communications diverses : 72 F

Inscription minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blocs). Les lignes en capitales grasset sont facturées sur la base de deux lignes.

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MÊME

à 10 heures au plus tard avant 10 h

7, rue de la République, 75002 Paris Cedex 06

Tél. 01 42 36 57 57

Téléfax : 46-23-06-51

Renseignements : 42-47-88-03

Tarif de la ligne R.T.

Toutes rubriques : 80 F

Abonnés (avec justificatif) : 80 F

Communications diverses : 72 F

Inscription minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blocs). Les lignes en capitales grasset sont facturées sur la base de deux lignes.

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MÊME

à 10 heures au plus tard avant 10 h

7, rue de la République, 75002 Paris Cedex 06

Tél. 01 42 36 57 57

Téléfax : 46-23-06-51

Renseignements : 42-47-88-03

Tarif de la ligne R.T.

Toutes rubriques : 80 F

Abonnés (avec justificatif) : 80 F

Communications diverses : 72 F

Inscription minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blocs). Les lignes en capitales grasset sont facturées sur la base de deux lignes.

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MÊME

à 10 heures au plus tard avant 10 h

7, rue de la République, 75002 Paris Cedex 06

Tél. 01 42 36 57 57

Téléfax : 46-23-06-51

Renseignements : 42-47-88-03



# Le Monde

## SPORTS

PÉTANQUE : la préparation des championnats du monde

### L'Algérie joue la boule

Les championnats du monde de pétanque auront lieu en septembre prochain à Boumerdes, à une trentaine de kilomètres d'Alger. Pour l'Algérie, classée troisième lors des derniers championnats du monde, à Epinal, une victoire permettrait de promouvoir un sport devenu, en une dizaine d'années, une arme contre le désœuvrement des jeunes.

ALGER  
de notre envoyée spéciale

Mais qu'est donc la pétanque devenue ? On la disait capricieuse, sonore et turbulente, inséparable des platanes du parc Borely, des fanfaronnades arrosées au pestil et des silhouettes alourdies de retraités en chemise. On la retrouvait tranquillement installée à l'ombre des ficus, sur les places de la région côtière de l'Algérie, pratiquée avec sérieux par des boulistes en survêtement dont les plus âgés ont à peine vingt ans. Ici, le silence appliqué est de règle. A moins de deux mois des championnats du monde, on ne badine pas avec l'entraînement.

#### CIBLES

VOILE : traversée en solitaire

### L'Atlantique en aveugle



Un Américain de quarante-deux ans, aveugle à 70 %, est parti, mardi 4 août de Portsmouth (Rhode-Island) pour une traversée de l'Atlantique en solitaire. Pour Jim Dickson, la barre de son voilier de 12 mètres, baptisé symboliquement *Eye opener* (celui qui ouvre les yeux), le projet est audacieux. Au-delà de son handicap, il n'a en effet jamais passé plus d'un après-midi à naviguer en solitaire.

Mais Jim Dickson, ne sera pas tout à fait seul. Il sera assisté d'un ordinateur SVEN équipé d'un logiciel d'outils d'une voix synthétique qui lui fournira des paramètres nécessaires à la navigation. Trois radars Ranger 4000 et un poste de radio à ondes courtes le préviendront en permanence des obstacles et coups de vent au moyen d'un système sonore. Une couverture satellite Argos localisera constamment la position de l'*Eye opener*. Enfin sa route a été spécialement étudiée pour éviter les principales lignes empruntées par la marine marchande.

Jim Dickson devra pourtant prévoir chaque écueil, les anticiper et, si nécessaire, mettre sur pied les secours. Toutefois, pour le navigateur marin ne voyant, il ne s'agit pas de confondre courage et témérité. Il a promis de faire demi-tour si des difficultés surviennent au début de la traversée.

Mais au-delà du pari sportif se profile la volonté d'un homme qui souhaite prouver par sa traversée de l'Atlantique que « les aveugles et les handicapés au sens général peuvent faire tout ce que font les gens bien portants, avec les concours de la technologie moderne ».

FOOTBALL : la crise de l'AS Cannes

### M<sup>me</sup> la présidente

M<sup>me</sup> Anne-Marie Dupuy, maire (RPR) de Cannes, conseiller général des Alpes-Maritimes, et député au Parlement européen, a été élue le 5 août présidente du club professionnel de football de sa ville, l'Association sportive de Cannes (ASC). Elle est ainsi le seul maire de France à cumuler son mandat électif avec la direction d'un club de première division et la première femme à exercer de telles responsabilités.

L'ancien président, M. Francis Guillot, un homme d'affaires néo-riche en poste depuis 1982, avait démissionné de ses fonctions le 18 juin dernier en raison de sa mécontentement persistante avec M<sup>me</sup> Dupuy. Son retrait inopiné avait provoqué une crise au sein de l'ASC au moment même où le club venait de reprendre sa place en première division du championnat de France, d'où il était absent depuis vingt-trois ans. M<sup>me</sup> Dupuy reconnaît qu'elle n'est « pas passionnée par le football ». « J'ai accepté, a-t-elle déclaré, pour soutenir le club dans une année difficile, où peu de monde croit en ses chances. »

Avec un budget de 22 millions de francs — le plus faible de tous les clubs de première division, — l'ASC Cannes n'ambitionne cette saison que son maintien parmi l'élite. La ville a doublé sa subvention, passée de 2,2 à 4 millions de francs, et accordé une garantie d'emprunt au club de 10 millions de francs.

G. P.

quelques autorisations d'absence destinées à leurs employeurs et gratifiées d'une indemnité, les boulistes algériens sont quasiment passés du côté des professionnels. Ces championnats du monde sont l'aboutissement d'une dizaine d'années d'efforts continus en faveur de la pétanque. Un pari en partie gagné : en trois ans, le nombre des licenciés a été multiplié par six, passant de quatre mille à plus de vingt-cinq mille aujourd'hui. Toquade ? Point du tout. En soutenant la fédération algérienne de pétanque, le ministère de la jeunesse et des sports n'était pas dénué d'arrière-pensées d'ordre plus « social » que sportif. La pétanque est apparue comme l'un des moyens de gérer la formidable explosion démographique algérienne et sa cohorte de secousses sociales : urbanisation accélérée, sous-emploi et inactivité des jeunes.

#### D'une pierre deux coups

« C'est une activité qui contribue à l'animation des nouveaux grands ensembles, explique le wila (équivalent du préfet) de Boumerdes, El Hachemi Djir. Elle permet de dédier les relations sociales souvent difficiles de ces cités. En favorisant la sociabilité, elles les empêchent de devenir des villes-dortoirs. »

Pourquoi avoir choisi la pétanque ? Tout simplement parce qu'elle ne coûte pas cher. Un argument de poids pour le gouvernement algérien, confronté à la baisse des prix des hydrocarbures, qui représentent 98 % de ses rentrées en devises. Aux yeux du ministère de la jeunesse et des sports, la pétanque avait le mérite de combiner la facilité d'apprentissage, qui permet d'économiser les moniteurs sportifs, et la faiblesse des équipements. Un terrain de 15 mètres sur 10 vaguement aménagé et le tour est joué. La ligne locale reçoit des boules, qu'elle met à la disposition des adhérents.

Une priorité urgente : les moins de vingt ans représentent 65 % de la population, et actuellement le taux d'occupation moyen atteint 7,8 personnes par logement. Comment s'étonner, dans ces conditions, que les adolescents passent le plus clair de leur temps à passer en bandes sur les marches des immeubles ? « Nous faisons d'une pierre deux coups, conclut le wila de Boumerdes. Nous luttons contre le désœuvrement des jeunes tout en économisant les crédits affectés aux activités sportives. »

ANNE CHEMIL

FOOTBALL : le championnat de France

### Le PSG au régime sec

Changement de cap, cette saison, au Paris-Saint-Germain. Les joueurs issus du club succèdent aux vedettes achetées à prix d'or. Une politique de sagesse dictée par les circonstances.

« FRANCIS BORELLI, vins et spiritueux. » A Paris, au-dessus d'une boutique flambant neuve dont les portes s'ouvrent en septembre, cette enseigne est un aveu : le bouillant président du PSG, éditeur et publicitaire de profession, est en proie à une nouvelle passion. Naturellement, elle le dévore. Outre les aller-retour à sa cave de Nuits-Saint-Georges (Côte-d'Or), les visites à ses fournisseurs du Bordelais et la recherche des emplacements où il compte installer d'autres magasins, Francis Borelli est accablé par la mise au point du catalogue des 257 crus, qu'il diffusera bientôt sous sa griffe.

Et l'ivresse du ballon rond ? Elle n'a pas quitté pour autant ce Méridional de cinquante-cinq ans, arrivé « par hasard » à la tête du club parisien il y a dix ans. Il s'échauffe dès que la conversation roule sur ce terrain. Simplement le discours a changé. L'homme qui contribuait naguère à mettre le feu aux salaires du football prêche aujourd'hui la modération. Tandis que tous les clubs français, petits et grands, ont augmenté leur budget, celui du Paris-Saint-Germain a été révisé à la baisse. Des vedettes sont parties (Aycha, Rocheteau, Halilhodjic, etc.), remplacées par quelques sans-grade (Rabat, Sandjak, Reynaud, Roux, etc.). La masse salariale a fondu de 30 %. En consacrant 6 millions de francs aux transferts de l'Argentin Calderon (Bétis-Séville) et de l'Anglais Wilkins (Milan AC), Francis Borelli reconnaît avoir réalisé « la plus faible investissements de toute l'histoire du club ».

Ce changement de cap a été dicté par les mauvais résultats de la saison dernière : élimination sans gloire au premier tour de la Coupe d'Europe ; une septième place en championnat, après avoir offert à la capitale son premier titre en cinquante ans ; enfin, une élimination en Coupe de France contre une équipe de deuxième division. Cette défaite à Strasbourg a provoqué l'explosion. « J'ai éprouvé le sentiment d'avoir été trahi », explique Francis Borelli, sans porter d'accusations individuelles. Vis-à-

vis de ceux qui aident le club (maîtres de Paris et de Saint-Germain, ainsi que RTL et Canal Plus), il ne pouvait plus longtemps « rester complice d'un comportement défaitiste ». Les stars recrutées à prix d'or n'ayant « plus assez de tripes », le président parisien a réfléchi à la façon de donner une « âme nouvelle » à son club.

#### « Un acte d'honnêteté »

Francis Borelli ne renie pas le passé. « Pour éponger le lourd passif trouvé à mon arrivée, et représenter dignement la capitale, il fallait donner priorité à l'équipe, donc avoir recours aux mercenaires », explique-t-il. Un titre de champion et deux Coupes de France ont sanctionné cette politique. Mais aujourd'hui les circonstances obligent à « semer quelque chose de nouveau ». Pour ce gestionnaire « souverainement indépendant mais qui rend des comptes », le bémol mis volontairement au train de vie du club était « un acte d'honnêteté ». « Le déficit n'atteignait que 7 à 8 millions de francs, mais à force de demander et de toujours tout obtenir, on perd sa capacité à avoir des idées », estime M. Borelli, soudain adepte d'un profil bas compensé par « plus d'imagination ». Ce nouveau credo a, semble-t-il, séduit MM. Chirac, Juppé et Tibéri, puisque la subvention municipale est passée de 7 à 18 millions de francs, cette saison. De quoi assainir la situation financière rapidement !

Le président du PSG ne se sentait « plus capable de donner 500 000 F par mois à ses joueurs ». En devenant, pour la première fois, championne de troisième division, l'équipe réserve est venue au secours de ses bonnes résolutions. Les talents cultivés au centre de formation du camp des Loges, à Saint-Germain-en-Laye, auront donc l'occasion de s'épanouir sur les pelouses de première division. L'an dernier, déjà, Gérard Houllier, l'entraîneur parisien, avait incorporé certains jeunes comme Sandjak ou Reynaud dans son équipe à la dérive.

Cette année, les ambitions sportives n'ont pas été affichées. « Notre budget mériterait que nous soyons européens », dit le président, tout en s'attendant à « deux ou trois saisons de vache enragée ». Certes, l'enthousiasme

retrouvé d'un groupe plus soudé autour d'un technicien comme Gérard Houllier peut aboutir à une heureuse surprise. Mais l'alcéâtre a ses limites, et Paris-Saint-Germain, malgré les efforts consentis pour la formation des jeunes, n'a pas vocation à devenir l'AJ Auxerre.

« Bien que le football ne soit pas une activité rentable, le postulat de départ, c'est l'argent. Les clubs les plus riches sont toujours aux premières loges », affirme Francis Borelli, avec le souvenir nostalgique « d'en avoir fait partie ». En montrant plus de sagesse cette année, il n'a pas fait vœu de pauvreté : « Il n'est pas exclu que je revienne sur ma position d'ici deux ans », dit-il. Loin de se poser en exemple, il donne, au contraire, raison aux clubs qui peuvent encore investir à l'autour. Il n'oublie pas qu'il fut l'auteur, il y a trois ans de la formule un peu provocatrice « Le talent n'a pas de prix ». Simple-ment, avoue-t-il, « Je n'ai plus les moyens de me payer un Picasso ou un Chagall ». Alors, en attendant des jours meilleurs, le PSG a mis de l'eau dans son vin.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

#### LES HEURES DU STADE

##### Athlétisme

Championnats de France. Du vendredi 7 au dimanche 9 août, à Annecy (A. 2, Les jeux du stade, samedi, à 14 h 25 ; TF 1, Sport dimanche vacances, à 14 h 20).

##### Automobilisme

Grand prix de Hongrie de formule 1. Dimanche 9 août, à Budapest (TF 1, Sport dimanche vacances, à 14 h 20). Rallye d'Argentine. Jusqu'au samedi 8 août.

##### Football

Championnat de France. Quatrième journée en première et en deuxième division, samedi 8 août. RFA-France. Mercredi 12 août, à Berlin-Ouest (A. 2, 20 h 10). France-Irlande. Qualification olympique, mardi 11 août, à Dunkerque.

##### Golf

Championnats de l'Association des golfeurs professionnels (USPGA). Jusqu'au dimanche 8 août, à Palm Beach (Canal Plus, dimanche, à 0 h 35 puis à 23 h 05).

##### Motocyclisme

Grand prix de Suède de vitesse. Dimanche 9 août, à Anderstorp (TF 1, Sport dimanche vacances, à 14 h 20).

##### Omnisports

Jeux panafricains. Jusqu'au 22 août, à Nairobi (Kenya). Jeux panaméricains. Jusqu'au 23 août, à Indianapolis.

##### Pentathlon moderne

Championnats du monde. Du mercredi 12 au dimanche 16 août, à Moutiers.

##### Ski nautique

Championnats d'Europe. Jusqu'au dimanche 9 août, à Marignane (FR 3, samedi, à 14 h 30).

##### Sports équestres

CSI de Biarritz. Jusqu'au dimanche 9 août.

##### Voile

Admiral's Cup. Jusqu'au dimanche 9 août, à Cowes. Course de l'Europe. Arrivée de la septième étape à Toulon, mercredi 12 août. Course du Figaro. Arrivée le dimanche 9 août à Pornichet-La Baule. Tour de France. Arrivée le lundi 10 août à Menton.

AUTOMOBILISME : le Rallye d'Argentine

### Lancia sans rivaux

Lancia a toutes les chances d'obtenir son sixième titre mondial, samedi 8 août à Cordoba. À l'arrivée du Rallye d'Argentine. Alors que trois rallyes restent encore à disputer (1000 lacs, San-Remo et RAC), une deuxième place suffit à la firme italienne, qui a confié deux Delta 4WD à l'Italien Massimo Biasion et à

l'Argentin Jorge Recalde. Trois autres voitures d'usine seulement étaient engagées : la Mazda 323 4WD du Suédois Ingvar Carlsson, qui devait abandonner dès la deuxième étape, et les deux Golf GTI 16S du Suédois Kenneth Eriksson et de l'Allemand de l'Ouest Erwin Weber.

PAR un cruel concours de circonstances, c'est l'accident mortel du Finlandais Henri Toivonen et de son copilote italo-américain Sergio Cresto sur une Lancia Delta S4 au Tour de Corse 1986 qui a préparé le sacre de la Delta 4WD. Jean-Marie Balestre, président de la Fédération internationale de l'automobile (FIA), avait alors décidé sur-le-champ l'interdiction pour le championnat du monde des rallyes 1987 des voitures du groupe B (construites à deux exemplaires minimum), l'annulation du projet de groupe S (voitures construites à dix exemplaires minimum avec limitation de puissance à 300 ch) et le choix du groupe A, plus proche de la série (voitures à quatre places produites à cinq mille exemplaires minimum en douze mois).

Cette décision, prise dans la précipitation, avait été jugée inique par Peugeot, champion du monde 1985 et 1986 avec la 205 turbo 16, qui a gagné en première instance son procès intenté à la FIA. Comme la

firme française, bon nombre d'autres constructeurs se retrouvaient dans l'embarras, faute de disposer d'un modèle sportif répondant aux nouveaux critères. Au moment du dramatique accident du Tour de Corse, Lancia s'appuyait justement à lancer sur le marché, en juin 1986, une berline sportive, avec moteur turbo et transmission intégrale, inspirée de la Delta S4 : la Delta 4WD.

Avec quelques modifications autorisées au niveau de la transmission, des suspensions, des freins et de la puissance du moteur, portée de 165 à 260 ch, le prototype du groupe A était prêt en novembre et s'imposait dès le premier rallye, à Monte-Carlo, avant de récidiver au Portugal, à l'Acropolis et à l'Olympus Rally, aux Etats-Unis.

Avant de rejoindre au panthéon des Lancia la Stratos, championne du monde en 1972, 1974, 1975 et 1976, ou la Rallye 037, couronnée en 1983, la Delta 4WD aurait pourtant mérité une opposition plus soutenue. Or, seule la Golf GTI du Suédois Eriksson a disputé

toutes les manches du championnat.

Après avoir gagné le Rallye de Suède, Mazda, confronté à un problème de fiabilité de sa transmission, a dû attendre l'Argentine pour renouer avec la compétition. Audi, vainqueur du Safari Rally avec la 200 quattro, et Ford avec la Sierra Cosworth disposaient de modèles plus puissants, mais trop lourds pour être réellement compétitifs. Devant cette faiblesse de l'opposition, on a même vu une écurie privée remporter le Tour de Corse avec une BMW M3 pilotée par Bernard Béguin.

La disparition des spectaculaires « monstres » du groupe B, les suspensions engendrées par certaines modifications apportées sur les voitures du groupe A par rapport aux modèles de série (vingt-sept voitures ont ainsi été refusées au départ du Rallye d'Argentine) et l'absence de lutte entre les pilotes de Lancia dès que la victoire était assurée pour la marque ont considérablement nui au succès populaire du championnat du monde 1987.

GÉRARD ALBOUY.

ESPAGNE  
prise économique qui s'amorce n'a

le gouvernement yougoslave  
bloque le prix du pain

DÉMOG  
Lim

À TRAVERS LES ENTREPRISES

Total vend ses activités de  
lage et de distribution en Italie

EN BREF

Le Sénat  
la loi de la  
budgétaire  
1988, pour  
la première  
fois, a été  
adoptée par  
le Sénat  
après un  
vote de 151  
voix contre  
147. Cette  
décision  
permettra  
à la  
Commission  
des finances  
de la  
Assemblée  
nationale  
de proposer  
une loi de  
finances  
pour 1988.  
Le Sénat  
a également  
adopté la  
loi relative  
à la  
réforme de  
la justice  
après un  
vote de 151  
voix contre  
147. Cette  
décision  
permettra  
à la  
Commission  
des finances  
de la  
Assemblée  
nationale  
de proposer  
une loi de  
finances  
pour 1988.



# Economie

## ESPAGNE

## La reprise économique qui s'amorce n'a pas amélioré le climat social

**THERRY MALINIAK**

## La liaison Rhin-Rhône

## G. E.

124.000

si, classement, même  
n. Tél. au 43-02-  
sac à 14 heures ou  
21-81-83 le soir.

\_\_\_\_\_







## Marchés financiers

PARIS, 1 NEW-YORK, 1

[illegible]

## BOURSE DE PARIS

[illegible]

## Règlement mensuel

Competition	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Competition	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -
835	Localité Israël	745	742	742	- 0 37	955	Salmoun	1630	1670	1670	+
595	Localisation s.e.	597	600	597	- 0 10	720	Salmoun	1651	1651	1651	+
880	Localisation s.e.	878	870	871	- 0 61	710	Salmoun	799	801	801	+
150	Localisation s.e.	1116	1115	1145	0 30	700	S.A.T.	775	780	781	+
450	Localisation s.e.	1431	1441	1440	+ 0 03	400	Salmoun	408	419	420	+
80	Localisation s.e.	78	78	78	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
480	Localisation s.e.	452	450	455	+ 0 05	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	80	Salmoun	83	83	87	+
780	Localisation s.e.	780	780	780	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.	109	113	114	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.E.G.	725	725	725	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	Salmoun	83	83	87	+
100	Localisation s.e.	100	100	100	0 00	135	S.C.O.A.				

**6 AOUT** Cours relevés à 17 h 29

[illegible]

**Comptant** (réflexion)

[illegible]

**SICAV** (inflection)

[illegible]

**CHANGES**      **INDICES BOURSIERS**

[illegible]

**MATIF**

LA VIE DE LA CÔTE

**ARCHE INTERBANCAIRE DES DEVIS**[illegible]

## TAUX DES EUROMONNAIES

姓名	性别	年龄	籍贯	职业	住址	备注
王德胜	男	45	山东	工人	天津	
李德胜	男	35	河北	工人	天津	
张德胜	男	25	河南	工人	天津	
赵德胜	男	15	山西	工人	天津	
刘德胜	男	55	陕西	工人	天津	
孙德胜	男	40	甘肃	工人	天津	
周德胜	男	30	四川	工人	天津	
吴德胜	男	20	湖南	工人	天津	
郑德胜	男	10	湖北	工人	天津	
冯德胜	男	5	江西	工人	天津	
陈德胜	男	4	福建	工人	天津	
林德胜	男	3	广东	工人	天津	
黄德胜	男	2	广西	工人	天津	
周德胜	男	1	云南	工人	天津	
吴德胜	男	0	贵州	工人	天津	
郑德胜	男	0	海南	工人	天津	
冯德胜	男	0	宁夏	工人	天津	
陈德胜	男	0	青海	工人	天津	
林德胜	男	0	新疆	工人	天津	
黄德胜	男	0	西藏	工人	天津	
周德胜	男	0	内蒙古	工人	天津	
吴德胜	男	0	吉林	工人	天津	
郑德胜	男	0	辽宁	工人	天津	
冯德胜	男	0	黑龙江	工人	天津	
陈德胜	男	0	浙江	工人	天津	
林德胜	男	0	安徽	工人	天津	
黄德胜	男	0	江苏	工人	天津	
周德胜	男	0	江西	工人	天津	
吴德胜	男	0	湖北	工人	天津	
郑德胜	男	0	湖南	工人	天津	
冯德胜	男	0	广东	工人	天津	
陈德胜	男	0	广西	工人	天津	
林德胜	男	0	福建	工人	天津	
黄德胜	男	0	浙江	工人	天津	
周德胜	男	0	安徽	工人	天津	
吴德胜	男	0	江苏	工人	天津	
郑德胜	男	0	江西	工人	天津	
冯德胜	男	0	湖北	工人	天津	
陈德胜	男	0	湖南	工人	天津	
林德胜	男	0	广东	工人	天津	
黄德胜	男	0	广西	工人	天津	
周德胜	男	0	福建	工人	天津	
吴德胜	男	0	浙江	工人	天津	
郑德胜	男	0	安徽	工人	天津	
冯德胜	男	0	江苏	工人	天津	
陈德胜	男	0	江西	工人	天津	
林德胜	男	0	湖北	工人	天津	
黄德胜	男	0	湖南	工人	天津	
周德胜	男	0	广东	工人	天津	
吴德胜	男	0	广西	工人	天津	
郑德胜	男	0	福建	工人	天津	
冯德胜	男	0	浙江	工人	天津	
陈德胜	男	0	安徽	工人	天津	
林德胜	男	0	江苏	工人	天津	
黄德胜	男	0	江西	工人	天津	
周德胜	男	0	湖北	工人	天津	
吴德胜	男	0	湖南	工人	天津	
郑德胜	男	0	广东	工人	天津	
冯德胜	男	0	广西	工人	天津	
陈德胜	男	0	福建	工人	天津	
林德胜	男	0	浙江	工人	天津	
黄德胜	男	0	安徽	工人	天津	
周德胜	男	0	江苏	工人	天津	
吴德胜	男	0	江西	工人	天津	
郑德胜	男	0	湖北	工人	天津	
冯德胜	男	0	湖南	工人	天津	
陈德胜	男	0	广东	工人	天津	
林德胜	男	0	广西	工人	天津	
黄德胜	男	0	福建	工人	天津	
周德胜	男	0	浙江	工人	天津	
吴德胜	男	0	安徽	工人	天津	
郑德胜	男	0	江苏	工人	天津	

### Second marché (sélection)

[illegible]Hors-cote  
1 4m 1

Chlorophane	340	338		
C.E.M.	265			
Orcléon	195			
C. Océan-France	180	180		
Copacem	445	440		
Duboué (Ind. Chim.)	1000	1000		
Geolac	221	220		
Hydro-Energie	320	320		
Hogomont	250			
Maty (Ind. Min.)				
Miner	1110	1100		
Panorama-E.D.	3400			
Rehalco	370			
Rehalco	154	150	152	30
Scaphim	85	70	0	10
S.F.P.	510			
S.T.	380			
Union Bénarès	132			

Cote des changes		COURS		COURS		COURS	
		préc.		9/8		A/1	
Euro-Les 15 (1)		8 250	8 272				
Belgique (100 francs)		6 516	6 518				
Suisse (100 francs)		333 120	333 200	32	32		
Espagne (100 Ptas)		15 071	15 084	1	1		
Portugal (100 Esc)		259 950	258 010	1	1		
Grande-Bretagne (100 £)		17 620	17 620				
Norvège (100 Kr)		91 220	91 430	1	1		
Grande-Bretagne (2 £)		9 801	9 801				
Grèce (100 drachmes)		4 415	4 423				
Turquie (1 000 Liras)		3 085	3 085				
Suisse (100 fr.)		402 050	402				
Suisse (100 francs)		35 940	35 860				
Autriche (100 sch.)		87 236	87 405				
Espagne (100 pes.)		4 921	4 913				
Portugal (100 esc.)		4 228	4 257				
Canada (50 cm.)		4 127	4 241				
Japon (100 yens)		4 127	4 158				

**MINITEL**

La gestion en direct  
de votre personnel personnel

35.15 Tapas LEMONDRE puis BOURSE

### Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS B/B	COURS DES BILLETS	
			Acheter	Vendre
Extrême (5 h.)	6 260	6 272	6 020	5 941
SCV	6 818	6 818		
Aleppo (100 DM)	323 120	323 200	323	318
Belgique (100 F)	16 071	16 084	15 800	16 508
Pays Bas (100 fl.)	235 990	236 010	287	305
Danemark (100 kr.)	87 770	87 620	87	86
Monnaie (100 L)	91 320		87	94
Grande-Bretagne (£ 1)	9 881	9 892	9 550	10 239
100 (100 schilling)	4 815	4 823	4 100	5 109
Italie (1 000 lire)	4 805	4 801	4 350	4 519
400	402 600	402	388 600	407 500
Suisse (100 S.)	95 840	96 690	92 500	98 500
Suède (100 kron)	47 386	47 405	46 300	48 600
Autriche (100 sch.)	4 921	4 913	4 700	5 200
Espagne (100 pes.)	4 258	4 257	3 900	4 600
Portugal (100 esc.)	4 727	4 741	4 500	4 900
Japan (100 yens)	4 157	4 155	3 990	4 400

## Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS \$/S
Or fin (en bars)	92300	92900
Or 900 (en lingots)	92600	93400
Pièces françaises (20 fr)	553	540
Pièces françaises (10 fr)	378	363
Pièces suisses (20 fr)	616	580
Pièces suisses (20 fr)	533	527
Souverains	870	635
Pièces de 10 dollars	2005	2080
Pièces de 10 dollars	1470	1630
Pièces de 5 dollars	970	905
Pièces de 50 pesos	3420	3405
Pièces de 100 pesos	555	541
Or Londres	4 78	489 8
Or Zurich	472	467 5
Or Hongkong	472 25	468
Argent Londres	8 43	8 25



